

UNIVERSITE D'ANTANANARIVO
ECOLE NORMALE SUPERIEURE
C.E.R. HISTOIRE-GEOGRAPHIE

**LA CONTRIBUTION DU PROGRAMME
D'HISTOIRE DES LYCEES
DANS LA CONSTRUCTION DE
L'IDENTITE NATIONALE
A MADAGASCAR**

MEMOIRE DE CAPEN

Présenté par

: **Jean Xavier RAKOTONDRAJAONA**

Président du jury

: **Célestin RAZAFIMBELO**

Rapporteur

: **Benjamina (R) RAMANTSOA**

Juge

: **Daniel (S) RAZANAKOLONA**

Date de Soutenance : 27 Novembre 209

REMERCIEMENTS

Nous tenons à exprimer notre profonde gratitude à :

- *Monsieur RAZAFIMBELO Célestin, Maître de conférences, pour le grand honneur qu'il nous fait d'avoir bien voulu se rendre disponible et accepter la présidence de ce mémoire.*
- *Monsieur RAMANANTSOA Ramarcel Benjamina, Maître de conférences, qui, malgré ses nombreuses responsabilités a bien voulu accepter avec gentillesse de nous encadrer. Ses précieux conseils, son dévouement, sa compétence et sa patience nous ont permis de réaliser ce travail.*
- *Monsieur RAZANAKOLONA Daniel Soloarimanga, qui, malgré ses nombreuses occupations, a aimablement accepté d'apporter ses compétences dans le jugement de ce travail ;*

Nous tenons à remercier également :

- *Les Enseignants-chercheurs et les professeurs d'Histoire – Géographie des lycées enquêtés, qui ont eu l'amabilité de nous répondre et nous consacrer du temps au cours de l'entretien. Leur patience et leur bonne volonté ont été déterminantes dans la qualité des données recueillies.*
- *Notre famille pour son soutien, sa patience, et son dévouement au cours de nos études ;*
- *Tous ceux qui, de près ou de loin, ont contribué à la réalisation de ce mémoire.*

INTRODUCTION

La question d'identité est une question cruciale pour tout individu. Construire son identité, ou entretenir son identité, ou bien encore sauver son identité, telle est la préoccupation de chaque nation. Actuellement, chaque pays et chaque nation s'efforcent de trouver ou de retrouver sa propre identité. L'identité est un caractère permanent et fondamental. C'est ainsi qu'apparaissent les expressions telles *affirmer son identité* ou *crise d'identité*.

L'enseignement tient une place très importante dans la construction ou la reconstruction, ou bien encore, le maintien de cette identité. L'enseignement, par le biais des programmes scolaires, inculque chez nos jeunes leurs identités. Il forge aussi leurs identités : *l'homme ne l'est pas mais on le devient*. Le monde des enfants scolarisés tourne autour de son établissement scolaire. Ils sont à l'école environ cinq à huit heures par jours, sans parler du déplacement entre leur maison et leur école. La majorité des parents n'ont pas le temps pour leurs enfants à cause du travail et des autres préoccupations. Certains ne voient leurs enfants que la nuit, avant de dormir. D'autres sont à la maison mais ils ne voient même pas ce que font leurs enfants. Le conflit de génération s'intensifie et devient un obstacle majeur au dialogue entre parents et enfants. On assiste à une régression de communication au sein de la famille. Tout le monde se concentre sur son propre programme et/ou emploi du temps. Il n'y a plus de partage au sein du foyer. En effet, les parents se contentent de l'éducation et formation acquises par leurs enfants à l'école. Des fois, ils ne sont pas conscients qu'ils soient responsables de l'éducation de leurs enfants. Pour eux, l'éducation s'acquiert à l'école, non pas à la maison. Cette pensée les entraîne à tout confier à l'école. Ainsi, les professeurs se chargent non seulement de l'enseignement mais aussi de l'éducation des élèves. On ne les appelle plus enseignants mais enseignants-éducateurs.

Cette relation très étroite entre enseignants-éducateurs, élèves et éducation dispensée à l'école nous mène vers une réflexion plus profonde en essayant de voir de près le rapport et l'apport du programme scolaire dans la construction de l'identité de l'élève, qui va devenir plus tard une identité nationale. C'est pourquoi nous avons choisi comme thème de notre étude : *la contribution du programme d'histoire des lycées dans la construction de l'identité nationale à Madagascar*. Rappelons que le cadre de ce travail est le programme scolaire, défini par la Loi N° 94/033 en date du 13 mars 1995.

On s'intéresse à l'identité nationale parce que presque tous les pays du monde entier, y compris Madagascar, n'arrivent plus à sentir leurs vraies identités. A l'heure actuelle, tout semble aller trop vite notamment en cette ère de mondialisation du début du 21^e siècle. Presque tous les pays et toutes les nations du monde entier, notamment les pays sous-développés, ont perdu leurs repères. D'où l'attention particulière à l'étude de la construction de l'identité nationale à Madagascar, à partir de l'analyse des programmes d'histoire dans les lycées car Madagascar fait belle et bien partie de ce monde de sous-développement.

En effet, pourrions-nous expliquer l'aspect conceptuel de l'identité et de l'identité nationale ? Sur quoi est régie l'identité nationale ? Comment était la politique éducative appliquée à Madagascar ? Quels sont les indicateurs d'identité nationale à Madagascar ? Quelle est la contribution du programme d'histoire en vigueur dans les lycées dans la construction de cette identité nationale ? La contribution des autres entités est-elle nécessaire ? Le programme s'adapte-t-il aux réalités malgaches ? Rime-t-il à la mentalité malgache ? Des suggestions peuvent-elles être avancées pour améliorer le programme futur ?

On tient à souligner que le présent travail a été effectué grâce aux outils et méthodes suivants : questionnaire, entretien, interview, magnétophone, documentation, recherche sur les sites web. La documentation se fait dans quelques bibliothèques de la capitale notamment à l'Ecole Normale Supérieure, à la bibliothèque nationale, à la bibliothèque universitaire d'Ankatso et à l'Akademy Malagasy. Le problème est qu'on ne trouve pas des ouvrages récents dans ces bibliothèques, or la plupart des ouvrages parlant de l'identité nationale sont des ouvrages récents. De nos jours, la recherche dans les sites web est importante. Certains des ouvrages consultés, notamment les ouvrages récents, sont tirés dans les sites internet. On peut trouver aussi des sites dans lesquels il est possible de tirer des données concernant notre sujet. L'accès est de plus en plus facile à l'heure actuelle mais il coûte encore cher. On a aussi fait des enquêtes auprès des enseignants-chercheurs et des professeurs d'Histoire et de Géographie des lycées (privés et publics). On prépare d'abord le questionnaire et/ou le canevas. Après avoir élaboré le questionnaire, on a sollicité un rendez-vous avec les enseignants : 20 enseignants dont 9 enseignants-chercheurs et 11 enseignants d'Histoire-Géographie. Il n'est pas toujours facile de joindre les enseignants. Certains n'ont que quelques minutes, comme seulement pendant la récréation par exemple. D'autres ont dû annuler le rendez-vous et le reporter pour une autre fois à cause d'un contre temps. Deux d'entre eux ne sont plus joignables et on a dû les remplacer. Lors de l'entretien et/ou de l'interview, deux cas sont possibles, soit l'enseignant remplit le questionnaire et, nous, on pose les questions et prend des notes ; soit l'enseignant répond tout simplement et c'est à nous de remplir le questionnaire tout en posant les questions. Parfois, on utilise un magnétophone et avec l'autorisation de la personne à interviewer, on enregistre sa voix

Ce travail est un mémoire de fin d'étude pour l'obtention du diplôme CAPEN ou Certificat d'Aptitude Pédagogique de l'Ecole Normale, filière Histoire-Géographie. Il est intitulé « la contribution du programme d'histoire des lycées dans la construction de l'identité nationale à Madagascar ». En effet, y a-t-il une contribution du programme d'histoire des lycées dans la construction de l'identité nationale à Madagascar ? ; si oui, on se demande, quelle est cette contribution du programme d'histoire des lycées dans la construction de l'identité nationale à Madagascar ? Même si on est encore en face de ces problématiques, il est déjà possible d'avancer des hypothèses. Ainsi, trois hypothèses sont à vérifier dans cette étude :

1. Madagascar a son identité nationale ;
2. Le programme en vigueur entretient cette identité ;
3. L'attribution des autres entités est sollicitée pour le renforcement de l'identité nationale à Madagascar.

L'éclaircissement et la vérification de ces hypothèses, la recherche de solutions à ces problématiques ne sont pas possibles sans établir un plan. Ainsi, pour pouvoir développer et vérifier ces hypothèses, nous allons suivre le plan suivant :

- I. Aspect conceptuel et politique éducative
- II. Etude du programme d'Histoire en vigueur dans les Lycées
- III. Les éléments d'identité nationale à Madagascar et contribution pour l'entretien de cette identité

La première partie de ce travail nous permet d'expliquer l'aspect conceptuel du sujet c'est-à-dire cerner de près les termes ou expressions tournant autour du sujet : identité et identité nationale. On va essayer ensuite de voir les politiques éducatives appliquées à Madagascar tout au long de son histoire. Il ne s'agit pas d'une longue ni d'une profonde

étude des politiques éducatives mais juste une vue globale des politiques éducatives appliquées à Madagascar depuis l'installation humaine à Madagascar jusqu'aujourd'hui. On peut diviser cette période en deux : l'éducation et/ou la politique éducative avant l'indépendance et l'éducation et/ou la politique éducative après l'indépendance. Dans l'éducation avant l'indépendance, on peut parler brièvement de l'éducation à Madagascar avant l'apparition de l'alphabet malgache (la création des écoles à Madagascar) ; de l'éducation lors de la période du royaume malgache ou du 19^e siècle malgache ; de la politique éducative à Madagascar pendant la colonisation. L'éducation après l'indépendance parle de la politique éducative pendant la première République ; de cette politique lors de la deuxième République malgache ; et enfin, de la politique éducative pendant la troisième République. A part cette brève lecture de la politique éducative, on va essayer aussi de tirer l'apport ou la contribution de la politique éducative dans la construction de l'identité nationale à Madagascar. On termine cette partie avec la présentation des programmes d'histoire en vigueur dans les lycées et on souligne les instructions et recommandations pour les professeurs aux lycées. On va essayer enfin d'apporter les lignes directives de l'actuelle politique éducative : l'esprit du programme, les améliorations dans le domaine éducatif, etc.

La deuxième partie du devoir consiste à étudier les programmes d'histoire en vigueur dans les lycées et d'en tirer la contribution : une action de construction ou d'entretien de l'identité nationale à Madagascar. On constate que beaucoup d'encre a coulé sur l'étude des programmes d'histoire du niveau III. En effet, plusieurs mémoires effectués par des étudiants : filière Histoire - Géographie de l'E.N.N.3 (Ecole Normale Niveau 3), ou de l'E.N.S. actuelle (Ecole Normale Supérieure) et de la filière Histoire d'Ankatso se sont déjà penchés sur l'analyse de ces programmes, aussi bien sur le contenu que sur la forme. Lors de la présente étude, nous avons l'occasion d'identifier le rôle joué par le programme d'histoire des lycées dans la construction de l'identité nationale à Madagascar. Le processus d'analyse à suivre lors de l'identification de la contribution est le suivant :

- Présentation sur des tableaux les thèmes et le nombre de thèmes étudiés avec des pourcentages ;
- Présentation à l'aide des graphiques des thèmes et de nombre de thèmes étudiés avec des pourcentages ;
- Commentaire des tableaux et des graphiques

Ainsi, pour chaque classe (seconde, première et terminale), on va procéder aux études suivantes :

1. Voir les heures consacrées à chaque chapitre lors de l'étude des thèmes.
2. Etudier les notions d'identité nationale par chapitre dans chaque classe.
3. Essayer de saisir les pays étudiés, tout en rendant plus explicites les domaines étudiés dans chaque pays ou groupe de pays.
4. Analyser, particulièrement, le cas de Madagascar c'est-à-dire voir de près les études de Madagascar dans chaque classe.

Dans cette recherche de l'identité nationale dans les programmes scolaires, on doit faire attention aux concepts tels culture, histoire, relation avec l'extérieur, structure étatique, système économique, politique, société, hommes célèbres, mode de vie, religion, idéologie, philosophie et valeur, revendications nationales ou mouvements nationaux, place au niveau mondial (son influence), langue, unité nationale. L'identité nationale d'un pays doit être cherchée, et c'est possible de la trouver, dans plusieurs domaines : politique, socio-économique, culturel, artistique, valeurs. L'étude doit exposer l'apport du programme d'histoire des lycées : une construction ou un entretien de l'identité nationale à Madagascar. A partir de cette analyse, on peut savoir, ou au moins, prévoir le genre de citoyen que nous voulons former à Madagascar.

Dans la troisième partie, nous apportons nos réflexions personnelles quant à la question d'identité et d'identité nationale à Madagascar. En parlant de l'identité nationale à Madagascar, les faits suivants sont constatés :

- L'identité nationale à Madagascar est constituée par les Malgaches. Ces Malgaches, le peuple souverain, sont profondément attachés à leurs valeurs culturelles et spirituelles, notamment au « Fihavanana », garant de l'unité nationale et la base de l'identité nationale à Madagascar.
- Ce peuple est convaincu que l'épanouissement de sa personnalité et de son identité est le facteur de son développement harmonieux.
- Les éléments essentiels constituant l'identité nationale à Madagascar sont : Le pays : *Madagascar*, la langue : *le malgache*, et une histoire commune.

L'Identité nationale à Madagascar se matérialise, aussi, par : des grands événements, des mouvements populaires ; mais l'organisation politique, l'organisation socio-économique, la culture, les valeurs, les moeurs et coutumes déterminent également l'identité nationale d'un pays.

Etant donné qu'on étudie le programme d'histoire des lycées, il est normal si nous apportons une analyse synthétique et un résultat des enquêtes/entretiens faites auprès des professeurs d'histoire-géographie de quelques lycées de la capitale et des enseignants-chercheurs. Il importe enfin d'avancer quelques suggestions pour améliorer le programme futur. Tout ceci n'empêche pas certaines questions concernant l'identité nationale à Madagascar de se poser et elles méritent d'être répondues à l'instar de :

- Madagascar avait-il son identité nationale ?
- Madagascar a-t-il son identité nationale ?
- Madagascar a-t-il son identité nationale mais on a encore besoin de l'entretenir ?
- Madagascar n'a-t-il pas son identité nationale ?
- Madagascar n'a-t-il pas son identité nationale et on veut la construire ?
- Madagascar avait-il son identité nationale mais on l'a perdue ?
- Madagascar avait-il son identité nationale mais on l'a perdue et on veut la reconstruire ?

Première PARTIE

ASPECT CONCEPTUEL ET POLITIQUE EDUCATIVE

Chaque nation, chaque tribu et ethnie, chaque communauté, chaque famille, et même chaque individu a ses propres spécificités par rapport aux autres. Chaque pays, chaque district, chaque quartier, chaque foyer ; et on peut même aller plus loin, chaque région, chaque continent, et même notre planète par rapport aux autres et à l'ensemble du corps céleste, a ses caractéristiques propres à lui et ses propres identités qui le différencient des autres. Chacun a son identité, chacun est unique et l'explication de termes tournant autour de l'identité et de l'identité nationale paraît utile car ils vont nous conduire facilement aux vraies problématiques et peut-être, pourquoi pas, nous guider, déjà, vers quelques éléments de réponses. Dans cette étude, les problématiques tournent autour de l'identité et de l'identité nationale. Chaque citoyen a son identité personnelle et l'ensemble des citoyens constitue, au sens large, une nation. Chaque nation possède sa propre organisation politique, économique, socio-culturelle et artistique, ses valeurs : morale et religieuse, formant en majeure partie l'identité de cette nation et/ou son identité nationale.

Cette étude se base sur le pays : Madagascar et la nation : la nation malgache. Ce qui nous conduit à l'idée que plusieurs facteurs entrent en jeu pour sa construction, et chaque élément doit apporter sa contribution car l'identité ne se construit pas mais on la construit. On doit l'entretenir. Par conséquent, il doit y avoir un ou plusieurs acteurs pour cette construction et cet entretien. Ce ou ces acteurs utilisent et se munissent de moyens ou de matériels pour la réalisation. L'éducation ou, plus précisément, le programme scolaire est l'un de ces moyens déterminant la construction ou l'entretien de cette identité nationale ; d'où l'étude de « la contribution du programme d'histoire des lycées dans la construction de l'identité nationale à Madagascar », intitulé de ce travail.

Ainsi, l'aspect conceptuel, l'analyse de l'identité nationale à travers les différentes politiques éducatives appliquées à Madagascar, la présentation des programmes d'histoire et de l'esprit des programmes en vigueur dans les lycées sont notre objet d'étude dans cette **première partie** du travail.

Lors de l'explication du concept, nous allons essayer de définir les mots et concepts s'impliquant avec le terme « identité » et/ou « identité nationale ». L'analyse de l'identité nationale consiste à déceler la construction ou l'entretien de cette identité à travers les différentes politiques éducatives appliquées à Madagascar. La présentation des programmes, l'esprit des programmes en vigueur, les instructions pour l'évaluation et le bon fonctionnement du travail des professeurs au cours de l'année scolaire, surtout pour avoir un bon résultat à la fin de l'année scolaire sont très importants car ils nous permettent de comprendre et d'avoir une vue globale sur la politique générale de l'Etat en matière d'éducation scolaire, niveau III.

Chap. I- ASPECT CONCEPTUEL

I. L'IDENTITE

L'identité, c'est l'ensemble des éléments individuels reconnus légalement sur le plan de l'état civil et permettant de prouver sans équivoque qui on est. On l'appelle identité administrative. Appelé « identité », aussi, l'ensemble d'aspects personnels et fondamentaux qui caractérisent une personne ou un groupe. Un autre sens, l'identité est l'ensemble des caractères propres et fondamentaux qui constituent l'ensemble constitué par une entité abstraite. Une identité, c'est le caractère de ce qui est identique ou l'état d'une chose qui reste toujours la même. Elle est vérifiée quelles que soient les valeurs des paramètres à mesurer¹. Ainsi, l'identité est l'ensemble des éléments permettant d'individualiser quelqu'un (ou une chose).

Le sentiment d'identité est intime à chaque personne, mais la sociologie et les études historiques ont montré que l'identité nationale d'une personne est une intériorisation de repères identitaires due à une présence quotidienne des « points communs » de la nation, de manière intime, pratique et symbolique, organisée souvent volontairement par l'Etat auprès des individus dès leur enfance².

1. L'IDENTITE PERSONNELLE

LES TROIS DIMENSIONS SOCIALES DE L'IDENTITE PERSONNELLE

Les trois dimensions sociales de l'identité personnelle sont la dimension réelle, la dimension symbolique et la dimension imaginaire de l'identité personnelle³. Trois paliers constituent la dimension réelle de l'identité personnelle : le palier anthropologique, le palier socio-historique et le palier proprement individuel.

Le palier anthropologique résulte de l'entrée dans la vie spécifique de l'être humain⁴. On dit que l'homme ne l'est pas mais on le devient. Certains parlent de l'humanisation c'est-à-dire le développement des qualités humaines (de quelqu'un). L'être humain subit et condamne nécessairement à un manque à être. Ce manque à être, aucun individu ne peut y échapper. Pour autant, il conditionne aussi le désir (puisque ce dernier implique un manque). La dimension symbolique nous conduit sur la voie d'une anthropologie de la dette tandis que la dimension imaginaire de l'identité personnelle nous conduit sur la voie d'une anthropologie du narcissisme, la dimension réelle nous conduit quant à elle sur la voie d'une anthropologie du vide. Selon Blaise Pascal, l'individu est contraint de passer par le divertissement pour se 'détourner' du vide qui le traverse : «Rien n'est insupportable à l'homme que d'être dans un plein repos, sans passions, sans affaires, sans divertissement, sans application. Il sent alors son néant, son abandon, son insuffisance, sa dépendance, son impuissance, son vide. »⁵

Concernant la dimension réelle de l'identité personnelle, l'individu se définit avant tout par une béance, un manque à être qui fait de lui cet animal social, contraint de trouver dans la société et ses institutions la raison d'être qui lui manque : « il est un être sans raison d'être, habité par le besoin de justification, de légitimation, la reconnaissance. 'Le monde' ou 'la société', est la seule instance capable de concurrencer le recours à Dieu. »⁶. L'individu, à lui

¹ Définition d'un enseignant-chercheur lors de l'entretien

² Anne-Marie THRESSE, *La construction des identités nationales : Europe XVIII^e siècle-XIX^e siècle*, seuil, coll « l'univers historique », paris, 1999, 320 p.

³ E. Durkheim, *Le suicide*, Paris, PUF, 1930, p. 224.

⁴ B. Pascal, *Pensées* -fragment 622- in *Œuvres complètes*, Paris, Editions du Seuil, 1963, p. 586.

⁵ P. Bourdieu, *Méditations pascaliennes*, Paris, Editions du Seuil, 1997, p. 282.

⁶ E. Durkheim, *Le suicide*, 1930, op. cit, p. 224.

seul, n'est pas une fin suffisante pour son activité. Il est trop peu de chose. Il est borné dans l'espace comme dans le temps. Nous retrouvons une thèse similaire chez Emile Durkheim : « Quand donc nous n'avons pas d'autre objectif que nous-même, nous ne pouvons pas échapper à cette idée que nos efforts sont finalement destinés à se perdre dans le néant, puisque nous devons y rentrer. »⁷. Le petit d'homme ne peut s'accomplir de par sa propre nature, il doit en sortir pour se réaliser. En tant qu'être inachevé, « il dépend d'un autre être susceptible de remédier à cet inachèvement. »⁸. Tout petit d'homme ne peut s'humaniser sans s'insérer dans l'activité transformatrice des rapports sociaux, au double sens de l'activité des rapports sociaux qui transforment l'individu et de l'activité par laquelle l'individu lui-même transforme ces rapports en retour.

On peut dire que la structure de l'identité personnelle se présente sous la forme d'un espace des possibles identitaires, lequel est à la fois un espace de contraintes et d'inhibitions d'un côté et un espace d'opportunités et de ressources de l'autre. Cette structure est découverte dans le palier socio-historique. On doit accepter le fait que tout individu s'inscrit dans des situations de classe, de genre, de génération et de culture déterminée ; tout en considérant que « l'histoire d'un individu pris à part ne peut en aucun cas être isolée de l'histoire des individus qui l'ont précédé ou sont ses contemporains : son histoire est au contraire déterminée par la leur. »⁹

La dimension imaginaire de l'identité personnelle s'inscrit au moment où l'on prend en considération le discours volontariste d'un groupe dans leur situation générationnelle. On a effectué, en effet, des enquêtes auprès des enseignants français. Ces enseignants sont nés autour des années 1945-1950 et ont connu « l'âge d'or » des Trente Glorieuses. Leur expérience professionnelle de jeunesse est marquée par le fait que l'effort constitue une condition nécessaire et suffisante pour connaître une ascension sociale. Leur propre expérience les convainquant du bien-fondé de la maxime populaire selon laquelle « quand on veut, on peut ». Ces enseignants ne voient pas que « les portes de l'ascension sociale sont relativement ouvertes pour certaines générations à certaines périodes et dans d'autres phases, lesquels que soient les mérites personnels, elles sont largement et globalement fermées. »¹⁰. On a constaté aussi que le compromis fordiste a permis à de nombreux enfants issus du monde ouvrier l'expérience de l'ascension sociale. La réussite scolaire des jeunes étudiants fils d'ouvriers est parfois due au principe d' « une forme particulière de confiance institutionnelle en soi »¹¹. Le palier socio-historique structure un espace des possibles identitaires, pouvant privilégier la dimension imaginaire de l'identité personnelle ou encore provoquer la défaillance de la dimension symbolique.

Le palier proprement individuel résulte du processus d'individuation par lequel l'individu s'humanise. Il n'est pas uniquement déterminé par une position sociale mais par l'ensemble des positions sociales qu'il a occupées simultanément et successivement ; de même, il n'est pas uniquement déterminé par une disposition sociale (son origine sociale par exemple) mais par une multitude de dispositions sociales (ses capitaux culturels et sociaux, ses croyances religieuses, politiques, etc.). Et c'est grâce à cette surdétermination que l'individu s'individualise, recourt à la réflexivité et se construit une incontestable marge d'autonomie.

⁷ D-R. Dufour, *L'art de réduire les têtes. Sur la nouvelle servitude de l'homme libéré à l'ère du capitalisme total*, Paris, Editions Denoël, 2003, p. 230.

⁸ K. Marx et F. Engels, *L'idéologie allemande*, Paris, Editions sociales, 1968, p 481.

⁹ D. Martuccelli, *Forgé par l'épreuve. L'individu dans la France contemporaine*, Paris, Armand Colin, 2006, p. 112.

¹⁰ K. Mannheim, *Le problème des générations*, Paris, Editions Nathan, 1990.

¹¹ P. Bourdieu, *La distinction. Critique sociale du jugement*, Paris, Les Editions de Minuit, 1979, p. 122.

L'individu est un « homme pluriel » qui s'individualise et se construit une trajectoire biographique proprement individuelle : par la multiplicité, l'hétérogénéité et la conflictualité des rapports sociaux qui le constituent. Le palier individuel de l'identité personnelle est issu de la rencontre, heureuse ou malheureuse, entre une pluralité de nécessités structurales et une contingence historique. L'espace des possibles identitaires propre à un individu délivre un certain nombre d'opportunités, « un faisceau de trajectoires à peu près équiprobales conduisant à des positions à peu près équivalentes » dit Pierre Bourdieu, ajoutant que « le passage d'une trajectoire à une autre dépend souvent d'événements collectifs- guerres, crises, etc.- ou individuels-rencontre, liaisons, protections, etc.- que l'on décrit communément comme des hasards (heureux ou malheureux). »¹². Il est toujours bon de rappeler que « les individus ne se déplacent pas au hasard dans l'espace social » puisque nombre de ces événements et rencontres, heureuses ou malheureuses, « dépendent eux-mêmes de la position et des dispositions de ceux à qui ils arrivent. »¹³. Nous pouvons évoquer ici les rencontres aménagées par les familles bourgeoises dans les clubs et réunions de familles afin que la « contingence » s'opère au profit de leurs enfants et détermine leurs choix scolaires, professionnels, amicaux et amoureux etc.

Bref, les trois paliers de la dimension réelle de l'identité personnelle se résume en trois : il y a le manque à être (palier anthropologique) ; il y a le devenir (palier socio-historique) ; il y a l'individualisation (palier proprement individuel). De même, nous pouvons résumer que la dimension réelle de l'identité personnelle identifie l'individu comme un (presque) rien (de par son manque à être originel) mais de laquelle, de par son caractère surdéterminant générateur d'un espace des possibles identitaires, il peut tenter « de se passer » ou d'échapper pour faire advenir une véritable individualité.

L'ARTICULATION DIALECTIQUE DES TROIS DIMENSIONS SOCIALES DE L'IDENTITE PERSONNELLE

L'identité personnelle et chacune de ses dimensions constitutives forment des relations conflictuelles et contradictoires qui constituent une formation de compromis.

L'impératif, en parlant du support essentiel du sujet imaginaire, est de ne pas « perdre la face » et de « se grandir ». En cherchant à « se grandir », le sujet imaginarisé se réfère à un répertoire symbolique de manières d'être, de se tenir, de parler, de regarder, etc., provenant du milieu social dont il a hérité ou qu'il souhaite intégrer. La devise est que le corps soit esthétique, performant et éternel. La symbolique du corps ordonne l'imaginaire du corps à travers toutes sortes d'injonctions, de choses à faire et à ne pas faire : par exemple, le sujet se doit de marcher en faisant de grands pas, les jambes plutôt écartées, etc. ; et le symbolique continue toujours à ordonner le corps.

Quant à la dimension réelle du corps : le corps réel se caractérise par sa finitude, sa division et par le fait qu'il nous excède. Il nous fait « exister » mais quelque fois nous mettant « hors de nous ». Le corps constitue le support essentiel de l'identité personnelle ; pour un prolétaire, qu'il le veuille ou non, il ne vit que de son corps. Le corps réel à l'opposé du corps imaginaire, est un corps soumis et dominé : c'est un corps défaillant, inadapté au principe de réalité légitime et stigmatisé par les agents qui y sont dominants.

L'identité personnelle présente donc plusieurs dimensions sociales. Nous définissons l'identité personnelle comme une formation de compromis, un phénomène social total qui, de par son caractère ineffable, échappe sans cesse aux individus.

¹² P. Bourdieu, *La distinction. Critique sociale du jugement*, Paris, Les Editions de Minuit, 1979, p. 122.

¹³ P. Bourdieu, *La distinction. Critique sociale du jugement*, 1979, op. cit, p. 123

2. SPECIFICITES DE L'IDENTITE

L'IDENTITE EVOLUE

L'identité, c'est quelque chose de dynamique, et non pas statique. Elle ne reste pas là où l'on décrit « origine ». Elle n'est pas statique. On y trouve une certaine évolution, une certaine vision dynamique. L'identité est très mobile, nomade et dynamique. Ces déplacements forgent notre identité. On doit être fidèle à l'origine, à notre originalité, tout en s'adaptant et s'accrochant au présent, pour envisager une identité supposée meilleure dans le futur. Il faut vivre le présent, s'adapter à tout moment. L'identité dépend de chaque situation dans laquelle on vit. L'identité est un tout. Elle est liée à celle de nos ancêtres. Notre identité est le fruit de celle de nos ancêtres, de nos parents, de ce qu'on a acquis et appris. Ainsi, une continuité existe ; et l'identité d'une personne, d'un groupe ou d'une nation est cadree par la trilogie : passé/présent/ futur.

Malgré la divergence d'opinion et de point de vue quant à la question d'identité, une chose est sûre, elle évolue dans le temps et dans l'espace. Elle est déterminée par tout ce qui nous entoure.

UNE IDENTITE N'EST PAS PASSAGERE

L'identité ne se compartimente pas, elle ne se repartit ni par moitiés, ni par tiers, ni par plages cloisonnées¹⁴. Ainsi, il ne doit pas y avoir « plusieurs identités ». L'identité, c'est le fait de tous les éléments qui l'ont façonnée, selon un « dosage » particulier qui n'est jamais le même d'une personne à l'autre¹⁵. L'identité est quelque chose de permanente, fondamentale et non pas passagère ou éphémère pour tout individu. On la vit, on la montre et on doit être témoin de notre identité.

Elle est profondément liée à notre personnalité et à notre valeur :

- *L'identité est dans tout le temps mais le temps ne change pas notre identité.*
- *L'identité est dans tout espace déterminé et tout le monde peut en être victime ou bénéficiaire mais l'éloignement ne la change pas.*
- *L'identité est dans tout espace mais la relation n'arrive pas à la changer¹⁶.* On ne fait que forger notre identité.

Une identité est un caractère permanent et fondamental de quelqu'un, d'un groupe, d'une communauté. C'est ainsi que les expressions telles *affirmer son identité* ou *crise d'identité* apparaissent.

REMARQUE

On a souvent entendu parler de l'identité administrative, l'ensemble de données, de faits et de droits comme la date et le lieu de naissance, le nom, le prénom, la filiation... qui permettent d'individualiser quelqu'un : *vérifier l'identité de quelqu'un*. On peut l'appeler *identité administrative*, parce que ce sont les différents papiers venant de l'Etat qui justifient et définissent l'identité d'une personne, administrativement. La pièce d'identité est, en effet, le document officiel qui comporte une photographie et des indications d'Etat-civil.

Tout ce qui différencie une personne d'une autre est défini dans sa pièce d'identité. Cette pièce la singularise à tout le monde. Ainsi, l'identité est un caractère qui spécifie une personne et qui la différencie des autres. Deux êtres ou deux choses sont identiques quand ils sont tout à fait semblables : *ils se ressemblent comme deux gouttes d'eau*.

¹⁴ AMIN MAALOUF : *Les Identités meurtrières*, Grasset, 1998

¹⁵ AMIN MAALOUF : *Les Identités meurtrières*, 1998, op. cit.

¹⁶ Explication d'un enseignant chercheur.

II. L'IDENTITE NATIONALE

Aborder un tel sujet est très délicat car on doit dégager, même fouiller des éléments considérés comme tabous. La notion de nation est très difficile car elle représente non pas un individu mais une communauté. A l'intérieur de l'identité d'une nation, existent plusieurs sous-identités représentées par les classes et groupes formant cette nation. De même, au sein d'une identité nationale, on trouve plusieurs identités, qu'on suppose, régionales, ethniques, etc. Donc, en touchant ce thème, c'est toute une civilisation, une pensée, une sécurité nationale qu'on joue. C'est pourquoi plusieurs écrivains s'y intéressent mais n'osent pas s'exprimer clairement. Les dirigeants préfèrent se taire. Pourtant, chaque pays, chaque nation veulent trouver ou retrouver leur identité nationale. Même ceux qui dominent déjà le monde, font tout leur possible pour l'expansion de leurs cultures, leur mode de vie, leurs modèles, leur pensée, leur philosophie, leur politique et leur système économique à travers le monde, posent des questions sur leurs propres identités ; où en est vraiment, par rapport à cela, l'envie des nations ou peuples dominés d'avoir ou de reconquérir leurs propres identités et leurs identités nationales ?

L'identité nationale est le sentiment que ressent une personne de faire partie d'une nation¹⁷. Ainsi, une personne peut se déclarer Malgache quand il est officiellement de nationalité malgache ; mais aussi quand il se sent partager assez de « points communs » avec les Malgaches pour appartenir à leur communauté. Les termes « identité nationale » désignent l'ensemble de ses « points communs » entre les personnes se reconnaissant d'une même nation et qui forment un ensemble d'habitus socialisant¹⁸.

L'IDENTITE NATIONALE REGIE PAR :

Le principe d'égalité : le principe d'égalité affirme que tous les êtres humains sont égaux en droits, quels que soient leur sexe, leur origine, leur religion, leur culture, leur condition sociale, leur état de santé ou leur niveau d'instruction. Le principe d'égalité est proclamé en 1776 par la Déclaration d'Indépendance américaine, puis par les révolutionnaires français dans la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789. Celle-ci affirme que « les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits ». Ce principe est la reconnaissance des « droits naturels de l'homme », le respect de la dignité ; un peuple obéissant aux mêmes lois, jouissant des mêmes droits et ayant son propre gouvernement.

La laïcité de l'Etat : la laïcité est un principe politique selon lequel l'État est indépendant et neutre par rapport à toute religion. Le principe de laïcité est une valeur fondamentale de la République, inscrit dans la constitution pour que les individus puissent être égaux et libres, quelles que soient leurs convictions religieuses.

Le rôle prééminent de l'Etat, car sa politique détermine les tendances, l'orientation générale de son peuple selon ses objectifs : à court, à moyen ou à long terme. L'Etat doit offrir un cadre juridique pour vivre dans l'ordre et la sécurité. Depuis le 19^e siècle, dans les pays développés, les responsabilités de l'Etat se sont étendues à de nouveaux secteurs comme les transports, l'éducation, l'énergie, etc. Au cours du 20^e siècle, l'Etat a constamment étendu ses interventions dans l'économie, la protection sociale ou la culture. On parle d'Etat-providence. Les dépenses qu'entraînent ces interventions sont financées par les contributions que versent les citoyens, c'est-à-dire par l'impôt.

¹⁷ <http://Google>

¹⁸ <http://Wikipedia/org/whi/identité>.

La langue, facteur d'unité, facilite toute relation et communication entre les membres de la communauté. Ayant cette langue unique, on se comprend bien et on a l'impression d'être inséparable car on est unique. On cherche à tout prix à la garder et à la développer. Les langues vivent et meurent, elles ne sont pas figées : elles naissent, se transforment, disparaissent. Les langues parlées dans le monde aujourd'hui changent sans cesse. En français par exemple, de nouveaux mots, de nouvelles expressions apparaissent tous les jours, tandis que certains mots disparaissent.

Les hommes ont toujours eu besoin de langues pour se comprendre au-delà des frontières, pour apprendre à se connaître, pour faire du commerce et des affaires, d'où la nécessité d'une et/ou des langue(s) internationale(s). Dans le passé, différentes langues comme le grec ancien et le latin ont joué ce rôle de langue internationale. Aujourd'hui, l'anglais est la première langue internationale. La répartition des différentes langues dans le monde n'est pas due au hasard. C'est souvent à cause de la colonisation que certaines langues se sont répandues sur tous les continents.

L'école, elle « modèle » les futurs citoyens. Elle assure la formation et l'éducation des jeunes. L'unité nationale doit être entretenue à l'école. Il est plus facile d'inculquer chez les enfants/jeunes les principes fondamentaux de leur être, de leur communauté, de leur pays ou de leur nation que de corriger les adultes : leur conduite, leur comportement, leur façon de mener leur vie et leur façon de vivre pour un bon fonctionnement de leur communauté avec toutes leurs valeurs.

En effet, au Japon par exemple, l'école est obligatoire pendant 9 années, entre 6 et 15 ans. Cet enseignement obligatoire est gratuit. Les semaines sont bien remplies. Les après-midi ne sont pas libres, mais réservés aux activités de « clubs » (sports, activités culturelles, etc.), qui ont également lieu à l'école. Les collégiens fréquentent souvent des établissements de cours complémentaires en fin d'après-midi. Les cours supplémentaires organisés par l'école sont aussi très fréquents. Les vacances d'été durent seulement un peu plus d'un mois. Ce n'est pas étonnant si le Japon est considéré comme l'un des pays les plus scolarisés au monde.

La société. Ce qu'il ne faut pas oublier c'est que chaque société forge ses membres selon ses modèles : ses mœurs et coutumes, sa tradition, ses règles ; et quelquefois, c'est l'école qui corrige ou ajuste la pensée et l'esprit assombri.

En prenant comme exemple la société maya, elle est organisée en systèmes de classes (religieux, nobles, guerriers, commerçants, etc.). Les agriculteurs forment le groupe le plus important. Les cultures principales sont le maïs, le manioc et le cacao. Les artisans travaillent l'or, l'argent, le cuivre et le jade. Ils pratiquent le tissage et la céramique. Les Mayas adorent plusieurs divinités qui sont toutes en relation avec la nature comme Chac, le dieu de la Pluie. Ils développent une écriture élaborée formée de hiéroglyphes. Les Mayas se passionnent également pour les observations astronomiques qui leur permettent d'établir deux calendriers d'une précision exceptionnelle pour l'époque.

Chap. II- L'IDENTITE NATIONALE ET POLITIQUE EDUCATIVE

Cette partie consiste à percevoir la construction de l'identité nationale à Madagascar à travers les différentes politiques éducatives appliquées à Madagascar. Une étude des différentes politiques éducatives de Madagascar est nécessaire pour connaître l'histoire éducative à Madagascar tout au long de son histoire, pour pouvoir étudier le programme actuel ; et cela facilite l'analyse et l'explication de la politique éducative actuelle. D'autant plus, il s'agit, ici, d'une question d'identité nationale et la contribution du programme actuel dans la construction de l'identité nationale d'aujourd'hui doit être liée à celle d'hier. Et il est même possible d'imaginer que c'est la politique d'hier qui explique celle d'aujourd'hui.

I. L'INTERET DE L'HISTOIRE SCOLAIRE

L'HISTOIRE

On ne peut pas parler du programme d'histoire sans parler de l'histoire. De même, il n'y a pas d'histoire enseignée sans histoire savante. D'autant plus, l'histoire est l'un des éléments constituant l'identité d'une nation. Chaque nation, chaque peuple ont leurs propres histoires communes. Ainsi, il ne faut pas passer sous silence l'histoire et son rôle en parlant de l'identité nationale : son maintien, sa construction ou sa reconstruction. L'histoire fait voir le parcours traversé par un peuple donné. Dans la plupart des cas, seule l'histoire peut expliquer un phénomène, un événement ou un fait donné.

L'histoire est le récit d'actions, d'événements relatifs à une époque, à une nation, à une branche de l'esprit humain, qui sont jugés dignes de mémoire¹⁹. Le mot histoire sert à décrire des événements qui ont réellement existé. Ce sont les historiens qui font l'étude de l'histoire ; et il y a plusieurs façons de reconstituer l'histoire.

À QUOI SERT L'HISTOIRE ?

L'histoire sert à connaître les civilisations passées : les événements qu'elles ont vécus, leur identité, leur culture, leur évolution, leurs découvertes. L'histoire sert aussi à prendre conscience des héritages communs. Les civilisations naissent, se développent, disparaissent. Elles entrent en contact les unes avec les autres ; de ces relations naissent des échanges (commerciaux, culturels, artistique, etc.).

L'HISTOIRE SCOLAIRE

L'enseignement de l'histoire touche tous les niveaux d'enseignement et préoccupe l'enseignant comme l'enseigné. Ces derniers sont nos moyen et fin. Le but visé par l'Etat se concrétise à travers les programmes scolaires point de liaison entre les deux groupes d'individus : le professeur et les élèves ou enseignant et apprenants. L'histoire scolaire a un but à atteindre et elle joue un triple rôle : discipline de formation, vecteur d'idéologie, une matière de culture.

L'HISTOIRE : UNE DISCIPLINE DE FORMATION

L'histoire est une discipline scolaire fondamentale. Elle est enseignée durant tout le cursus scolaire des élèves (du niveau I au niveau III). De ce fait, elle doit être élaborée de façon à former les élèves pour leur intégration future dans la société.

L'HISTOIRE : VECTEUR D'IDEOLOGIE

¹⁹ Microsoft® Encarta® 2007 : définition de l'histoire

L'Etat a toujours défini la politique éducative suivant ses visées idéologiques. L'histoire scolaire devient alors un moyen pour atteindre ce but. Pour la matière histoire, les programmes sont élaborés et mis en œuvre suivant des directives générales venant de l'Etat. La bonne réalisation des programmes, c'est-à-dire transmettre une certaine vision politique et idéologique, est confiée à des cadres formés préalablement (tant sur le contenu des programmes que sur les méthodes de transmission des connaissances).

L'HISTOIRE : UNE MATIERE DE CULTURE²⁰

L'histoire est une matière de formation avant d'être une matière de culture. Mais n'oublions pas, aussi, que l'histoire ne s'apprend pas seulement à l'école : les appartenances sociales, la culture familiale, la religion (y compris son refus), le genre, influent sur les attitudes face aux questions d'histoire²¹.

L'HISTOIRE ET LE MONDE EXTRASCOLAIRE

L'environnement culturel des élèves évolue malgré la disparité réelle des moyens d'informations (régions, ville-campagne, couches sociales). On assiste à l'afflux des informations culturelles de toute part et les mass media sont les plus influents. La musique, le cinéma, la télévision, la radio, les journaux, etc. apportent autant d'éléments culturels aux élèves. A son insu, la culture de l'élève se développe et s'épanouit dans la rue, dans la salle de loisir, dans la société où il vit ou à la maison. Mais leur assimilation et leur utilisation devraient être contrôlées. Toutefois cet environnement tend à se niveler et peut contribuer à une meilleure compréhension de l'histoire.

II. L'EDUCATION A MADAGASCAR

L'**éducation** est l'enseignement des règles de conduite sociales et formation des facultés physiques, morales et intellectuelles qui président à la formation de la personnalité²². L'éducation est beaucoup plus que l'enseignement car à part l'instruction : savoir-savoir, elle cadre aussi le savoir-vivre : le respect des convenances sociales.

Ainsi, l'éducation est toute une formation : la formation de la personnalité, de l'être. Elle est l'action de développer les facultés morales, physiques et intellectuelles. Une éducation n'est pas forcément acquise volontairement telle l'éducation offerte par les instituts, les établissements ou les différentes entités. A ne pas oublier que la société, l'environnement social et la famille nous éduquent même si ce n'est pas forcément volontaire. Cette éducation acquise volontairement et involontairement forme la personnalité de l'individu. C'est pourquoi, on parle d'une bonne ou d'une mauvaise éducation et d'une personne bien éduquée ou mal éduquée.

Aujourd'hui, dans la plupart des pays du monde entier, c'est l'école qui assure l'éducation de tous les enfants. L'éducation est reconnue de nos jours comme l'un des droits de l'enfant. On assiste à une démocratisation des études. À partir des années 1960-1970, avec l'aide internationale, les pays du tiers-monde prennent des mesures pour favoriser la scolarisation des enfants et l'alphanétisation des adultes : l'école primaire est rendue obligatoire et gratuite pour que tous les enfants puissent y accéder ; des cours sont organisés pour les adultes analphabètes. L'analphabétisme touche davantage les femmes que les hommes : deux analphabètes sur trois dans le monde sont des femmes²³.

²⁰ Microsoft® Encarta® 2007 : recherche sur l'histoire.

²¹ TUTIAUX-GUILLOU, N. et MOUSSEAU, M.J., *Les jeunes et l'histoire. Identités, valeurs, conscience historique*, Documents et travaux de recherche, 1998, p 173.

²² Dicos Encarta : définition de l'éducation

²³ Microsoft® Encarta® 2007 : recherche sur l'analphabétisme.

En parlant de l'éducation, on pense toujours à la formation des enfants et des jeunes. Les parents, le foyer et/ou la famille, sont les sources de cette formation. En allant plus loin, la formation ou l'éducation d'un enfant ne se fait pas uniquement au niveau du foyer ou au niveau de la famille. Actuellement, nous avons l'école, une institution s'occupant particulièrement de l'éducation et de la formation des enfants et des jeunes ; à ce stade, on parle de l'instruction et de l'éducation à l'école. Tout enfant a, en effet, le droit d'avoir une bonne éducation et une meilleure instruction et/ou formation à l'école. C'est pourquoi, l'article 23 de la Constitution malgache souligne que tout enfant a droit à l'instruction et à l'éducation sous la responsabilité des parents dans le respect de leur liberté de choix. Et l'article 24 mentionne l'engagement de l'Etat en citant que l'Etat organise un enseignement public, gratuit et accessible à tous. L'enseignement primaire est obligatoire pour tous²⁴.

1. L'EDUCATION AVANT L'INDEPENDANCE

L'HISTOIRE DE L'EDUCATION AVANT L'ARRIVEE DES EUROPEENS

Le Malgache, car il a vécu et vit encore de l'oral, n'a pas d'école. L'éducation reçue par les enfants à Madagascar était transmise de génération en génération grâce aux traditions orales²⁵. C'est la vie qu'on peut supposer comme leur école. Mais tout de même, ils ont leur établissement qu'on considère "sans mur". Les différentes sortes de « lahabolana » tels l' « Ankamantatra », l' « Ankifidy », le proverbe, le conte et le discours moralisateur (Kabary) tiennent une place importante dans l'enseignement et l'éducation des enfants²⁶.

- L' « Ankamantatra » fait connaître la réalité dans laquelle vit l'enfant.
- L' « Ankifidy » forge déjà le savoir - équilibrer et choisir de l'enfant.
- Le proverbe forge la conduite et le savoir-être de l'enfant.
- Le conte, à part le guide aux règles de vie, entre dans l'explication de plusieurs choses sur lesquelles nous posons de questions et que nous cherchons de réponse (Anganombaviantitra)

Jusqu'ici, ce sont les grand-mères qui enseignent. Elles ont la responsabilité, d'après le statut social, de poser la base de toute formation et éducation.

-Le discours moralisateur, de son côté, est non seulement le résumé de toutes les connaissances fondamentales acquises de l'enseignement de grand-mère, mais aussi une pratique et un enseignement sur scène ; et ce sont les hommes sages qui en sont responsables : "fotsy volo amin'ny tany, ela nihetezana ka lava volo, tsy ialohava-mandeha, tsy songonan-draha miteny fa tompon'ny fitenenana rahateo"²⁷. C'était tout à fait logique et normal si, à l'époque, la société, toute la communauté respectaient les « Ray aman-dReny », les plus âgés car ils avaient non seulement une grande responsabilité dans l'éducation des jeunes et la formation des adultes mais aussi ils assuraient la cohésion de tous les membres de la communauté. On les appelait « les sages » grâce à leurs vécus et leurs expériences. C'étaient eux qui dirigeaient. C'est à partir de discours moralisateur et certains critères qu'on place tout le monde selon leur statut social²⁸ ; et c'était là qu'apparaît pour la première fois le terme « Avara-pianarana ». Nous savons très bien que, d'après la vieille coutume, c'était l'âge et l'expérience, le sexe, et les quatre points cardinaux qui ont défini la place de chacun pendant le discours. C'est à partir du « zoro firarazana » (coin Nord-Est) qu'on part, et les femmes se placent le long du mur Est et Sud selon leur âge. C'est pareil pour

²⁴ Projet de révision de la constitution : décret n° 98-027 du 15 Janvier 1998.

²⁵ THIOUT (Michel), *Madagascar et l'âme Malgache*, Presse des Imprimeries de Bobigny, Paris, 1961.

²⁶ RANDRIAMIADANARIVO (J), *Sikajin'i Dadabe*, Librairie Mixte, Edisiona 2007, 168 p.

²⁷ RANDRIAMIADANARIVO (J), 1993, op. cit.

²⁸ Charles RENEL, *La coutume des ancêtres*, Ed. Littéraires et artistiques, 3è éd. Paris.

les hommes, le long du mur Ouest et Nord. Ceux qui se placent le long du mur Nord doivent être les plus âgés : "fotsy volo amin'ny tany". Ce sont les modèles, les plus cultivés : « Avara-pianarana ». Les grandes idées et la sagesse qu'on peut tirer de la pratique d'un discours sont les suivantes : l'éducation, la culture, la formation, l'acquisition de la connaissance, l'enseignement de règles de vie et de règles de conduite²⁹.

Ainsi, malgré l'absence de l'écriture, les jeunes Malgaches recevaient tous une bonne et meilleure éducation car les plus âgés consacraient leur temps à la formation des jeunes et les jeunes les respectaient. Les Malgaches se sont respectés. Ils s'entraidaient. Ils vivaient harmonieusement. Tout le monde avait sa responsabilité respective pour le bon déroulement de la vie communautaire. L'économie s'améliorait. La paix régnait. L'organisation politique et sociale était bien fondée. La société malgache avait et respectait sa culture, ses mœurs et coutumes. C'était l'identité malgache avant l'apparition de la notion du royaume.

L'EDUCATION À MADAGASCAR AU 19^È SIECLE

La notion du royaume bouleverse la structure politique, économique et sociale à Madagascar. La société malgache est désormais féodale. Au-dessus de la société ancienne, une nouvelle société se superpose : les *Andriana*. Désormais, les sages (les plus respectés) n'assurent plus leur communauté ancienne ; ils s'occupent de celle de la famille royale. L'arrivée des missionnaires à Madagascar modifie l'histoire éducative sur place et apporte une nouvelle vision et civilisation contradictoires à celles qui sont déjà implantées. La nouvelle pénétration amène avec elle une nouvelle culture. En parlant de l'éducation à Madagascar au 19^È siècle, nous voulons présenter l'enseignement entre 1820 (la création de la première école à Madagascar) et 1896 (l'annexion de Madagascar : le début de la colonisation française)³⁰. Un rapport souligne que l'intention était de « créer un atavisme religieux, moral et mental »³¹. A côté de la lutte pour l'implantation du christianisme à Madagascar : lutte féroce avec la religion traditionnelle, la diversité des sociétés chrétiennes (encore lutte entre les catholiques : Français, et les protestants : Anglais) en présence n'allait pas sans créer de « sourdes luttes d'influence ». L'école était « surtout et avant tout, une question religieuse »³². Ces messages sont clairs. Les buts des missionnaires n'étaient pas de créer des écoles pour que les enfants malgaches puissent étudier et jouir de la modernisation qu'ils apportaient : la fameuse « mission civilisatrice ». Leur mission consiste, surtout, à planter et à développer le christianisme à Madagascar. L'école était utilisée comme moyen pour y arriver. L'école n'était pas vraiment un domaine d'éducation des enfants et des jeunes Malgaches, elle est un moyen par excellence pour la reconversion des Malgaches au christianisme.

A part cette politique purement religieuse, on aperçoit déjà une forme de domination politique et culturelle. Pendant leur formation à l'école, les enfants malgaches ignorent et foulent même leur propre identité à cause de la politique éducative nouvellement imposée. Les enfants sont victimes de la politique de déculturation. On les éduque à imiter la culture européenne, leur pensée, l'amour de l'étranger et tout ce qui est étranger. C'est pourquoi le Père, lui-même, affirme à la page 269 que le but (de la mission) était de faire « pénétrer jusque dans la plus intime de ses veines l'estime et l'amour du peuple éducateur, avec la connaissance de la langue et de son histoire »³³. Cette pensée offre une perspective nouvelle

²⁹ Gustave JULIEN, *Les malgaches: leur valeur morale et intellectuelle*, Ste française d'ethnographie, Paris, 1927

³⁰ RAKOTOMALALA A.J.E. : *Histoire et Géographie: enseignement et idéologie à travers les manuels scolaires du XIX^È Siècle* (mémoire de CAPEN), 1987

³¹ Inspection : Ministère des colonies 1922 à 1924

³² Le Père de la VAISSIERE : *Histoire de Madagascar, ses habitants et ses missionnaires*, Paris, 1925, p. 384

³³ Le Père de la VAISSIERE, 1925, op. cit, p. 384

à l'œuvre éducative : au-delà de considérations purement religieuses, il fallait agir de sorte qu'un peuple (éducateur), pût conquérir l'estime et l'amour d'un autre peuple (éduqué). Les missionnaires européens voudraient faire passer l'idée qu'au-delà des mers, il existe un monde différent, bien meilleur que celui de la grande île. Qu'il faudrait connaître ce monde, l'aimer et l'imiter afin de devenir comme lui. Cet amour extraverti d'une autre patrie sera bien entretenu durant la présence effective étrangère dans la grande île³⁴. Par conséquent, l'identité nationale s'effrite. On ne forme plus de vrais Malgaches.

A part ces points négatifs (mais fondamentaux) : l'attachement à la civilisation occidentale, sa philosophie et le déclin de la civilisation malgache, l'avènement du règne de Radama I et l'arrivée des missionnaires apportent deux choses primordiales : L'écriture et la reconnaissance de la langue malgache qui va devenir une langue officielle et unique utilisée dans tout Madagascar. La connaissance de l'écriture et l'utilisation de la langue unique représentent comme deux facteurs clés pour conquérir ou reconquérir l'identité nationale.

La langue malgache était la langue d'enseignement et d'éducation. Elle était utilisée pour enseigner, pour enseigner la langue étrangère, pour traduire les bons et célèbres livres étrangers. Elle s'est développée considérablement. L'expression est claire et nette. L'utilisation de la langue maternelle dans l'enseignement facilite l'ouverture d'esprit des élèves. Les traités écrits en malgache étaient reconnus mondialement. Les lois et règles en vigueur sont en malgache comme par exemple le Code des 305 articles du 29 mars 1881.

LE SYSTEME EDUCATIF MALGACHE PENDANT LA COLONISATION

Désormais, on n'échappe plus à la domination française. C'est une vraie politique de déculturation. « Je ne suis Malgache que par la couleur de ma peau », écrit un de nos élèves de philosophie dans son mémoire de fin d'étude. L'école sert à entretenir chez l'esprit des jeunes Malgaches l'amour de la « France mère ». On est entre les mains d'une « société-tutrice »³⁵. C'est la France qui prenait en charge les destinées du pays dans tous les aspects de sa vie : administratif, économique et social, mais aussi culturel.

Les manuels scolaires sont des vecteurs de la politique coloniale. Conçu et mis en place par GALLIENI, le Service de l'Enseignement devait considérer l'école comme « l'auxiliaire et comme la servante de la politique colonisatrice »³⁶. L'école était à but moralisateur, pour que soit acquis un certain nombre de vertus. C'était bien « des motifs politiques »³⁷ qui avaient déterminé la création de l'Enseignement officiel. Les principes de cet enseignement français étaient le rayonnement de la culture et de la civilisation française ; la mise en valeur de l'île ; la politique de diviser pour régner et/ou « la politique des races »³⁸. Deux catégories sociales subsistent à Madagascar : les Français et les indigènes. Cette structure s'applique aussi à l'école : à côté d'un enseignement européen, dans lequel officiaient des professeurs français, appliquant les programmes métropolitains et utilisant des manuels rédigés et publiés en France, se juxtaposait l'enseignement indigène à 3 degrés :

- Les écoles primaires ou du premier degré ;
- Les écoles régionales ou du 2^o degré

³⁴ Seth RANDRIANASOLO A. : *L'enseignement de l'Histoire et de la Géographie dans les écoles indigènes de Madagascar à travers les programmes et les manuels scolaires 1916-1939* (mémoire de CAPEN), 1985

³⁵ Georges HADRY: *Histoire de la colonisation française*, coll. Les manuels coloniaux, Librairie LAROSE, Paris, 1928, p. 264.

³⁶ CHAPUS (G.S.) : « La méthode de Gallieni en matière d'enseignement », in Bulletin Economique, n° 1, 1930

³⁷ Rapport sur l'évaluation de l'enseignement à Madagascar, du 1^{er} Octobre 1896 au 1^{er} Février 1897

³⁸ ESOAVELOMANFROSO : *Politique des races et enseignement colonial jusqu'en 1940*.

-Les établissements du 3^o degré : l'Ecole Normale Le Myre de Villers, l'Ecole Administrative et Financière, l'Ecole Professionnelle Supérieure et l'Ecole de Médecine.

Au-delà de la division de la société en deux : Français et Malgache, les Malgaches se divisent aussi selon leurs degrés d'instruction.

L'identité nationale n'existe plus à Madagascar car l'unité nationale n'existe plus. A part la politique de déculturation, la politique des races et de diviser pour régner appliquées par les colonisateurs rongent la société malgache et facilitent l'exploitation coloniale ; et les Malgaches ne se reconnaissent plus. La base de toute pensée indigène n'est plus nationale mais ethnique, régionale. Les Malgaches ont perdu leur repère.

2. L'EDUCATION APRES L'INDEPENDANCE

L'EDUCATION A MADAGASCAR PENDANT LA PREMIERE REPUBLIQUE

On parle de l'identité malgache, « modifiée » lors de l'implantation européenne à Madagascar. Elle est « perdue » pendant la colonisation. Ainsi, nos jeunes ont oublié leur vraie identité et ne font qu'admirer ceux qui sont de l'extérieur, en particulier, Français, et de les imiter. C'est ainsi que, même jusqu'aujourd'hui, les Malgaches ne font que suivre aveuglement et de copier bêtement ceux qu'ils ont vus à l'extérieur et ce qu'ils font, sans avoir un esprit critique et/ou d'analyse. Les Malgaches n'ont plus leur propre identité. Effectivement, leur identité est à retrouver.

Le système éducatif de la première République est hérité du système français³⁹. L'Etat malgache nouvellement instauré, pour avoir l'aide de l'ancienne métropole a dû accepter les conditions imposées par la France. Ainsi, en 1960, la République Malgache conclut avec la République Française des accords de coopération touchant plusieurs domaines : économique, social et culturel.

Les accords de coopération franco-malgache

Dans le cadre de l'enseignement et de la culture, la République Malgache et la République Française ont conclu une convention sur l'aide à la coopération entre les deux pays. On parle de la « Convention sur l'aide et la coopération entre la République française et la République malgache dans le domaine de l'enseignement et de la culture »⁴⁰. Jetons un coup d'œil sur les grandes lignes de cette convention :

- *La République Française s'engage à mettre à la disposition de la République Malgache le personnel qualifié dont Madagascar peut avoir besoin, en matière d'enseignement, de culture, de jeunesse et de sports.*

Si le gouvernement français parle de « personnel qualifié dont Madagascar peut avoir besoin », cela veut dire dans un premier temps que Madagascar n'a pas encore suffisamment de personnes qualifiées pour les postes de responsabilités et deuxièmement, suite logique du premier, on est obligé d'accepter l'offre que nous le voulions ou non. On nous offre notre indépendance pourtant, on n'a pas encore de personnes qualifiées pour gouverner, on est, par conséquent, obligé d'appeler les Français pour nous aider. Et étant donné que la formation offerte aux indigènes pendant la colonisation est pour les postes subalternes, les Malgaches n'accèdent qu'aux postes subalternes. Donc, les postes clés sont entre les mains des Français qui ne font que continuer, indirectement, la politique coloniale.

³⁹ BEREZIKY (J.O.), « Inculcations idéologiques dans l'enseignement de l'histoire de Madagascar », communication faite lors du 6^è Colloque International d'Histoire Malagasy, Antananarivo : 31 juillet-05 août 1989, p.2.

⁴⁰ Le journal officiel, du 23 juillet 1960, p. 1290

- *Le gouvernement de la République Malgache promet de consulter le gouvernement de la République Française sur toutes les questions relatives à l'harmonisation des programmes d'études, en ce qui concerne les cycles conduisant à l'obtention des diplômes, brevets et titres de qualification valables dans toute l'étendue de la Communauté.*

C'est toujours la France qui chapote la politique éducative à Madagascar. Cela explique la copie du programme français à Madagascar. Cela veut dire qu'on ne forme pas un citoyen malgache mais français. Donc, c'est seulement la couleur de sa peau qui est malgache mais sa langue, sa culture, son mode de vie, sa façon de vivre, son comportement, sa pensée et sa valeur sont français.

- *D'un commun accord, les deux Etats pouvaient librement entretenir et développer, chacun sur le territoire de l'autre des établissements d'enseignements de tout degré, des instituts de recherche, des bibliothèques et des centres culturels ; et les ressortissants de chacune des deux parties contractantes pouvaient aussi créer dans le territoire de l'autre des établissements d'enseignement privé.*

Il est vrai que les Malgaches n'ont pas de moyens pour ouvrir des établissements en France. Ce sont les Français qui ont la possibilité d'implanter des établissements scolaires privés à Madagascar. Donc si le discours est réciproque, la possibilité est unilatérale.

C'est clair que pendant la Première République, Madagascar vit dans le néocolonialisme. Il est encore sous contrôle français. Effectivement, si on espère retrouver notre indépendance, notre identité, la réalité est que Madagascar, les Malgaches vivent toujours sous l'ombre coloniale. Il n'y a pas d'identité nationale sans souveraineté nationale. Donc, si Madagascar vit le néocolonialisme pendant la première République, il n'a pas, ou plus précisément ne retrouve pas encore, sa propre identité.

LA POLITIQUE EDUCATIVE À MADAGASCAR PENDANT LA DEUXIEME REPUBLIQUE

Madagascar recherche encore son identité nationale. Jusqu'en 1967, les programmes d'enseignement appliqués à Madagascar étaient dans l'ensemble copiés à ceux appliqués en France. Les détenteurs du pouvoir n'osaient pas prendre des dispositions éducatives⁴¹. C'est pourquoi les étudiants malgaches qui aspiraient à un enseignement adapté aux réalités malgaches se sont manifestés. Cette manifestation a entraîné les mouvements populaires du mois de Mai 1972. Les revendications des étudiants emmènent à la création d'une commission qui est chargée de procéder à l'évaluation du système éducatif et d'en déduire les stratégies possibles pour une réforme complète, basée sur la politique générale de gouvernement. La nécessité d'adapter les programmes et les méthodes d'éducation aux réalités malgaches demandait l'instauration d'un nouveau cadre pour élaborer les programmes scolaires. C'est ainsi que le Bureau d'Etude des Programmes (BEP), l'Organisation Technique d'Elaboration des Programmes (OTEP) et la Commission Nationale d'Etude des Programmes (CNEP) ont été institués, mais les programmes scolaires demeuraient en grandes parties inchangés⁴².

La rupture des accords de coopération en 1973 entraînait la substitution des chefs d'établissement, majoritairement étrangers, par des Malgaches. Elle est marquée par le départ des professeurs et des assistants techniques français. Pour soutenir les écoles

⁴¹ BEREZIKY (J.O.), « Inculcations idéologiques dans l'enseignement de l'histoire de Madagascar », 1989, op. cit, p.2.

⁴² Feno Harisoa RAMANGAZAFIARIVONY: *Contribution à l'étude du système éducatif malgache: le projet Lycée pôle d'Andohalo et son impact sur la réhabilitation de l'enseignement dans les secondaires* (mémoire de CAPEN), 1987

publiques, le Général Ramanantsoa Gabriel fait appel à la contribution des parents d'élèves. Malgré l'effort pour le changement, le gouvernement malgache est en face de problèmes d'équipement, de matériel et d'adaptation. On a du mal à l'application du nouveau système. En fait, les changements de système éducatif n'étaient pas effectifs. C'était une période de flottement à la recherche d'un système adapté aux réalités malgaches.

Finalement la grève estudiantine de 1972 finit par faire mettre sur pied, quatre années plus tard, un autre aspect du système éducatif, officialisé par la loi 78-040 du 15 juillet 1978 : Décentralisation, malgachisation et démocratisation⁴³ sont les trois mots d'ordre du programme éducatif.

- La démocratisation de l'enseignement consiste à donner la chance à tous les citoyens malgaches, aussi bien en ville qu'à la campagne, de recevoir un enseignement de base, de s'instruire et de se former selon leurs aptitudes.
- Décentralisation de l'enseignement signifiait séparation à travers la division territoriale malgache de l'époque les écoles publiques : une université par *faritany*, un lycée par *fivondronana*, un Sekoly Ambaratonga Faharaoa Fototra (SAFF) ou CEG par *fraisam-pokontany* et un Sekoly Fanabeazana Fototra (SFF) ou EPP par *fokontany*.
- Malgachisation de l'enseignement consistait avant toute adaptation du programme au contexte national dans le but de créer une société juste et harmonieuse dans un Etat socialiste et authentiquement malgache. Mais c'est l'utilisation de la langue malgache comme langue d'enseignement que la mémoire commune a retenue de cette époque.

L'objectif était l'harmonisation du système d'éducation et de formation avec les impératifs de la Révolution⁴⁴, c'est-à-dire la création d'un homme nouveau, débarrassée de toute contrainte et de tout préjugé, prêt à lutter pour l'instauration d'une véritable justice sociale à Madagascar⁴⁵. Pour l'école primaire nouvellement dénommée « Sekoly Fanabeazana Fototra », l'arrêté n°0389-EN du 18 Février 1976⁴⁶, mit définitivement fin aux précédents programmes. Désormais un programme fortement emprunté d'idéologie marxiste est appliqué. C'est le point de départ d'une série de changement pour les classes supérieures jusqu'aux Terminales. L'usage de la langue malgache dans l'enseignement, engouement du début, semble plus tard être la pomme de discorde entre autorités. C'est ainsi qu'en 1990, une décision du ministère de l'enseignement réglemente l'usage des langues dans les établissements scolaires du niveau I ; II ; III⁴⁷. Dorénavant le bilinguisme est officiellement instauré. De fil en aiguille, les remaniements du programme aboutissent à la promulgation de la nouvelle loi d'orientation du système éducatif et de formation à Madagascar. Un nouveau programme est apparu à partir de l'année scolaire 1995-1996⁴⁸.

Finalement, on a constaté que la démocratisation, la décentralisation et la malgachisation (nées d'un esprit anticolonialiste) de l'enseignement sans la vraie mesure d'accompagnement n'engendrent que des défaillances du système éducatif de la RDM.

⁴³ Feno Harisoa RAMANGAZAFIARIVONY: *Contribution à l'étude du système éducatif malgache: le projet Lycée pôle d'Andohalo et son impact sur la réhabilitation de l'enseignement dans les secondaires* (mémoire de CAPEN), 1987

⁴⁴ Victor RAHARISON J. N. : *Initiation aux méthodes d'investigations des connaissances historiques sur l'histoire de Madagascar, dans le niveau III de l'enseignement secondaire, l'exemple de Faritany d'Antananarivo (1979-1989)* (mémoire de CAPEN), 1990

⁴⁵ Boky Mena, p. 19

⁴⁶ Arrêté signé par le Ministre de l'Education Nationale

⁴⁷ MINESEB, décision n°1001-90 du 1^{er}/10/90 relative à l'usage des langues dans les écoles primaires et secondaires

⁴⁸ MEN, décret n°103-95 du 7 Juillet 1995

L'école va devenir un lieu d'endoctrinement idéologique parce que de 1976 à 1986, les programmes d'histoire présentent sans ambiguïté le choix et la valeur de l'idéologie socialiste⁴⁹. Le recours au Service National Hors Forces Armées ne fait qu'empirer la situation à cause de l'issuffisance des formations adéquates dans le domaine éducatif. La nouvelle politique éducative n'aboutit pas, en effet, à la redécouverte de l'identité nationale à Madagascar malgré l'effort à l'adaptation aux réalités malgaches et l'ambition au départ.

LA POLITIQUE EDUCATIVE À MADAGASCAR PENDANT LA PREMIERE ET LA DEUXIEME PERIODE DE LA TROISIEME REPUBLIQUE

Le comportement des parents durant les années 1980 et au début des années 1990 traduit bien l'échec du système éducatif de la RDM. Ces derniers préfèrent envoyer leurs enfants dans des écoles privées qui se démarquent peu à peu du système et ont continué à utiliser le français comme langue d'enseignement et su maintenir un bon niveau de français. On assiste à une explosion de la demande d'éducation. La société malgache s'est mise à vouloir de l'éducation. Il ne s'agit pas dans cette demande généralisée d'un désir de connaissance à acquérir mais du désir de niveau. A partir de 1986, on reprend les anciens principes de la première République. Ce fait est lié aux visées politiques qui tendent vers une libéralisation et une ouverture à l'étranger. On procède alors à un réajustement de l'enseignement aux réalités nationales⁵⁰. C'est ainsi que le MINESEB, avec l'appui de la Banque Mondiale et à travers la politique d'ajustement structurel, établit un programme d'amélioration de la qualité de l'enseignement. En réalité, la politique de réajustement structurel n'est qu'une politique économique : le retour au libéralisme et le contrôle occidental. L'application de cette nouvelle politique n'a rien à voir avec la construction de l'identité nationale à Madagascar. Elle marque par contre l'intrusion de cultures et civilisations étrangères.

Toutes les instances nationales et internationales proclament à l'envie qu'il faut aider chacun à se former. A cause ou grâce au libéralisme appliqué dans le domaine éducatif, les Malgaches font la queue pour inscrire leurs enfants dans les établissements français ou américain, notamment ceux qui ont les moyens financiers. Ils font tout, même ceux qui n'ont pas assez de moyens, pour que leurs enfants aillent dans ces écoles parce que pour eux, ce sont les meilleures. Ils ont oublié que cela ne fait qu'effacer l'identité malgache chez leurs enfants. Par contre, une autre identité se trace sur leur front et coule de plus en plus dans leur veine. Finalement, ce sont ces derniers, qui ne sont autres que Malgaches en leur peau qui vont effacer leur propre identité et implantent celle des autres. Cette situation est aggravée par la mondialisation et peut être l'utilisation de l'anglais comme troisième langue officielle appliquée à Madagascar depuis 2007, à part le malgache et le français.

On sous-estime ce fait mais n'oublions pas que ces enfants et/ou jeunes actuels, vont devenir des adultes de demain, et le futur citoyen malgache. On imagine et on se pose de questions sur l'impact de tout cela. Une chose est sûre, on constate un grand changement à Madagascar depuis le début des années 1990. On se demande pourquoi cette mentalité et cette « intrusion » gagnent nos terres et prennent fortement racines à Madagascar ? Pour sauvegarder l'identité nationale à Madagascar et pour garder l'identité malgache, l'Etat doit intervenir. On ne cesse pas de répéter que l'école est l'un des moyens très importants, un des domaines très efficaces pour cela.

⁴⁹ MENAC, « Education socialiste et révolution ». Rentrée scolaire 1976, p. 30.

⁵⁰ Feno Harisoa RAMANGAZAFIARIVONY: *Contribution à l'étude du système éducatif malgache: le projet Lycée pôle d'Andohalo et son impact sur la réhabilitation de l'enseignement dans les secondaires* (mémoire de CAPEN), 1987

LA TROISIEME PERIODE DE LA TROISIEME REPUBLIQUE

La durée moyenne de scolarisation des adultes est de 4,4 ans en 2001⁵¹, une très faible qualification. Le ministère de tutelle a pensé que le système d'enseignement primaire court (5 ans) accentuait les disparités sociales car les plus pauvres ont peu de chance d'accéder au collège⁵². Une continuation des efforts déjà déployés depuis 2003 est constatée dans le cadre du programme « Education Pour Tous ». Par rapport à cette situation, le MENRS a pris une décision d'étendre le primaire à 7 années.

Les réformes reposent sur l'allègement du programme général dans l'éducation de base à travers l'intégration de la langue maternelle, des sciences sociales et technologiques dans les disciplines pour une approche plus pragmatique. Après la rallonge de la durée de l'enseignement primaire, un autre point important étoffe la réforme de l'éducation. L'enseignement sera dispensé en malgache durant les cinq premières années d'étude. L'enseignement en français ne sera pratiqué que vers la sixième année. Il est vrai que parler une langue ne signifie pas uniquement transcrire un mot⁵³. Elle véhicule une idée, un principe, une conception. Certains esprits pointilleux ont décelé un « décalage intellectuel » entre l'ambition et la réalité⁵⁴. Cette décision est très importante, très délicate même, car ceci nécessite une amélioration totale de tous les domaines éducatifs : infrastructure, personnel enseignant, outils didactiques, (...) et de la politique générale de l'Etat. Est-ce que l'Etat malgache est déjà prêt pour ça ou c'est une ambition déplacée ?

Le but est d'améliorer l'enseignement et augmenter le taux d'efficacité du système d'enseignement. Cela veut dire qu'on est encore en face d'une identité à retrouver. Le problème est que certaines entités ne veulent pas, pour l'instant, appliquer la nouvelle politique à l'instar des Catholiques et certains grands établissements privés.

III. LES PROGRAMMES ET L'ESPRIT DU PROGRAMME

1. LES PROGRAMMES SCOLAIRES D'HISTOIRE

A Madagascar, c'est l'État qui organise le système éducatif. Les programmes sont nationaux, et les manuels scolaires doivent être approuvés par le ministère de l'Éducation avant de pouvoir être utilisés. Cependant, chaque école peut s'organiser comme elle le souhaite dans la plupart des domaines : organisation des cours, activités extrascolaires, etc.

LES OBJECTIFS DE L'ENSEIGNEMENT DE L'HISTOIRE AU LYCEE

L'admission dans les lycées se fait par voie de concours, concours d'entrée en Seconde. La formation dans les lycées se répartit sur trois ans : classe de seconde, classe de première et classe de terminale. La première année au lycée, c'est-à-dire la classe de seconde, est une année de base servant de tronc commun. Le lycée prépare l'accès aux études supérieures et/ou à une formation professionnelle ; et l'acquisition du diplôme baccalauréat marque la fin du cursus.

COMMENT FAIRE POUR ATTEINDRE LES OBJECTIFS ?

Pour parvenir aux objectifs fixés et mesurer l'impact des efforts investis, des instructions doivent être suivies, des évaluations doivent être fournies à chaque niveau.

⁵¹ Projet de loi N° 041/2005 du 23 Novembre 2005

⁵² Loi n° 94-33 du 13 mars 1995, portant Orientation générale du système d'éducation et de formation à Madagascar, « Journal Officiel de la République de Madagascar », n°23 79 du 21 Août 1995, pages 1684 à 1699

⁵³ L'Express de MADAGASCAR, du 9 juillet 2008, N° 4050

⁵⁴ Raoelify ROBIAONA : *Contribution à l'évaluation de l'enseignement de l'Histoire, l'exemple du Faritany d'Antananarivo (1978-1988)* (mémoire de CAPEN), 1989

Instructions : En seconde, dans leur ensemble les questions abordées s'étendent sur une longue durée et sont situées dans un espace changeant. Il convient ainsi d'introduire l'Histoire en classe de seconde par un rappel de la notion et l'identification des caractères d'une civilisation. Chaque chapitre doit s'ouvrir par une chronologie et une carte. La participation des élèves doit être active durant les cours : analyse de textes ou de documents historiques, le travail en groupe ou en équipe, préparation et présentation d'un exposé.

Le programme d'histoire de classe de 1^{ère} est consacré à l'étude de la première moitié du 20^e siècle. Les épisodes de la Première Guerre mondiale, de la crise de 1929, de la collectivisation en URSS, des fascismes et de la Seconde Guerre mondiale ont marqué cette période et se présentent comme des éléments d'explication de la seconde moitié du 20^e siècle, objet du programme des classes Terminales.

Pour une bonne compréhension et une bonne réalisation du programme, il est vivement recommandé de faire une lecture horizontale. L'enseignement doit toujours se référer aux objectifs définis par le programme. Il est conseillé aux enseignants d'établir dès le début de l'année scolaire une répartition des activités avec un tableau des objectifs à atteindre et une grille d'évaluation. Chaque chapitre doit s'ouvrir par une chronologie et, éventuellement être éclairci par une carte de localisation.

L'enseignant a le libre choix de la démarche pédagogique : cours expositifs, travaux individuels, ou en groupe, exposé suivi de débat. Il peut envisager la pédagogie différenciée lorsque la classe est d'un niveau hétérogène.

Le programme des classes Terminales, sans distinction de série, couvre l'intégralité des relations internationales et de la vie socio-économique du monde depuis la Deuxième Guerre mondiale. Des objectifs bien déterminés sont définis de manière à centrer les apprentissages sur les points essentiels. A chaque objectif correspond un contenu largement détaillé. La colonne observations porte des consignes de méthodes, de moyens et d'évaluation. Elles ne sont pas contraignantes, l'enseignant peut en choisir d'autres chaque fois qu'il le juge nécessaire.

Evaluations : Rôle de l'évaluation

L'évaluation est un instrument au service de la réussite des élèves. Elle permet de mettre en valeur les forces et les faiblesses de l'élève. Elle permet également de mesurer le rendement de l'apprentissage, d'ajuster son prolongement et de développer des méthodes de travail. L'évaluation est strictement liée aux objectifs définis dans le programme. Tous les objectifs sont susceptibles d'être évalués. Elle doit être faite progressivement. Elle doit être perçue par l'apprenant non comme un moyen de sanction mais comme une étape normale du processus de l'éducation.

Elle peut se faire avant, pendant et après un chapitre ou une leçon pour : tester le pré requis ; mesurer l'apprentissage des élèves en regard des objectifs poursuivis et des critères établis ; détecter les difficultés et apporter une aide éventuelle

Les différentes formes d'évaluation

- L'évaluation prospective : elle peut se faire avant l'année scolaire, au début d'un chapitre ou même avant une leçon pour tester les pré-requis et orienter l'apprentissage.
- L'évaluation formative : elle mesure l'apprentissage d'un élève en regard des objectifs poursuivis et des critères établis. Elle permet de vérifier la maîtrise de chaque comportement individuel décrit par les objectifs spécifiques ou opérationnels dans le but d'attendre un objectif général. L'enseignant aura la possibilité de suivre le cheminement de l'apprentissage de chaque élève, de détecter les difficultés de celui-

Ci dans la poursuite d'un objectif et d'apporter une aide immédiate s'il y a lieu. Eléments essentiels de processus d'apprentissage, cette forme d'évaluation doit être continuellement utilisée en classe.

- L'évaluation sommative : elle vérifie l'atteinte d'un ensemble d'objectifs du programme à fin d'une séquence d'apprentissage plus ou moins longue. Elle permet de prendre des décisions qui peuvent porter sur la certification, la promotion, les prédictions de succès. Les résultats de cette évaluation se trouvent en relation avec la qualité de l'évaluation formative effective en cours d'apprentissage

En général, une évaluation nécessite une grille d'évaluation pour l'enseignant : un support de l'évaluation et un questionnaire d'évaluation. Les instruments de contrôle doivent porter sur : la restitution des connaissances acquises durant les séquences ; la rédaction sur un thème précis ; l'élaboration, l'exploitation de documents ou de textes ; l'exposé individuel ou en groupe

En classe de terminale, l'évaluation formative consiste à : vérifier le degré d'atteinte des objectifs et à procéder à des pratiques de remédiation pour les élèves qui n'ont pas atteint les objectifs ; diversifier les outils utilisés pour motiver les élèves ; initier les élèves à faire des croquis, des cartes simples à chaque fois que l'occasion s'y prête. L'évaluation formative doit être faite le plus souvent possible.

Quant à l'évaluation sommative, elle permet de vérifier si les objectifs d'une séquence, d'un chapitre ou l'ensemble du programme sont atteints. L'élève doit alors être capable de : répondre à des questions courtes en un temps donné. Chaque question est évidemment en relation avec un objectif bien déterminé du programme ; rédiger un devoir d'une manière correcte et logique sur un objectif ou sur l'ensemble des objectifs du programme.

Le devoir peut être : une dissertation sur un domaine précis ou sur un domaine de synthèse ; un commentaire de documents ou un ensemble de documents (carte, graphique, caricature, photo, texte). Les documents peuvent être accompagnés de questions qui guident l'élève sur le commentaire.

Critère de notation pour une évaluation formative : les petites questions au nombre de 4 seront notées sur 20 ; le devoir de dissertation ou de commentaire sera noté sur 40.

Ainsi, à la sortie du lycée, l'élève doit être capable de :

- Comprendre le monde d'aujourd'hui dans sa diversité et dans son unité ;
- Identifier les relations de cause à effet de l'histoire ;
- Sélectionner les informations ;
- Distinguer fait et opinion en histoire ;
- S'informer pour développer l'esprit critique.

LES PROGRAMMES

En classe de seconde,

L'Etat malgache compte enseigner aux élèves les thèmes suivants :

- La notion de civilisation (l'élève doit être capable de comprendre les éléments constitutifs d'une civilisation et son évolution).
- Les fondements et l'évolution de la civilisation du monde occidental (l'élève doit être capable de comprendre les caractères de la civilisation du monde occidental à travers les longs siècles d'héritages et de traditions).
- Les fondements de la civilisation musulmane (l'élève doit être capable de comprendre les fondements et l'évolution de la civilisation musulmane dès sa naissance jusqu'au 19^e siècle).
- Madagascar et les étrangers du 15^e au 19^e siècle (l'élève doit être capable de comprendre l'impact de la pénétration étrangère à Madagascar depuis le 15^e siècle).

En classe de première,

On enseigne les thèmes suivants :

- Madagascar, colonie française (l'élève doit être capable de comprendre l'impact du système colonial sur la société et l'économie à Madagascar, les fondements et aboutissants des mouvements de résistance et d'opposition au régime colonial).
- Le monde au seuil du 20^e siècle et la première Guerre mondiale (l'élève doit être capable de : -Savoir qu'à la veille de la Première Guerre mondiale, l'Europe domine le monde grâce à sa puissance économique et ses immenses empires coloniaux ; -Montrer que cette domination européenne est menacée par l'émergence de nouvelles puissances et par les rivalités internes qui rendent la paix de plus en plus précaire ; -Comprendre les origines et les conséquences de la Première Guerre mondiale).
- Le monde-entre-deux guerres (l'élève doit être capable de/d' : -Comprendre les grands faits historiques, économiques d'entre-deux guerres ; -Etre sensibilisé aux différents épisodes de l'histoire de l'entre-deux guerres dans le monde
- La Deuxième Guerre mondiale (1939-1945) : L'élève doit être capable de /d' : - Comprendre les causes et les différentes phases de la Deuxième Guerre mondiale ; -Appréhender l'impact des actions du nazisme pendant la Deuxième Guerre mondiale

En classe de terminale,

L'Etat malgache propose d'enseigner à nos jeunes :

- Les relations internationales de 1945 à nos jours (l'élève doit être capable de comprendre les conséquences de la deuxième Guerre mondiale et l'évolution des relations internationales durant la deuxième moitié du 20^e siècle).
- La décolonisation depuis 1945 et l'émergence du Tiers Monde (l'élève doit être capable d'expliquer les causes, les modalités, les étapes et les conséquences de la décolonisation).
- Madagascar depuis 1945 : décolonisation et recherche d'une voie de développement (l'élève doit être capable de comprendre : -Le processus de la décolonisation de Madagascar ; -Les institutions des différentes formes de République depuis 1960 ; -La difficulté d'un choix de développement économique depuis l'indépendance).

2. L'ESPRIT DU PROGRAMME EN VIGUEUR⁵⁵

La loi n° 94-33 du 13 mars 1995, portant Orientation générale du système d'éducation et de formation à Madagascar, publiée par le « Journal Officiel de la République de Madagascar », n°23 79 du 21 Août 1995, pages 1684 à 1699, définit la politique générale de l'éducation nationale. On y mentionne les grands textes régissant la politique éducative appliquée à Madagascar dont quelques éléments dans les trois titres attirent particulièrement notre attention :

- Titre premier : Principes fondamentaux,
- Titre II : Système d'organisation de l'éducation et de la formation,
- Titre III : Dispositions diverses et transitoires.

⁵⁵ In « Journal Officiel de la République de Madagascar », n°23 79, page 1685.

PRINCIPES FONDAMENTAUX

- Reconnaître à toute personne – enfant, adolescent ou adulte – le droit à l'éducation et à la formation.
- Favoriser l'épanouissement physique, intellectuel, moral et artistique de la personnalité de l'individu, dans la pleine jouissance de sa liberté.
- Préparer l'individu à une vie active, intégrée dans le développement social, économique et culturel du pays.
- Protéger l'éducation et la formation contre tout risque de dérives, notamment contre leur confiscation par un group social, politique, religieux ou autre.

Il est mis en place un plan national de nationalisation de l'administration et de gestion du personnel, des revalorisations pédagogiques, scientifiques et statuaire des différents corps du système d'éducation et de formation.

Ce plan national doit notamment viser :

- L'amélioration de la formation et des conditions de travail,
- La révision des statuts,
- La répartition équitable du personnel enseignant,
- La reconnaissance du droit des enseignants d'être consultés et de prendre part à l'élaboration des politiques d'éducation et de formation, et en particulier à la formation, à la mise en œuvre et à l'évaluation des innovations.

SYSTEME D'ORGANISATION DE L'EDUCATION ET DE LA FORMATION

Des partenaires variés, publics et privés, participent activement à la planification, à la gestion et à l'évaluation des multiples formes que revêtent l'éducation et la formation. Des buts et objectifs terminaux déterminent l'organisation des enseignements et/ou des formations dans les différents niveaux et types d'éducation et de formation.

La place de chaque langue étrangère sera déterminée par rapport et à partir de la langue maternelle, de façon à instaurer une complémentarité fonctionnelle aussi efficace que possible. La politique linguistique nationale doit en priorité tendre à la satisfaction des besoins correspondant aux trois fonctions primordiales de l'apprentissage linguistique :

- Fonction d'épanouissement de la personnalité et de développement intellectuel,
- Fonction d'outil d'accès aux divers ordres de connaissances,
- Fonction d'ouverture impliquant l'acquisition de langues d'envergure internationale et/ou régionale.

L'éducation non formelle est constituée de toute activité éducative en dehors du système éducatif formel. Elle est destinée à offrir des possibilités d'apprentissage à tous ceux qui n'ont pu tirer profit du système éducatif formel pour leur préparation à la vie active. L'éducation non formelle fait partie intégrante du système éducatif global et relève du (des) ministère(s) de l'éducation et de la formation.

La formation à la vie familiale et sociale tend à compléter et à parfaire la formation civique, ainsi qu'à préparer les adultes à leur responsabilité de parents et de citoyens éclairés, ouverts et actifs.

L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

L'enseignement secondaire comporte deux cycles : le collège et le lycée. Il vise :

- *La promotion culturelle et humaine, l'épanouissement de la personnalité de l'élève ainsi que sa préparation à l'entrée dans la vie active,*
- *L'apprentissage progressif de la notion de responsabilité en tant que citoyen et membre d'une société démocratique dans un Etat de droit,*

- *La préparation aux études supérieures*⁵⁶.

Les arts, le sport et la culture font partie intégrante de l'enseignement secondaire général, et sont sanctionnés au même titre que les autres disciplines.

LE PERSONNEL ENSEIGNANT DANS LE SYSTEME D'EDUCATION ET DE FORMATION

L'enseignement secondaire général est assuré par des agents de niveau universitaire ayant reçu une formation pédagogique dans les écoles normales de professeurs et/ou établissements similaires agréés. Outre les formateurs issus des institutions de formation pédagogique technique ou établissements similaires, et outre les cadres sortis de l'Institut supérieur de technologie, des techniciens spécialisés issus du monde du travail mais ayant reçu une formation pédagogique préalable et appropriée assurent l'encadrement des modules se référant à leurs spécialités.

Dans les établissements publics, le système éducatif est le même partout dans le pays et certains établissements privés essaient de suivre le programme établi par le ministère de tutelles. Généralement, c'est l'État qui recrute et forme les enseignants, qui les paye mais à Madagascar, faute de moyens et/ou ressources (ressources financières, ressources humaines, infrastructure, etc.), on a recours aux professeurs payés par le FRAM (l'association des parents) et aux professeurs licenciés (qui ne suivent pas dans la plupart de cas une formation pédagogique).

LES INSTANCES D'EVALUATION, DE CONSEIL ET DE PROGRAMMATION

Il est créé au sein du (des) ministère(s) chargé(s) de l'éducation et de la formation, un organe dénommé Office national des programmes. L'Office national est chargé de l'élaboration des programmes ayant un caractère national, et de la mise à jour soigneusement préparée des contenus de chaque enseignement relevant de ces programmes. Il doit avoir des antennes ayant la triple mission :

- De lui transmettre le contenu de programmes spécifiques élaborés localement,
- D'attirer son attention sur l'intérêt national de certaines parties de ces programmes spécifiques,
- Et d'appui auprès des organes chargés de l'élaboration des programmes spécifiques et de leur articulation avec les programmes nationaux.

DES AMELIORATIONS APPORTEES DANS LE DOMAINE EDUCATIF

- Madagascar est parmi les pays avec une très faible qualification des adultes, la durée moyenne de scolarisation des adultes est de 4,4 ans en 2001. L'extension de la durée de scolarisation est plus que nécessaire, toutefois le coût unitaire de l'enseignement secondaire est très élevé. Par rapport à cette situation, le MENRS propose comme alternative l'extension du primaire dans le sens de la mise en place d'un enseignement fondamentale de 9 ans. Il s'agit, en effet, ici, d'une décision d'étendre la durée du cycle : l'option d'étendre le primaire à 7 années est proposée⁵⁷. Autrement dit, l'extension du primaire permet au niveau de l'EF2 de réduire les dépenses avec de meilleurs taux de transition et de scolarisation.

Evidemment, l'extension du primaire nécessite une période de préparation car elle requiert d'une part une augmentation de la capacité actuelle de construction de salles de classe et de formation d'enseignants, et d'autre part, une refonte du curriculum qui devra se faire dans le

⁵⁶ In « Journal Officiel de la République de Madagascar », n°23 79.

⁵⁷ Projet de loi N° 041/2005 du 23 novembre 2005, Modifiant certaines dispositions de la loi n° 2004-004 du 26 juillet 2004 portant Orientation générale du Système d'Education, d'Enseignement et de Formation à Madagascar

cadre d'une approche systémique avec la participation d'entités externes au système éducatif.

Dorénavant, l'enseignement secondaire est d'une durée de deux ans. La fin du cycle de l'éducation fondamentale du second cycle est sanctionnée par un brevet. La fin du cycle de l'éducation fondamentale du 1^{er} cycle est sanctionnée par un certificat. L'éducation fondamentale comprend deux cycles :

- L'éducation fondamentale du premier cycle (EF1) de sept ans ;
 - L'éducation fondamentale du second cycle (EF2) de trois ans⁵⁸.
- Le Troisième Crédit d'Appui à la Réduction de la Pauvreté, conclu entre la République de Madagascar et l'Association Internationale de Développement, touche le domaine éducatif et s'intéresse aux points suivants :
 - *Elaboration et mise en œuvre du plan EPT (Education Pour Tous)*
 - *Qualification et efficience de l'éducation primaire*
 - *Equité et accès à l'éducation primaire*
 - *Amélioration de la Gestion et de la responsabilité au niveau central du MENRS*
 - *Amélioration des capacités et de la qualité des services d'éducation et de formation rendus aux communautés*
 - *Elaboration d'une stratégie destinée aux niveaux supérieurs à l'éducation primaire*⁵⁹.
 - Le basculement vers le système LMD dans l'enseignement supérieur malgache. Il s'agit du mode d'organisation vers lequel tendent la plupart des universités dans le monde en raison du phénomène de la globalisation. En effet, devant la forte attractivité du modèle nord-américain qui tend à s'imposer comme un standard international, les nations européennes se devaient de fonder un enseignement supérieur harmonisé et compétitif. Au fil d'une série de consultations, elles se sont définies comme stratégie la mise en place du système LMD qui s'inspire essentiellement du référent nord-américain. Pour les Européens, l'adoption du LMD vise donc comme objectif la création d'un espace universitaire continental permettant la mobilité des étudiants et capable de rivaliser avec le modèle nord-américain en terme d'attractivité à l'échelle mondiale⁶⁰.

Conclusion : L'étude que nous menons consiste à savoir et à acquérir l'apport et la contribution du programme d'histoire dans la construction de l'identité nationale. Elle incite et analyse la participation du programme pour cette construction ; et pour que l'identité nationale à Madagascar soit un édifice bien fondé, grâce à l'assemblage des différents éléments constitutifs. Pour qu'elle ne soit pas superficielle, l'Etat/la nation malgache, le peuple malgache doivent bâtir leurs valeurs, leurs vraies identités selon un plan bien défini, avec des techniques adaptées aux réalités malgaches, et des tactiques et stratégies rimant avec la mentalité malgache ; que la nouvelle pratique ne mette pas de côté les mœurs et coutumes malgaches.

⁵⁸ Les amendements sur la Loi d'Orientation N° 2004/04.

⁵⁹ Projet de loi N° 019/2006 du 23 juin 2006, Autorisant la ratification de l'Accord de crédit conclu entre la République de Madagascar et l'Association Internationale de Développement relatif au Troisième Crédit d'Appui à la Réduction de la Pauvreté

⁶⁰ Emmanuel RANDRIANARISON, « LMD : Enjeux et contraintes pour l'enseignement supérieur malgache », R.O.I. Dossier du MAP 2007.

CONCLUSION DE LA PREMIERE PARTIE

L'identité est le rapport entre deux ou plusieurs êtres ou choses qui ont une similitude parfaite. Ainsi, en parlant de *Madagascar* et de *Malagasy*, c'est la *similitude* que nous voulons dire car elle présente une ressemblance plus ou moins parfaite. Madagascar, dans toutes ses formes, doit représenter les Malagasy et à travers les Malagasy, on doit trouver l'image de Madagascar.

Si on parle de la politique éducative appliquée à Madagascar par rapport à l'identité nationale, on constate les faits suivants :

- Madagascar avait sa propre organisation politique, socio-économique et culturelle qui caractérise l'identité malgache et de tout Madagascar, avant 19è siècle
- L'arrivée des missionnaires apporte une nouvelle vision et civilisation contradictoires à celles qui sont déjà implantées. A part la politique purement religieuse, on aperçoit déjà une forme de domination politique et culturelle. L'identité nationale s'effrite malgré l'apparition de l'écriture et la reconnaissance de la langue malgache.
- La politique de déculturation, la politique des races et de diviser pour régner, appliquées à Madagascar pendant la colonisation, rongent la société malgache. Ainsi, la solidarité et l'unité nationale sont perdues. On ne trouve plus la vraie identité nationale à Madagascar.
- L'obtention de l'indépendance en 1960 ne veut pas dire redécouverte de l'identité de Madagascar car pendant la Première République, on vit dans le néocolonialisme. Or il n'y a pas d'identité nationale sans souveraineté nationale. Donc, Madagascar ne retrouve pas encore sa propre identité.
- Le mouvement des étudiants malgaches qui va devenir mouvement national en 1972 explique la volonté de retrouver cette identité. Malgré les réformes apportées par la Deuxième République à l'instar de la démocratisation, la décentralisation et la malgachisation au niveau de l'enseignement à Madagascar, on ne s'en sort pas faute de mesures d'accompagnement et de matériels adéquats. L'endoctrinement idéologique à l'école dévalorise l'enseignement. Le recours au Service National Hors Forces Armées diminue le niveau des élèves à cause de l'insuffisance de la formation en matière d'enseignement. L'échec de la nouvelle politique signifie échec de la tentative de retrouver l'identité nationale à Madagascar.
- Le retour au libéralisme pendant la Troisième République, aggravé par la mondialisation, veut dire envoi de Madagascar, qui est encore à la recherche de son identité nationale, au milieu de plusieurs civilisations brillantes.

Il en résulte que l'avenir reste encore flou quant à la question d'identité nationale et l'apport de la politique éducative à Madagascar dans la construction de cette identité. Le différend et la divergence de point de vue entre les entités concernées dans le domaine éducatif restent à dénouer. De son côté, le ministère de tutelle essaie de résoudre les problèmes au sein du ministère en reorganisant le système éducatif, en créant des organes spécifiques, en essayant de suivre des principes de base et/ou fondamentaux. Quelquefois, il sollicite les aides des organismes nationaux ou internationaux. Il traite des accords de coopération avec les autres Etats. Il essaie d'appliquer à Madagascar le système éducatif ou la réforme éducative étrangère pour améliorer la qualité éducative à Madagascar.

Chaque nation, chaque tribu et ethnie, chaque communauté, chaque famille, et même chaque individu a ses propres spécificités par rapport aux autres. Chaque pays, chaque district, chaque quartier, chaque foyer ; et on peut même aller plus loin, chaque région, chaque continent, et même notre planète par rapport aux autres et à l'ensemble du corps céleste, a ses caractéristiques propres à lui et ses propres identités qui le différencient des autres. Chacun a son identité, chacun est unique et l'explication de termes tournant autour de l'identité et de l'identité nationale paraît utile car ils vont nous conduire facilement aux vraies problématiques et peut-être, pourquoi pas, nous guider, déjà, vers quelques éléments de réponses. Dans cette étude, les problématiques tournent autour de l'identité et de l'identité nationale. Chaque citoyen a son identité personnelle et l'ensemble des citoyens constitue, au sens large, une nation. Chaque nation possède sa propre organisation politique, économique, socio-culturelle et artistique, ses valeurs : morale et religieuse, formant en majeure partie l'identité de cette nation et/ou son identité nationale.

Cette étude se base sur le pays : Madagascar et la nation : la nation malgache. Ce qui nous conduit à l'idée que plusieurs facteurs entrent en jeu pour sa construction, et chaque élément doit apporter sa contribution car l'identité ne se construit pas mais on la construit. On doit l'entretenir. Par conséquent, il doit y avoir un ou plusieurs acteurs pour cette construction et cet entretien. Ce ou ces acteurs utilisent et se munissent de moyens ou de matériels pour la réalisation. L'éducation ou, plus précisément, le programme scolaire est l'un de ces moyens déterminant la construction ou l'entretien de cette identité nationale ; d'où l'étude de « la contribution du programme d'histoire des lycées dans la construction de l'identité nationale à Madagascar », intitulé de ce travail.

Ainsi, l'aspect conceptuel, l'analyse de l'identité nationale à travers les différentes politiques éducatives appliquées à Madagascar, la présentation des programmes d'histoire et de l'esprit des programmes en vigueur dans les lycées sont notre objet d'étude dans cette **première partie** du travail.

Lors de l'explication du concept, nous allons essayer de définir les mots et concepts s'impliquant avec le terme « identité » et/ou « identité nationale ». L'analyse de l'identité nationale consiste à déceler la construction ou l'entretien de cette identité à travers les différentes politiques éducatives appliquées à Madagascar. La présentation des programmes, l'esprit des programmes en vigueur, les instructions pour l'évaluation et le bon fonctionnement du travail des professeurs au cours de l'année scolaire, surtout pour avoir un bon résultat à la fin de l'année scolaire sont très importants car ils nous permettent de comprendre et d'avoir une vue globale sur la politique générale de l'Etat en matière d'éducation scolaire, niveau III.

Deuxième PARTIE

**ETUDE DU PROGRAMME
D'HISTO**

On consacre cette **deuxième partie** à l'étude du programme d'Histoire en vigueur dans les Lycées en soulignant l'apport/ la contribution de ce programme dans la construction ou l'entretien de l'identité nationale à Madagascar. Analyser un programme est une action qui ne se résout pas seulement dans l'énumération des différents éléments à assimiler. L'élaboration d'un programme ne se fait pas à la légère. Elle obéit à certaines règles, à plusieurs conditions et à bon nombre d'exigence. « Amélioration qualitative de l'enseignement, changements fondamentaux d'orientation politique et économique de la nation, ouverture sur les innovations en matière de pédagogie... ; recontextualisation, réexamen, voire la refonte des programmes scolaires »⁶¹. Tels sont les mots d'ordre lors de l'élaboration du présent programme : « curricula des Lycées ». Ce programme, mis en vigueur depuis 1997, est notre objet d'étude. Les intentions sont toujours bonnes mais le problème réside dans la réalisation et l'exécution.

Rappelons toujours que, l'éducation et la formation sont deux éléments fondamentaux pour la lutte contre la pauvreté car il s'agit ici d'une lutte à long terme, un travail de longue haleine. Ainsi, l'Etat, par le ministère de tutelle, doit généraliser l'enseignement, notamment primaire, et améliorer la qualité en réhabilitant les infrastructures, en redéployant le personnel enseignant en fonction des besoins réels déterminés, en concertation avec les collectivités décentralisées, en renforçant les mesures de motivation des enseignants, en relevant le niveau du corps professoral et en améliorant la gestion des écoles⁶². Ceci ne veut pas dire laisser de côté les adultes, la campagne d'alphabétisation pour adultes est à reprendre et à poursuivre. On doit relancer les opérations d'animation rurale.

Des recherches et des études sont déjà effectuées dans le domaine éducatif, y compris l'étude des programmes scolaires. En parlant de l'étude des programmes d'histoire dans les lycées, ce sont les étudiants : filière Histoire - Géographie de l'E.N.N.3 (Ecole Normale Niveau 3), ou de l'E.N.S. actuelle (Ecole Normale Supérieure) et de la filière Histoire d'Ankatso qui s'intéressent le plus aux analyses de ces programmes aussi bien sur le contenu que sur la forme, lors de leurs mémoires de fin d'étude. Dans la présente étude, nous avons l'occasion d'identifier le rôle joué par le programme d'histoire des lycées dans la construction de l'identité nationale à Madagascar. Rappelons que le processus d'analyse qu'on va suivre est le suivant : on élaboré, dans un premier temps, les tableaux qui contiennent les thèmes à étudier ; puis, à partir de ces tableaux, on constitue des graphiques ; et enfin, on passe au commentaire des tableaux et des graphiques. Ainsi, pour chaque classe (seconde, première et terminale), on étudie les heures consacrées et les notions d'identité nationale dans chaque chapitre : voir les heures consacrées à chaque chapitre lors de l'étude des thèmes ; étudier les notions d'identité nationale par chapitre dans chaque classe ; et on étudie les pays : essayer de saisir les pays étudiés, tout en rendant plus explicites les domaines étudiés dans chaque pays ou groupe de pays : étude des pays étrangers ; analyser, particulièrement, le cas de Madagascar c'est-à-dire voir de près les études sur Madagascar dans chaque classe.

Dans cette recherche de l'identité nationale dans les programmes scolaires, on doit porter attention aux concepts tels culture, histoire, relation avec l'extérieur, structure étatique, système économique, politique, société, hommes célèbres, mode de vie, religion, idéologie, philosophie et valeur, revendications nationales ou mouvements nationaux, place au niveau mondial (son influence), langue, unité nationale. L'identité nationale d'un pays doit être cherchée, et c'est possible de la trouver, dans tous les domaines : politique, socio-économique, culturel, artistique. Cette étude doit exposer l'apport du programme d'histoire des lycées : une construction ou un entretien de l'identité nationale à Madagascar.

⁶¹ Introduction du Programme en vigueur dans les lycées, défini par la Loi N° 94/033, p.2.

⁶² REPUBLIQUE DE MADAGASCAR : Document Cadre de Politique Economique (D.C.P.E.) 1996-1999

Chap 1- LES HEURES CONSACREES ET LES NOTIONS D'IDENTITE NATIONALE DANS CHAQUE CHAPITRE

I. DUREE CONSACREE AUX CHAPITRES

L'étude de la durée consacrée à chaque chapitre est très importante car grâce à elle, on peut déjà mesurer l'importance de chaque chapitre.

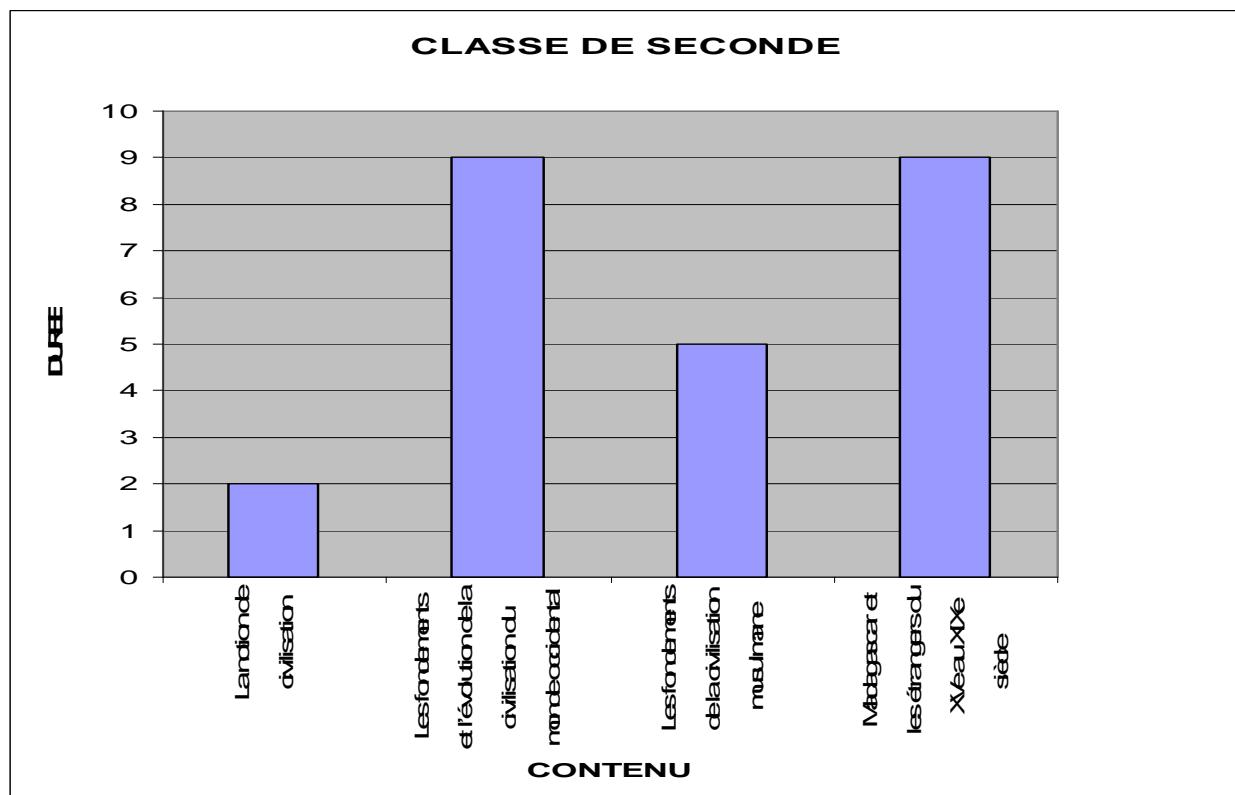
1. CLASSE DE SECONDE

Objectifs de l'histoire en classe de 2nde

A la fin de la classe de 2nde, l'élève doit être capable de/d' :

- Comprendre les fondements et l'évolution de quelques civilisations planétaires jusqu'au 19^e siècle,
- Utiliser les savoir-faire permettant l'appréhension de la démarche historique.

Cours (chapitres)	Durée	nb ⁶³	% ⁶⁴
La notion de civilisation	02 semaines de 2 heures	2	8
Les fondements et l'évolution de la civilisation du monde occidental	09 semaines de 2 heures	9	36
Les fondements de la civilisation musulmane	05 semaines de 2 heures	5	20
Madagascar et les étrangers du 15 ^e au 19 ^e siècle	09 semaines de 2 heures	9	36
total		25	100



⁶³ Nombre de semaines

⁶⁴ La durée en pourcentage

Commentaire :

Le cours d'histoire en classe de seconde est constitué par 4 chapitres dont :

- La notion de civilisation
- Les fondements et l'évolution de la civilisation du monde occidental
- Les fondements de la civilisation musulmane
- Madagascar et les étrangers du 15^e au 19^e siècles

Prenons un à un ce contenu et commençons par le chapitre sur *la notion de civilisation*.

Le temps consacré à ce chapitre est de 2 semaines de 2 heures. Cela nous donne les 8% de la durée du cours d'histoire en seconde. L'objectif général est : l'élève doit être capable de comprendre les éléments constitutifs d'une civilisation et son évolution.

Ce chapitre est composé de 3 thèmes dont

- *Définition de civilisation
- *Les éléments constitutifs d'une civilisation ;
- *L'évolution d'une civilisation

Lors de la définition de la civilisation, on doit souligner qu'il y a deux définitions : la définition classique et la définition moderne. La définition classique préconise l'existence de deux mondes tout à fait différents : le monde civilisé ou l'Europe qui connaît les progrès (technique, technologique), le développement industriel et riche ; et le reste du monde supposé comme « barbare », arriéré qui mérite la mission civilisatrice d'où l'envoi des missionnaires, des techniciens dans le reste du monde et l'envoi de ses étudiants en Europe pour connaître cette civilisation brillante. Grâce au développement des études (histoire, sociologie, ethnologie), on a pu avancer qu'à part la civilisation européenne, d'autres civilisations aussi brillantes existent à l'instar de la civilisation chinoise qui a inventé la boussole, la civilisation arabe qui a initié l'algèbre. Ceci permet à l'élève d'avoir un esprit critique et plus ouvert : Ce n'est pas seulement l'Europe qui a connu le progrès, la civilisation brillante. La représentation qu'on inculque chez nos jeunes lors de la colonisation n'est pas tout à fait vraie. Certaines choses ne sont pas révélées.

Puis, on étudie les éléments constitutifs d'une civilisation notamment l'espace géographique, l'organisation politique et sociale, les valeurs culturelles et religieuses.

Ceci conduit petit à petit l'élève à comprendre que même Madagascar connaissait, donc, sa propre civilisation car avant l'arrivée des Européens, les Malgaches avaient leur espace géographique, leur organisation politique et sociale, leurs valeurs culturelles et religieuses.

On étudie enfin l'évolution d'une civilisation. Toute civilisation évolue et suit un cycle : - naissance, -apogée, -déclin, -fin. Certaines civilisations meurent après son déclin comme la civilisation précolombienne ; d'autres reprennent après une période de déclin comme la civilisation européenne qui est en pleine reconstruction.

Cette partie permet à l'élève de comprendre qu'après son apogée chaque civilisation décline. C'est peut être le cas de Madagascar après la reconnaissance de Radama I comme roi de tout Madagascar. Ainsi, l'arrivée des Européens n'est autre, donc, que le commencement du déclin de la civilisation malgache. Elle touche le fond, mais n'a pas pris fin, pendant la colonisation. C'est pourquoi on parle d'une « identité perdue ». On essaie de la retrouver, la reconstruire après l'acquisition de l'indépendance et puis de l'entretenir.

Effectivement, ce chapitre est considéré comme un entretien de l'identité nationale à Madagascar.

Passons au chapitre suivant intitulé : *Les fondements et l'évolution de la civilisation du monde occidental*. On consacre 09 semaines de 2 heures pour ce chapitre, c'est-à-dire 36% du cours annuel. L'objectif général : l'élève doit être capable de comprendre les caractères de la civilisation du monde occidental à travers les longs siècles d'héritages et de traditions.

Le chapitre est constitué de cinq thèmes dont :

- Evolution dans le temps et dans l'espace de la civilisation du monde occidental
- Les apports gréco-romains
- La tradition chrétienne et médiévale
- La Renaissance et les Temps Modernes
- Le 18^e siècle : L'ère des Révolutions en Occident

Voyons en premier lieu l'évolution dans le temps et dans l'espace de la civilisation du monde occidental. Ce titre est composé de deux parties qui sont :

- o Les grandes périodes de l'histoire du monde occidental : l'Antiquité, le Moyen-âge, les Temps Modernes et l'Epoque contemporaine
- o Les foyers de civilisation du monde occidental et son expansion dans le monde

On doit faire une frise chronologique et définir chaque période de l'histoire du monde occidental permettant à l'élève de se situer dans le temps. L'élève doit être capable de saisir et d'expliquer l'évolution de la civilisation occidentale dans le temps. Qu'il comprenne que cette civilisation connaissait des hauts et des bas tout au long de son histoire. Cette civilisation a pris naissance dans le pourtour méditerranéen, plus précisément de la Grèce et de Rome antique, avant de gagner toute l'Europe et le monde entier lors des Grandes Découvertes, l'hégémonie européenne du 19^e et du début du 20^e siècle. Ceci éclaircit l'esprit de l'élève concernant l'arrivée des Européens au début du 19^e siècle qui conduit petit à petit à la colonisation. La civilisation européenne atteint son apogée à la fin du 19^e et au début du 20^e siècle. Madagascar, comme tout le reste du monde, ne peut pas échapper à cette domination. Les rivalités entre les Européens, la montée des nouvelles puissances, surtout les deux guerres européennes avant de devenir mondiale marquent le déclin de cette civilisation. Ainsi, il est plus facile pour l'élève d'expliquer l'intrusion de culture, pensée, religion, façon et mode de vie ; on constate, aussi, l'implantation de la base de la politique, de l'économie et de la société occidentale à Madagascar, qui détériorent la structure déjà en place.

Continuons par les apports gréco-romains. Il s'agit ici des apports, touchant le monde entier, dans tous les domaines : les domaines politique, économique, culturel et artistique. Dans le domaine politique : La fameuse démocratie et la République appliquées (ou qu'on cherche à appliquer) partout, sont héritées de la Grèce et de Rome antique. La royauté, l'empire ; les régimes monarchique, oligarchique, tyannique et aristocratique étaient appliqués par les Romains et les Grecs.

Concernant les héritages économiques : nous avons l'agriculture en terrasses et l'utilisation des canaux, le perfectionnement de l'art de la navigation, l'invention de la première monnaie d'échange, l'utilisation de moulin à eau et à vent, la charrue à roues, etc.

Culturellement, elles nous ont laissé l'instruction, le développement de l'éducation civique ; l'invention de la géométrie, la physique, la médecine, la philosophie et l'histoire, la langue latine, le christianisme, le calendrier Julien, certaines compétitions sportives. Sur le plan artistique, Rome et la Grèce antique ont fait beaucoup de choses. C'est grâce à eux qu'on a pu développer l'architecture, imiter et hériter la sculpture et la céramique. Il ne faut pas oublier, aussi que le phénomène d'urbanisation a commencé et s'est développé à l'époque.

Tout ceci élargit l'horizon de la connaissance de l'élève. Le phénomène actuel est le fruit d'une longue histoire. Le monde entier, y compris Madagascar car les Malgaches qui ont peuplé Madagascar étaient des commerçants, a hérité des Grecs et des Romains des héritages. Évidemment, il y avait des échanges : commerciaux, techniques, culturels et artistiques tout au long du plusieurs siècles entre les commerçants de la côte orientale de l'Afrique, du monde arabe, de l'Asie du Sud et Sud-est et même de l'Europe.

Quant à la tradition chrétienne et médiévale, on a trois sous-titres dont :

*La chute de l'Empire romain et le morcellement politique de l'Europe : l'élève doit savoir, dans cette partie, la réalité européenne, après la chute du fameux empire romain, après sa division, notamment l'empire d'occident. On souligne ici les problèmes internes, surtout la conquête ou l'invasion barbare. La supériorité de la civilisation occidentale est ébranlée. Elle a chuté. La civilisation barbare a battu cette dernière. L'élève finit par comprendre que même une civilisation très brillante touchera sa fin un jour et une autre inconnue auparavant prendra sa place.

*La féodalité : après l'invasion barbare, la société de l'ancien empire d'occident devient féodale, c'est-à-dire hiérarchisée. Le peuple n'a plus confiance au pouvoir central. D'ailleurs, ce pouvoir central ne peut rien faire face à l'invasion et l'intrusion étrangère. C'est ainsi qu'apparaît la nouvelle couche, qui sépare le peuple à ses anciens dirigeants, les seigneurs. Désormais, ce sont ces seigneurs qui décident. Le peuple s'incline devant ce seigneur et le principe de vassalité apparaît. Le pouvoir des anciens dirigeants n'est que symbolique et va disparaître par la suite. Ainsi, l'élève parvient à comprendre que rien n'est éternel. Chacun de nos actes déterminera notre destin. Les hommes braves, vaillants, courageux, luttent pour leur peuple et leur nation, finiront par prendre leurs couronnes parce que ce sont eux qui vont devenir seigneurs.

*Le rôle de l'église : lors de la féodalité l'église tient une place importante. Le pouvoir central a perdu la confiance de son peuple. C'est l'église, aidée par les grands seigneurs, qui s'occupera d'eux. Au fond, c'est elle qui dirige tout, notamment le plan social. Elle est le réconciliateur. C'est pourquoi, tous les seigneurs obéissent et respectent le Pape. Mais le Moyen-Age est considéré comme *siècles obscurs* car l'église ne prône pas trop le progrès, notamment la science. Ainsi, l'élève doit comprendre que le peuple vivait dans l'ignorance et suivait aveuglément l'enseignement et la prescription de l'église.

Continuons par la Renaissance et les Temps Modernes. Le terme Renaissance signifie ici réapparition ou retour à la lumière, retour à la gloire. C'est la réforme suivie des grandes découvertes. Cette phase de l'histoire de l'Europe inaugure l'expansion de sa civilisation à travers le monde et le commencement de sa suprématie et de son impérialisme. On doit souligner la relation entre ces grandes découvertes et l'implantation européenne, notamment dans les nouveaux mondes et le reste du monde : sa domination et sa colonisation. Ainsi, c'est plus facile pour l'élève d'expliquer l'origine de la colonisation et la domination de la civilisation occidentale. Cette partie explique la cause d'une partie de son histoire, l'histoire de son pays : la colonisation, considérée comme un tournant décisif de son histoire. Donc, elle tient le rôle d'entretien d'identité nationale.

Terminons cette partie par le 18^e siècle : L'ère des Révolutions en Occident.

Ce sont les révolutions politiques marquées par la marche vers le parlementarisme et le suffrage universel : la base de la démocratie actuelle. Si nous voulons, ceci explique que Madagascar ne peut pas échapper au contexte international. C'est pourquoi la France, avant de nous donner notre indépendance, a instauré la Première République malgache. Elle ne veut plus que Madagascar retourne à la monarchie. Il doit avancer. L'élève doit en être conscient après ce cours.

La Révolution Industrielle explique la domination européenne et l'expansion de sa civilisation. L'hégémonie européenne à la fin du 19^e et au début du 20^e siècle est due à cette révolution. Cette civilisation a connu son déclin à partir de la première Guerre mondiale. Sa place est remplacée par la civilisation américaine depuis la deuxième (même la Première) Guerre mondiale.

Jusqu'ici, on constate que les thèmes traités se présentent comme un entretien de l'identité malgache ou de l'identité nationale à Madagascar car ils ne font qu'expliquer la deuxième partie, si on divise l'histoire de Madagascar en deux : Madagascar avant et après l'implantation européenne. Elle permet aussi à l'élève de saisir les grandes périodes de l'histoire du monde occidental : de l'Antiquité jusqu'à l'Epoque contemporaine, les foyers de civilisation du monde occidental et son expansion dans le monde. Période pendant lesquelles l'Europe a connu des hauts et des bas. De même pour Madagascar, tout au long de son histoire, il a connu des hauts et des bas ; on espère qu'il connaîtra son épanouissement et retrouvera sa vraie identité un jour.

Le troisième chapitre étudie *les fondements de la civilisation musulmane*. Pour le traiter, on doit passer 05 semaines de 2 heures c'est-à-dire les 20% du temps. L'objectif général est : l'élève doit être capable de comprendre les fondements et l'évolution de la civilisation musulmane dès sa naissance jusqu'au 19^e siècle.

Quant au contenu, quatre thèmes sont visés :

- La religion
- Droit et institution politiques
- Les activités économiques
- Les activités artistiques et intellectuelles

Passons à l'étude de chaque thème, en entamant par la religion. L'Islam est une religion fondée par le prophète Mahomet, en 622 de notre ère. C'est une religion monothéiste, et Allah est son Dieu. Le Coran est son livre sacré. Elle a ses principes fondamentaux, notamment les cinq piliers de l'Islam.

L'étude de cette civilisation est très importante étant donné qu'elle ne condamne pas l'élève à ne savoir qu'une seule civilisation, celle de l'Occident. Elle élargit l'horizon de l'élève et parallèlement, elle forge beaucoup plus le sens de discernement et l'esprit critique de l'élève. L'une des causes des grandes Découvertes est la lutte contre l'expansion musulmane, qui s'est développée jusqu'en 750 et l'évangélisation. Ceci conduit aux « croisades » : les expéditions militaires menées par les chrétiens d'Occident contre les musulmans d'Orient. On compte huit croisades principales qui se sont déroulées entre 1095 et 1270. Ce n'est pas étonnant si la querelle entre l'Occident (chrétiens) et l'Orient (musulmans) continue jusqu'aujourd'hui d'où le terrorisme. Le morcellement du monde musulman est constaté après 750, toutefois l'évolution de l'Islam continue.

L'étude va plus loin en parlant du Droit et institution politiques. Un droit inspiré par le Coran. Le Coran est la base de la société musulmane : la politique, les activités économiques, les activités artistiques et intellectuelles, la vie communautaire. L'interdépendance entre l'Etat et l'Eglise est très importante.

Le terme islamiste était synonyme de musulman ; mais depuis les années 1970, le terme islamiste a pris un sens très différent. On appelle « islamiste » un partisan d'un État religieux qui fait appliquer les lois de l'islam à la vie politique et publique. L'islamisme est dit extrémiste lorsque ses partisans passent par des actions violentes pour obtenir cet État religieux.

Tout ceci enrichit la culture et l'analyse de l'élève face aux guerres éternelles aux proche et moyen orients : primo à cause du morcellement du monde musulman d'où la lutte entre les chiites et les sunnites, par exemple ; et secundo, l'intervention des Etats-Unis aux affaires arabes à l'instar de la création de l'Etat israélien (1948) pourtant on n'aboutit pas encore à l'Etat palestinien. Cette intervention accentue la haine des extrémistes musulmans envers les Etats-Unis. C'est la tension la plus vive et crée toute sorte d'action terroriste à travers le monde. C'est l'une des grandes actualités d'aujourd'hui. Le futur citoyen malgache est sensé tout savoir pour ne pas en tirer des conclusions hâtives.

Le grand chapitre qui traite et inaugure le tournant de l'histoire est *Madagascar et les étrangers du 15^e au 19^e siècle*. L'enseignant doit faire très attention quand il dispense ce chapitre car la situation est très délicate : d'abord, l'élève est en train de commencer son secondaire second cycle, il commence à bien raisonner ; puis il atteint l'âge critique : il entame sa jeunesse et la curiosité est, quelquefois, poussée très loin. Par conséquent, l'enseignant doit faire attention aux mots, expressions et verbes utilisés aussi bien dans le résumé que pendant l'explication. On prépare l'élève à bien assimiler et à avoir l'esprit de discernement sur l'impact de la pénétration étrangère qui aboutit à la colonisation de Madagascar. En fait, l'enseignant dispose de 09 semaines de 2 heures c'est-à-dire 36% du temps consacré au cours d'histoire en classe de seconde. Dans ce chapitre, l'objectif général est : l'élève doit être capable de comprendre l'impact de la pénétration étrangère à Madagascar depuis le 15^e siècle.

Le contenu du cours est le suivant :

- Les tentatives d'implantation européenne du 15^e au 18^e siècles
- Les aventures de Modave et Benyowski
- La traite
- Les relations de Madagascar avec les étrangers au 19^e siècle

Dans un premier temps, on souligne des tentatives d'implantation européenne du 15^e au 18^e siècle. Tentatives durant lesquelles, on souligne la découverte de Madagascar par les Portugais, suivis par les Anglais et les Hollandais à Saint Augustin ; la compagnie des Indes Orientales à Fort-Dauphin. Le programme précise les aventures de Modave et de Benyowski, dans lesquelles, il signale les Français à Tintingue, Sainte Marie et Tamatave ; la politique de la Grande Bretagne dans l'océan Indien après 1815. La traite mérite une intention particulière car Madagascar est l'un des pays d'Afrique ayant vécu ce trafic. On doit mentionner le contexte international, suivi des modalités et conséquences. Le 19^e siècle malgache est marqué par l'apogée de la monarchie malgache, pourtant son écroulement est rapide car si le premier roi de Madagascar est reconnu en 1818, c'est en 1897 que la monarchie est anéantie. Ainsi, dans le thème concernant les relations de Madagascar avec les étrangers au 19^e siècle, le programme ne souligne que la phase d'ouverture avec Radama I, la nouvelle phase d'ouverture sous Radama II et la perte de l'indépendance.

Nous constatons que le programme ne fait que citer et mentionner les différentes tentatives d'implantation et les relations sans entrer en détail sur l'impact de cette implantation, relations avec les étrangers sur plusieurs domaines, notamment politique et culturel. Donc, cette partie du programme, surtout l'histoire de Madagascar, mérite d'être révisée ou amendée car le non-dit est beaucoup trop, pourtant c'est cette épisode qui détermine et explique tout le reste. Nos jeunes méritent de tout connaître et c'est à eux, après, de prendre la décision et l'initiative proportionnelles aux réalités, d'apporter les solutions appropriées si les adultes n'osent pas en parler. En plus, le professeur est là pour les guider et les orienter s'ils ont mal interprété la situation. Il faut mettre les jeunes à leurs places. Ils méritent notre confiance.

QUELQUES CONSTATS :

En principe, les professeurs suivent l'arrangement des thèmes proposés par le programme, même s'ils sont libres par quel thème ils veulent commencer. Ainsi, ils commencent par la notion de civilisation et terminent par Madagascar et les étrangers du 15^e au 19^e siècles.

En effet, chaque professeur commence bien son année scolaire et traite attentivement les premiers thèmes. On constate même que quelques-uns dépassent les heures déterminées par le programme. D'autant plus qu'il ne s'agit pas d'une classe d'examen, et ce n'est pas un péché mortel si on n'arrive pas à finir le programme. Ainsi, ils traînent et passent leur temps dans les deux premiers thèmes.

Pourtant, ils finissent mal l'année scolaire c'est-à-dire que le dernier thème est fait à la hâte ou certains professeurs ne commencent même plus ce dernier thème alors que l'année scolaire est déjà terminée. C'est là que le problème se pose.

À part le problème organisationnel, on trouve d'autres explications. En classe de seconde, certains professeurs se préoccupent du problème de passage de classe. Lorsque l'élève a les notes suffisantes ($> ou = 10/20$) pour passer en classe supérieure, il est admis même si cet élève n'a pas le bagage suffisant. À part la technique de passage hâtif de thèmes, notamment aux deux derniers thèmes, la plupart des professeurs recourent à l'exposé. Ce n'est pas mauvais de faire participer les élèves et de les inciter déjà à la recherche personnelle. Le problème c'est que nous, professeurs, nous nous cachons derrière cette explication. Ainsi, nous n'avons pas beaucoup de travail à faire, il ne nous reste qu'à souligner les grands traits et apporter une explication transversale.

2. CLASSE DE PREMIERE

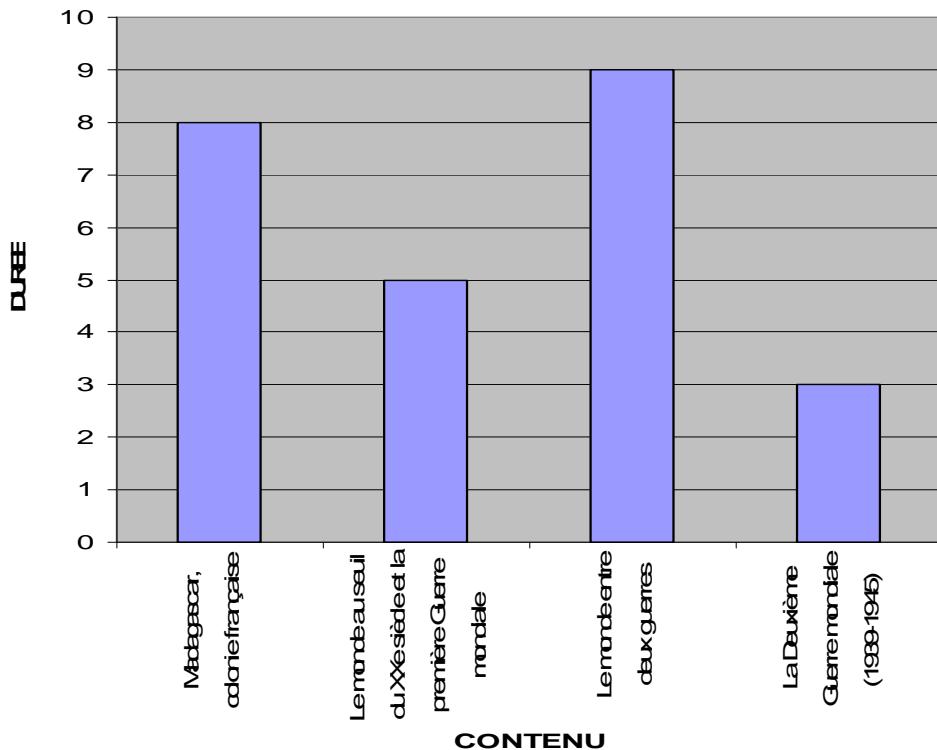
Objectifs de l'histoire en classe de Première

A la fin de la classe de Première, l'élève doit être capable de/d':

- Identifier, décrire, expliquer les faits historiques et la diversité des conditions socioculturelles et politiques qui ont influencé la première moitié du 20^e siècle ;
- Utiliser des techniques et des méthodes pour repérer des faits historiques dans le temps et dans l'espace ;
- Analyser des documents dans le but d'acquérir la démarche historique et la synthèse ;
- Etre sensibilisé aux différents épisodes et réalisations dans le monde au cours de la période ;
- Acquérir l'esprit critique.

Intitulé du cours (chapitres)	Durée	nb	%
Madagascar, colonie française	08 semaines de 2 heures	8	32
Le monde au seuil du 20 ^e siècle et la première Guerre mondiale	05 semaines de 2 heures	5	20
Le monde entre deux guerres	09 semaines de 2 heures	9	36
La Deuxième Guerre mondiale (1939-1945)	03 semaines de 2 heures	3	12
	total	25	100

CLASSE DE PREMIERE



Commentaire :

4 chapitres sont traités en classe de première dont :

- Madagascar, colonie française
- Le monde au seuil du 20^e siècle et la première Guerre mondiale
- Le monde entre deux guerres
- La Deuxième Guerre mondiale (1939-1945)

Le programme présente, en premier lieu, le chapitre concernant Madagascar : *Madagascar, colonie française*. On consacre 08 semaines de 2 heures pour ce chapitre c'est-à-dire 32% du temps considéré nécessaire au cours d'histoire, en classe de première. L'objectif général est : l'élève doit être capable de comprendre l'impact du système colonial sur la société et l'économie à Madagascar, les fondements et aboutissants des mouvements de résistance et d'opposition au régime colonial.

Le contenu est le suivant :

- La mise en place et l'organisation de l'administration coloniale
- L'économie de Madagascar sous la colonisation
- Les luttes contre l'ordre colonial

Dans la première partie du cours, concernant la mise en place et l'organisation de l'administration coloniale, nous avons trois sous-titres. On doit commencer par les origines de la colonisation, puis, on continue par la mise en place de l'ordre colonial et, on termine par l'administration coloniale, une administration centralisée, le statut du colonisé. On veiller à bien suivre des sous-titres car cette logique et cette démarche demeurent très importantes pour l'élève dans la compréhension du système colonial et ses impacts. D'autant plus, on a déjà souligné que cette phase de l'histoire de Madagascar reste très importante car

on dit que l'identité malgache est perdue pendant cette période. Après, notre mission est, donc, de retrouver cette identité perdue. On se demande, jusqu'aujourd'hui, si on a retrouvé ou on est encore à la recherche de notre identité. D'autres affirment même que Madagascar doit construire son identité ; si c'est le cas, cela veut dire que Madagascar n'a jamais connu sa propre identité. Alors, qu'est-ce qu'on va dire sur Madagascar et les Malgaches avant la pénétration européenne ? Si la deuxième proposition est vraie, on ne doit pas parler d'une « identité perdue » ou d'une « identité à retrouver ».

Quant à l'économie de Madagascar sous la colonisation, trois sous-titres sont traités. On commence par l'aménagement du territoire : les voies ferrées, routes, ports ... ; on continue par l'exploitation des ressources de la colonie ; en terminant par le problème de la main-d'œuvre. Pendant la colonisation, on exploite à fond l'économie des colonies. C'est la métropole qui dirige tout. L'économie de colonie est destinée pour la métropole. En un mot, la colonie vit pour la métropole : son peuple travaille pour elle, la colonie est à la fois fournisseur des matières premières et débouché des produits finis ; elle ne peut ni vendre ni acheter qu'avec sa métropole.

Comme la société malgache pendant la colonisation n'est pas tellement explicitée dans cette partie du programme, aussi, le professeur doit-il souligner : comment les Malgaches vivaient cette exploitation économique ? Quels étaient les impacts de la politique de décolonisation ? Quelles étaient les formes de pressions ? Concernant le programme, on doit parler des autres domaines à l'instar du social et culturel car l'économie n'explique pas tout. Donc, pour que l'élève se sente beaucoup plus concerné, on doit parler, au moins du domaine socio-culturel parce qu'à l'école, ce n'est pas suffisant d'instruire et d'enseigner mais il faut surtout éduquer nos jeunes afin qu'ils soient conscients des devoirs et des responsabilités qui les attendent.

L'exploitation économique avec les différentes formes de pressions et la politique de décolonisation conduisent les Malgaches à lutter contre l'ordre colonial et aux mouvements nationalistes. D'où l'apparition des mouvements Menalamba, de Sadiavaha, de V.V.S, de lutte de Ralaimongo, du MDRM et de l'insurrection de 1947. On peut dire que ce chapitre entretient l'identité nationale car elle permet à l'élève de connaître, beaucoup plus, son histoire. Il développe chez l'élève la conscience collective et facilite l'unité nationale. Après avoir connu et compris la situation dans laquelle tous les Malgaches vivent, une nouvelle vision, une nouvelle perspective apparaissent. Tout le monde se sent concerné par l'exploitation dans tous les domaines car ce sont des ancêtres communs ; et on veut modifier quelque chose pour un avenir meilleur. Cette conscience collective reste à développer car elle renforce l'unité nationale, la cohésion sociale et même la solidarité nationale. Donc, c'est encore un entretien d'identité nationale.

Mais on constate que des éléments concernant l'impact de la colonisation ne sont pas exposés ou bien exposés ; pourtant, ils méritent d'être éclaircis. Donc, il est nécessaire d'améliorer, de réajuster ou de compléter le contenu du programme concernant la colonisation.

Le programme propose, en second lieu, l'étude du *monde au seuil du 20^e siècle et la première Guerre mondiale*. On parle de l'hégémonie et de l'impérialisme européen, suivis des rivalités et méfiances entre les superpuissances européennes, entraînant par la suite le premier conflit mondial permettant la montée des nouvelles puissances. Le professeur possède 05 semaines de 2 heures, c'est-à-dire 20% de son temps pour le cours d'histoire en classe de première. Les objectifs généraux sont (L'élève doit être capable de) :

- Savoir qu'à la veille de la première Guerre mondiale, l'Europe domine le monde grâce à sa puissance économique et ses immenses empires coloniaux ;
- Montrer que cette domination européenne est menacée par l'émergence de nouvelles puissances et par les rivalités internes qui rendent la paix de plus en plus précaire ;
- Comprendre les origines et les conséquences de la Première Guerre mondiale

En effet, deux grands titres sont traités :

- Le monde au seuil du 20^e siècle
- La Première Guerre mondiale (1914-1918)

Concernant le premier titre, on analyse, explique l'hégémonie européenne à la fin du 19^e et au début du 20^e siècle. On continue à étudier l'impérialisme européen et les puissances coloniales. Mais ces grandes puissances européennes sont en danger à cause des rivalités entre elles et l'apparition des nouvelles puissances. Cette partie reste importante car elle permet à l'élève de connaître le contexte international avant la première guerre mondiale, plus précisément au début du 20^e siècle. Elle explicite, aussi, le contexte de la deuxième moitié du 19^e siècle qui marque l'hégémonie européenne, l'impérialisme européen qui va finir jusqu'à la colonisation. Ainsi, il comprend que la colonisation n'est pas un conte. C'est le contexte international : le développement des industries et de l'économie européenne (la recherche des matières premières et de débouchés), qui l'explique.

On continue par la première Guerre mondiale (1914-1918). Les sous-titres sont les suivants :

- Les causes : les causes sont divisées en causes lointaines et en cause immédiate. Dans les causes lointaines, on doit traiter les rivalités économiques, engendrées, surtout, par la recherche des matières premières et de débouchés. La méfiance et la mésentente entre les grandes puissances européennes entraînent la course aux armements ; et sur le plan politique et/ou diplomatique, le système d'alliance : la création de la triple alliance et la triple entente. La cause directe ou immédiate est l'assassinat de l'archiduc, prince héritier d'Autriche Hongrie, François Ferdinand par un étudiant serbe, le 28 juin 1914.
- Les belligérants et les forces en présence : Ce sont, en premier lieu, les deux blocs rivaux et leurs colonies ; suivis des autres pays neutres européens ; et enfin, l'entrée des autres continents à l'instar des Etats-Unis, du Japon.
- Les phases de la guerre : Ce sont la guerre de mouvement, la guerre de position, et la reprise de la guerre de mouvement.
- Le déclin de l'Europe : on étudie les pertes humaines et le déclin démographique ; le déclin économique ; le déclin moral.
- L'ordre politique nouveau à l'instar du changement de la carte de l'Europe, la chute des grands empires (les régimes autoritaires) et le développement de la République (la démocratie). Il ne faut pas oublier que le déclin de l'Europe veut dire fin du prestige européen et de l'hégémonie européenne mais apparition des nouvelles puissances notamment les Etats-Unis, le Japon.
- La SDN : ses objectifs ; son organisation

On peut en tirer plusieurs leçons. La première Guerre mondiale a modifié beaucoup de choses comme le déclin de l'Europe, superpuissance mondiale avant 1914 ; promesse de liberté des colonies non tenue car ce sont elles qui doivent faire la reconstruction européenne (l'Europe n'a plus de main-d'œuvre ; elle a besoin des matières premières pour relancer de nouveau les industries, après la reconversion en industrie d'armement pendant la guerre) ; la participation active des femmes dans la vie politique, économique et sociale ; les traités sont considérés comme « diktat » pour l'Allemagne, injustes pour les autres : une paix difficile ; l'apparition des nouvelles puissances : les Etats-Unis deviennent la superpuissance du 20^e siècle.

L'horizon de la connaissance s'ouvre. Les relations internationales deviennent de plus en plus claires pour l'apprenant. Le futur citoyen malgache est déjà capable d'expliquer le déclin de l'Europe au début du 20^e siècle, d'où la reconstruction jusqu'aujourd'hui et la montée des Etats-Unis qui deviennent la superpuissance mondiale ou la superpuissance du 20^e siècle. Il permet à l'élève de raisonner et d'analyser beaucoup plus avant de dire quoi que ce soit sur les relations internationales. Donc, c'est un entretien de l'identité.

Le monde entre-deux-guerres est notre prochain chapitre. Le professeur a 09 semaines de 2 heures, soit 36% de son temps en histoire, pour le traiter. Les objectifs généraux sont (l'élève doit être capable de (d')) :

- Comprendre les grands faits historiques, économiques d'entre-deux-guerres ;
- Etre sensibilisé aux différents épisodes de l'histoire de l'entre-deux-guerres dans le monde

Les thèmes traités dans ce chapitre sont les suivants :

- La révolution russe et l'édification du socialisme en URSS
- La crise de 1929
- La montée du fascisme en Europe

La révolution russe et l'édification du socialisme en URSS sont composées de trois sous-titres dont les révolutions de 1917 c'est-à-dire les causes de la révolution et les étapes de la révolution de 1917 ; la naissance de l'URSS où on traite les difficultés du gouvernement bolchevik : la guerre civile et la contre révolution (1918-1920), le communisme de guerre (1918-1921) ; la mise en place de l'Union Soviétique dans laquelle on prête attention à la NEP ou Nouvelle Politique Economique, la création de l'URSS et la succession de Lénine ; l'URSS stalinienne (1928-1940) : la planification impérative de l'économie et le régime stalinien. La création de l'URSS brise l'unité du monde. En face du monde libéral et capitaliste se dresse le monde communiste. Cette première expérience de régime socialiste semble réussir car avant la deuxième Guerre Mondiale, l'URSS est déjà une grande puissance économique et politique. L'URSS, une superpuissance mondiale comme les Etats-Unis après la deuxième Guerre, renforce sa place et oriente les pays nouvellement indépendants à choisir son camp. Cette partie explique beaucoup de choses sur le choix du socialisme pendant la deuxième République malgache. Mais la deuxième République malgache chute avec le bloc socialiste au début des années 1990. D'où le retour au libéralisme avec l'aide du Plan d'Ajustement Structurel et l'entrée de Madagascar dans la mondialisation comme tous les autres. Ainsi, l'élève est conscient que le choix du socialisme malgache n'est pas un choix hasardeux ; et Madagascar ne peut pas échapper au contexte international.

Quant à la crise de 1929, on parle en premier lieu de la prospérité américaine des années 20. Les Etats-Unis prospèrent car le bénéfice était énorme pendant la première Guerre : ils étaient le principal fournisseur. Mais après avoir atteint l'apogée, on se prépare à la récession. Les USA produisent encore beaucoup alors que la demande diminue petit à petit car la reconstruction européenne commence. Cela entraîne la crise de surproduction aux Etats-Unis à la deuxième moitié des années 20. Cette crise est l'origine, suivie par la crise boursière, de la crise économique jusqu'à devenir une crise sociale, morale et politique. La crise arrive en Europe après le retrait des capitaux américains en Europe et va devenir mondiale lorsque le reste du monde, notamment les pays dominés, est touché lors du problème d'exportation des matières premières. Le New Deal est la lutte contre la crise aux Etats-Unis et la plupart des pays du monde entier suivent l'exemple. Cette leçon montre l'interdépendance entre les pays riches mais aussi entre les pays riches et les pays pauvres. Ainsi, l'élève comprend bien que rien ne va tout seul. Il y a toujours de l'interdépendance.

En parlant, aussi, par exemple, de la crise de surproduction aux Etats-Unis durant les années 20 ; pourquoi Madagascar, au début du 21^e siècle, souffre encore de la carence et de l'insuffisance alimentaire : la sous-alimentation et la mal-nutrition, pourtant on dit que environ 70% des Malgaches sont des paysans. L'autosuffisance alimentaire n'est pas encore atteinte à Madagascar. Grâce à ce retour aux réalités malgaches, l'esprit critique et l'esprit d'analyse se développent chez nos jeunes. Par conséquent, la détermination se développe. On doit renforcer cette conscientisation car avec le développement de l'esprit critique et d'analyse, l'élève, lui-même, est capable de forger son autonomie. Cet épanouissement lui permet de prendre sa responsabilité un jour. On constate que c'est toujours un entretien d'identité.

La montée du fascisme en Europe est le dernier thème de ce chapitre dans lequel, on étudie, en premier temps, l'Italie fasciste : le contexte du fascisme Italien c'est-à-dire la crise économique, la crise sociale, la crise politique en Italie après la guerre. Cette circonstance facilite la montée de Mussolini au pouvoir. Si le régime démocratique est en crise, le régime autoritaire quant à lui prend le relais. L'Allemagne Nazi, en deuxième lieu, parle de la montée d'Hitler au pouvoir et la dictature nazie quand il est au pouvoir. L'Italie fasciste et l'Allemagne Nazi sont deux régimes totalitaires qui provoqueront la deuxième Guerre mondiale. La cause du fascisme en Europe n'est autre que le refus du sort d'après guerre et la crise économique qui se développe en crise sociale ; l'incapacité du régime au pouvoir (régime démocratique) de résoudre la crise qui accentue la colère du peuple. Hitler est capable de faire sortir de la misère l'Allemagne, première victime de la 1^{ère} guerre et d'après guerre, en si peu de temps. Il est une grande puissance, 20 ans après. Sans parler de la provocation à la guerre, on peut voir le côté positif: la capacité de s'en sortir en si peu de temps. Ainsi, l'élève peut se demander pourquoi Madagascar a eu son indépendance en 1960 or il fait partie, en ce moment : au début du 21^e siècle, des pays arriérés. Jusqu'ici, on ne fait que renforcer l'esprit d'analyse de l'élève en se référant toujours aux réalités malgaches.

Le dernier chapitre que nous traitons en classe de première, quant à l'histoire, est *la Deuxième Guerre mondiale (1939-1945)*. Le professeur a 03 semaines de 2 heures pour le traiter, c'est-à-dire 12% de son temps en histoire. Concernant ce chapitre, nous avons deux objectifs généraux : (L'élève doit être capable de (d') :

- Comprendre les causes et les différentes phases de la Deuxième Guerre mondiale
- Appréhender l'impact des actions du nazisme pendant la Deuxième Guerre mondiale

Les contenus traitent donc :

- Des causes de la Deuxième Guerre mondiale
- Des phases de la guerre
- De l'Europe sous la domination nazie

Les causes de la Deuxième Guerre mondiale sont les difficultés de paix (1930-1935), les faiblesses des démocraties et de la SDN. Ce sont les coups de force d'Hitler qui provoquent la seconde Guerre mondiale.

En bref, ce sont les conséquences, même, de la première Guerre qui conduisent, notamment, les pays européens à la seconde Guerre. Le déclin de l'Europe est marqué par une crise économique grave, suivie d'une crise sociale et l'incapacité des gouvernements républicains de résoudre la crise. La misère facilite la montée des régimes totalitaires au pouvoir : le fascisme en Italie et le nazisme en Allemagne. L'autoritarisme provoque la guerre. La SDN n'empêche pas la seconde Guerre mondiale pourtant sa mission est de garantir la paix mondiale et d'éviter toute forme de conflit qui puisse anéantir cette paix.

Ainsi, l'élève a compris qu'en histoire, tout s'explique et dépend du principe de cause à effet. Le passé explique le présent. Il sert à améliorer et envisager le futur.

La domination de l'Axe et la victoire des Alliés sont les phases de la guerre. C'est la politique agressive du chancelier allemand Adolf Hitler vis-à-vis du reste de l'Europe qui entraîne le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale (1939-1945). Après la défaite française de 1940, l'Allemagne occupe la plupart des pays d'Europe ; seule la Grande-Bretagne lui résiste. Après cinq années de guerre, le III^e Reich nazi est vaincu en mai 1945.

L'Europe sous la domination nazie est le dernier sous-titre. L'Europe est totalement ruinée par les pillages nazis et les bombardements aériens des campagnes. Elle est caractérisée par des cruautés sans précédent contre les populations civiles et, surtout, par le génocide auquel se livrent les nazis, en pratiquant la déportation et l'élimination systématique des Juifs (plus de 6 millions de Juifs) : la « solution finale » des Tsiganes et des Slaves dans des camps de concentration.

L'élève doit comprendre que la seconde guerre mondiale est la guerre la plus dévastatrice de l'histoire en termes de vies humaines et de destructions matérielles. Elle implique la mobilisation de la totalité des ressources humaines et économiques des nations engagées, le mépris de la distinction entre soldats et civils, et l'extension du champ de bataille à l'ensemble du territoire ennemi.

On constate que les cours d'histoire en classe de première entretiennent beaucoup plus l'identité de l'élève et/ou l'identité nationale plutôt que de la construire. Madagascar avait son identité, seulement, la colonisation l'avait foulée à terre à cause de la politique coloniale à Madagascar. On s'efforce, donc, aujourd'hui de la retrouver.

3. CLASSE DE TERMINALE

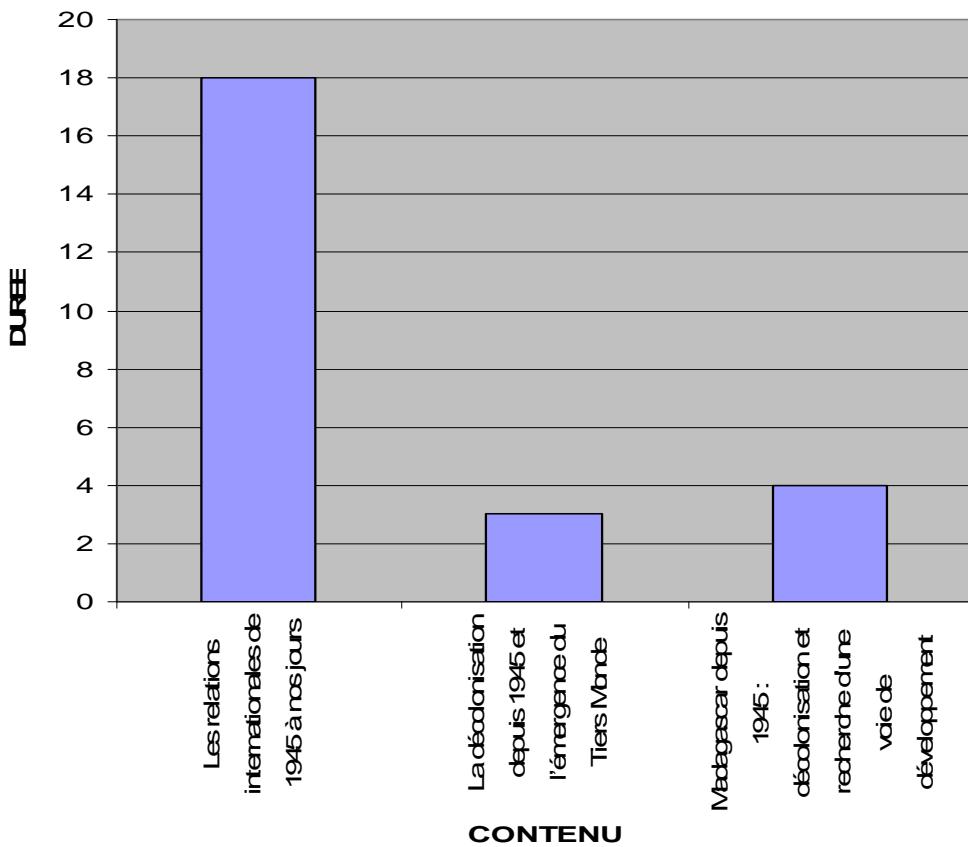
Objectifs de l'histoire en classe de Terminale

A la fin de la classe de Terminale, l'élève doit être capable de/d' :

- Comprendre le monde actuel à travers les relations internationales durant la seconde moitié du 20^e siècle ;
- Comprendre l'évolution de l'histoire de Madagascar depuis 1945 ;
- Composer un devoir correct d'analyse et/ou de synthèse sur un thème relatif aux réalités socio-économiques, politiques et culturelles du monde contemporain.

Intitulé du cours (chapitres)	Durée	nb	%
Les relations internationales de 1945 à nos jours	18 semaines de 2 heures	18	72
La décolonisation depuis 1945 et l'émergence du Tiers Monde	03 semaines de 2 heures	3	12
Madagascar depuis 1945 : décolonisation et recherche d'une voie de développement	04 semaines de 2 heures	4	16
	total	25	100

CLASSE DE TERMINALE



Commentaire :

Les 3 grands chapitres d'histoire traités en classe de terminale sont :

- Les relations internationales de 1945 à nos jours
- La décolonisation depuis 1945 et l'émergence du Tiers-Monde
- Madagascar depuis 1945 : décolonisation et recherche d'une voie de développement

Commençons par *les relations internationales de 1945 à nos jours*. 18 semaines de 2 heures est la durée proposée pour traiter le chapitre. En réalité, il englobe presque les 2/3 du cours d'histoire, en terminale, plus précisément 72% du temps. En effet, les deux autres chapitres, ensemble, ne couvrent que 28% du temps pendant l'année scolaire. Ce chapitre n'a qu'un seul objectif général : l'élève doit être capable de comprendre les conséquences de la deuxième Guerre mondiale et l'évolution des relations internationales durant la deuxième moitié du 20^e siècle, tout en expliquant les phénomènes actuels concernant les relations internationales.

Voici les thèmes traités dans ce chapitre :

- Bilan de la Deuxième Guerre mondiale
- La formation des blocs et l'évolution de la guerre froide (1947-1962)
- La détente 1962-1975
- Un monde en crise (1975-1985)
- La nouvelle détente depuis 1985

Dans le bilan de la Deuxième Guerre mondiale, trois sous-chapitres sont à étudier : le déclin de l'Europe ; la montée des nouvelles puissances et la création de l'ONU.

Le déclin de l'Europe est marqué par :

- Les pertes humaines : 40 à 50 millions de morts. C'est pourquoi, la deuxième Guerre Mondiale apparaît comme le conflit le plus sanglant de l'histoire (4 fois plus meurtrière que la première guerre) et fait autant de victimes civiles que de victimes militaires. Cette guerre a déclenché de vastes transferts de population (plus de 30 millions de personnes)
- Les destructions matérielles : si le Japon a été dévasté par des gigantesques bombardements aériens, c'est l'Europe qui a connu les pertes les plus importantes à cause des bombardements, sabotages, pillages, affrontements qui entraînent de lourdes pertes matérielles.
- Bilan moral : c'est un véritable choc moral au lendemain de la seconde guerre en découvrant le camp d'extermination des Allemands avec leurs chambres à gaz et leurs fours crématoires. La découverte du système concentrationnaire a provoqué un profond traumatisme dans le monde.

La montée des nouvelles puissances est considérée comme bilan politique. L'Europe a perdu sa grandeur après la guerre et désormais, deux nouvelles frontières doivent assurer la paix : les Etats-Unis et l'URSS. Les Etats-Unis se sont enrichis pendant la guerre. Le prestige du communisme est immense dans toute l'Europe au lendemain de la guerre et il va connaître une expansion territoriale importante. La création de l'ONU (Organisation des Nations Unies) : elle est considérée comme une organisation de la paix. Ses buts sont : la reconstruction de l'économie mondiale, la garantie et le maintien de la paix. L'ONU a son Assemblée générale. Elle est constituée de cinq organisations : La cour internationale de justice ; le conseil de tutelle ; le conseil de sécurité ; le conseil économique et social et le secrétariat général. On doit mentionner, aussi, ses succès et limites.

Passons à la formation des blocs et l'évolution de la guerre froide (1947-1962). On commence, ici, par la rupture de 1947, c'est-à-dire les différences idéologiques : régime capitaliste où règnent les propriétés privées et régime socialiste où règnent les propriétés collectives ; la poussée soviétique en Europe de l'Est et du centre ; la doctrine TRUMAN et le refus soviétique. Ce refus entraîne le rejet du plan Marshall et la bipolarisation du monde.

L'organisation des blocs : après la rupture, chaque camp essaie de renforcer son bloc grâce aux différentes organisations. Pour l'organisation économique, le bloc capitaliste crée les accords de Bretton Woods, le système monétaire international, la banque mondiale, le FMI, le GATT. On assiste, aussi, à la formation des grands ensembles économiques régionaux : CECA, CEE. Le bloc communiste de son côté instaure le CAEM. Quant à l'organisation militaire et politique, le bloc capitaliste crée l'OTAN et les autres pactes et le bloc communiste met en place le Pacte de Varsovie.

Continuons par les aspects de la guerre froide. La guerre froide, une guerre idéologique, est marquée, au début, par l'expansion communiste et la politique américaine de l'endiguement. Cette guerre, sans affrontement direct entre le Etats-Unis et l'URSS, se manifeste surtout dans le monde périphérique. Les deux superpuissances se cachent juste derrière le conflit interne d'un pays. Cette guerre bizarre apparaît en Europe lors du problème allemand, avant de gagner l'Asie : la guerre de Corée et la guerre d'Indochine, et l'Amérique latine pendant la crise de Cuba. La hausse de tension entraîne l'équilibre de la terreur mais aussi conduit les deux grands à la coexistence pacifique : l'installation de téléphone rouge, les rencontres Khrouchtchev et Eisenhower, entre Khrouchtchev et Kennedy.

La peur de la 3^e guerre qui paraît être une guerre nucléaire, une guerre sans intérêt car elle signifie suicide collectif, admet la détente entre 1962 et 1975. À part cette peur, la situation économique et la naissance de troisième monde : le tiers-monde se présentent

comme facteurs favorables à la détente. Des accords marquent la détente, mais parallèlement à cela, des signes et des crises liées à la guerre froide apparaissent comme limites de cette détente.

Ces crises nous mènent à un monde en crise (1975-1985), marqué par des faits relevant la dégradation de la détente à l'instar du réveil du monde arabe et la crise du pétrole qui entraîne la crise économique. La guerre froide est, surtout, une guerre dans le monde périphérique. Cette fois, en Asie, elle concerne les conflits anciens du Vietnam et du Proche Orient, la nouvelle tension d'Afghanistan ; le Chili et l'Argentine pour l'Amérique latine ; les nouvelles zones de tensions se situent, surtout, en Afrique notamment en Angola et en Somalie.

Tout ceci conduit les Etats-Unis et l'URSS à la nouvelle détente depuis 1985. Cette nouvelle détente est due, notamment, à la volonté politique de Gorbatchev c'est-à-dire le glasnost et la perestroïka. Des accords sont signés entre URSS et Etats-Unis. Mais n'oublions pas, aussi, que c'est cette nouvelle politique appliquée en URSS qui entraîne l'effondrement du communisme en Europe de l'Est d'où l'indépendance de plusieurs pays de l'Europe centrale et de l'Est, la chute de mur de Berlin et la réunification de l'Allemagne, qui marquent l'éclatement de l'URSS. L'éloignement de l'emprise socialiste inaugure le souffle nouveau de la démocratie dans le Tiers-Monde : la chute des régimes satellites du bloc socialiste ; la fin de l'apartheid en Afrique du Sud. Tout de même, la difficile marche vers la démocratie dans le Tiers-Monde est constatée.

C'est important de connaître les relations internationales et leurs enjeux mais concernant le programme, il s'arrête au début des années 1990. Alors qu'on sait très bien que depuis les années 1990 jusqu'ici, des événements phénoménaux, concernant les relations internationales, se succèdent à travers le monde. Par exemple, après le monde bipolaire, on espère retrouver le monde unipolaire, dirigé par les Etats-Unis, mais ce n'est pas le cas, on assiste à un monde multipolaire. Est-ce que les Etats-Unis jouent encore le rôle de gendarme du monde ou certains pays tentent de lui arracher cette couronne. Il est donc urgent de compléter ou de réajuster ce programme car en parlant des relations internationales de 1945 à nos jours, on espère parler des relations après la Seconde Guerre Mondiale jusqu'aujourd'hui, au début du 21^e siècle. Ainsi, l'élève maîtrise et comprend le monde actuel à travers les relations internationales. Là, c'est un grand entretien d'identité car ceci veut dire capacité d'analyse et possession d'esprit critique chez l'élève, qui forgent par la suite son autonomie.

Le second chapitre concerne *la décolonisation depuis 1945 et l'émergence du Tiers-Monde*. Il étudie trois thèmes : les origines de la décolonisation ; les modalités et les étapes de la décolonisation ; et l'apparition du Tiers-Monde sur la scène internationale. Pourtant, on n'a que 03 semaines de 2 heures pour le terminer c'est-à-dire seulement 12% du temps. L'objectif général est : L'élève doit être capable d'expliquer les causes, les modalités, les étapes et les conséquences de la décolonisation.

Les origines de la décolonisation sont constituées par les facteurs internes, les facteurs externes et la charte des Nations-Unies. Pour les facteurs internes de la décolonisation, ce sont les sentiments de frustration due à l'inégalité sociale, à l'exploitation économique, à la domination culturelle et la réaction nationaliste. Les facteurs externes de la décolonisation sont expliqués par l'affaiblissement des métropoles et la position des supergrands favorables à la décolonisation.

La décolonisation s'est passée, d'abord, en Asie, avant de toucher l'Afrique du Nord et, enfin, l'Afrique Noire. Les deux grandes formes de décolonisation sont la décolonisation par armes (violente) et la décolonisation par négociation (pacifique).

L'apparition du Tiers-Monde sur la scène internationale est le dernier thème. Ce sont les pays nouvellement indépendants qui forment le Tiers-Monde. On le considère comme la troisième force. Sa politique : le non-alignement est le refus d'entrer dans les deux blocs antagonistes. Le Tiers-Monde est né lors de la conférence de BANDOENG (Indonésie), du 18 au 24 avril 1955.

Les buts du non-alignement sont :

- Adopter la politique d'indépendance vis-à-vis des deux grands ;
- S'engager à lutter contre toute forme de domination, d'inégalité et de discrimination ;
- Favoriser le dialogue sud-sud.

La décolonisation est un phénomène nouveau des années 1940, 50 et 60. Elle concerne les pays anciennement dominés et colonisés. Madagascar est un exemple. Dans ce chapitre, l'élève comprend très bien le contexte sur la décolonisation, les régions touchées, les étapes et les formes de décolonisation ; la naissance du Tiers-Monde, l'apparition, les buts et même les limites du non-alignement. On le considère comme entretien d'identité nationale car il permet à l'élève de comprendre beaucoup plus sur la décolonisation qui a concerné Madagascar. Dans ce chapitre, on peut jeter un coup d'œil sur la situation pendant la colonisation avant d'entrer dans les causes de la décolonisation. Les limites du non alignement expliquent en général les situations dans lesquelles vivent les pays nouvellement indépendants, depuis l'indépendance. Le souci, c'est la contrainte temps. Le contenu, c'est bien mais on doit accorder un peu plus de temps à ce chapitre car il introduit déjà le prochain chapitre : Madagascar depuis 1945. Notre principe, c'est de se référer toujours aux réalités malgaches. Sans cela l'histoire n'aboutit à rien et n'a rien avoir avec la construction ou l'entretien d'identité nationale à Madagascar.

Madagascar depuis 1945 : décolonisation et recherche d'une voie de développement est notre dernier chapitre. La durée consacrée à ce chapitre est insuffisante car on n'a que 04 semaines de 2 heures c'est-à-dire 16% du temps. Pourtant, on vise trois grands objectifs généraux (L'élève doit être capable de comprendre) :

- Le processus de la décolonisation de Madagascar
- Les institutions des différentes formes de République depuis 1960
- La difficulté d'un choix de développement économique depuis l'indépendance

En effet, trois thèmes sont à traiter : La marche vers l'indépendance de Madagascar ; Les institutions des républiques successives et ; L'économie malgache depuis 1945.

La marche vers l'indépendance de Madagascar étudie l'insurrection de 1947 : les causes, les manifestations, la répression ; l'administration coloniale de 1948 à la loi Cadre de 1956 ; Madagascar République au sein de la communauté (1958) et l'indépendance de 1960. Evidemment, les institutions des républiques successives mentionnent les institutions de la Ière République, de la II ème République et de la III ème République. Quand on parle de l'économie malgache depuis 1945, on veut souligner l'économie pendant la période coloniale : économie de traite, pacte colonial ; le néocolonialisme, les accords de coopération : nouvelle forme du pacte colonial et la détérioration des termes de l'échange : nouvelle forme de l'économie de traite pendant la I ère République ; la socialisation de

l'économie : nationalisation, industrialisation à outrance et programme d'ajustement structurel pendant la II ème République, et la III ème République s'oriente, plutôt, vers une libéralisation de l'économie.

Il est de nos devoirs d'améliorer le contenu de ce chapitre. On ne doit se contenter, seulement, à la citation des institutions des différentes formes de République depuis 1960. En classe de terminale, l'élève est capable d'assimiler et d'analyser objectivement la situation politique, économique et socio-culturelle de Madagascar actuelle. Sans oublier que plus de 2/3 des élèves, après avoir eu leur baccalauréat, doivent s'arrêter à cause du non-accès à l'université publique et l'impossibilité de payer les frais dans les universités privées. Donc, ce diplôme marque la fin de leur cursus. Le problème de cette classe est qu'on ne prépare ou ne renforce plus l'élève à son autonomie. On se préoccupe, seulement, à l'obtention du diplôme. D'autant plus, le programme en général prépare, plutôt, l'élève à cela qu'à la formation de vrai citoyen malgache : responsable et autonome. On a l'impression que ce programme consiste, surtout, à l'obtention du diplôme et, ensuite, à la préparation d'entrée en première année à l'université. Donc il faut se méfier de ce programme, il mérite un amendement, car on se préoccupe à la course au diplôme (formalité) plutôt qu'à la formation de futur citoyen malgache (le fond). Pourtant, on connaît que l'éducation n'est pas seulement une instruction (une formation intellectuelle), mais c'est à la fois la formation intellectuelle, spirituelle, physique et morale de l'être

Pour savoir où on va, il faut, d'abord, connaître d'où l'on vient. C'est l'importance de l'histoire et de l'étude de Madagascar. On aime celle qu'on connaît le plus. Donc, les professeurs des lycées tiennent un rôle incontournable dans l'atteinte de l'objectif : la construction et/ou l'entretien de l'identité nationale à Madagascar par le programme car ces jeunes seront les adultes de demain et nos futurs citoyens. En ne faisant pas bien nos devoirs, l'histoire nous jugera.

QUELQUES CONSTATS :

Concernant la décolonisation depuis 1945 et l'émergence du Tiers-Monde et Madagascar depuis 1945 : décolonisation et recherche d'une voie de développement, on n'y consacre pas beaucoup de temps et par conséquent, les professeurs ne font pas attention à ces thèmes. En terminale, la première préoccupation des professeurs est le baccalauréat. C'est dès le début de l'année scolaire même qu'ils se concentrent et concentrent leurs efforts et vision à cet examen. Généralement, au baccalauréat, le sujet concerne, presque toujours, les relations internationales, rarement la décolonisation et l'émergence du Tiers-monde, mais presque jamais sur Madagascar. Par conséquent, les professeurs des classes de terminale passent leur temps à l'étude des relations internationales, jettent un coup d'œil sur la décolonisation et l'émergence du Tiers-monde, mais négligent et ne traitent même pas l'étude de Madagascar depuis 1945. Certains affirment que l'étude de Madagascar n'est pas faite pour le Bacc. Elle est, surtout, pour les concours à l'université, pourtant, la majorité de ces élèves n'ont pas la possibilité de continuer à l'université, ils sont obligés de s'arrêter.

Ce qu'il ne faut pas oublier c'est que l'histoire scolaire :

- développe les identités collectives ;
- aide à devenir citoyen de sa ville et de sa nation ;
- facilite l'adhésion massive des jeunes aux valeurs collectives et engendre une moindre hétérogénéité des attitudes.

II. NOTION D'IDENTITE NATIONALE PAR CHAPITRE

La notion base est la définition qu'on a déjà vue auparavant : *Une Nation est une grande communauté humaine, le plus souvent installée sur un même territoire, organisée constitutionnellement en Etat et qui possède une unité historique, linguistique, culturelle, socio-économique plus ou moins forte, une souveraineté nationale.* Par conséquent, on tire, dans les chapitres de chaque classe, les thèmes touchant la communauté humaine ou une grande communauté humaine, l'organisation politique, socio-économique du pays étudié, son unité historique, linguistique, culturelle, et sa souveraineté nationale.

La notion de nation représente une grande communauté. En évoquant ce thème, on mentionne toute une civilisation, une pensée toute entière et la sécurité nationale. Effectivement, il s'agit de ses cultures, son mode de vie, ses modèles, sa pensée, sa philosophie, sa valeur, sa structure socio-politique, son système économique, son art et sa culture. La mission de l'Etat est de les développer, tout en garantissant l'unité nationale.

1. CLASSE DE SECONDE

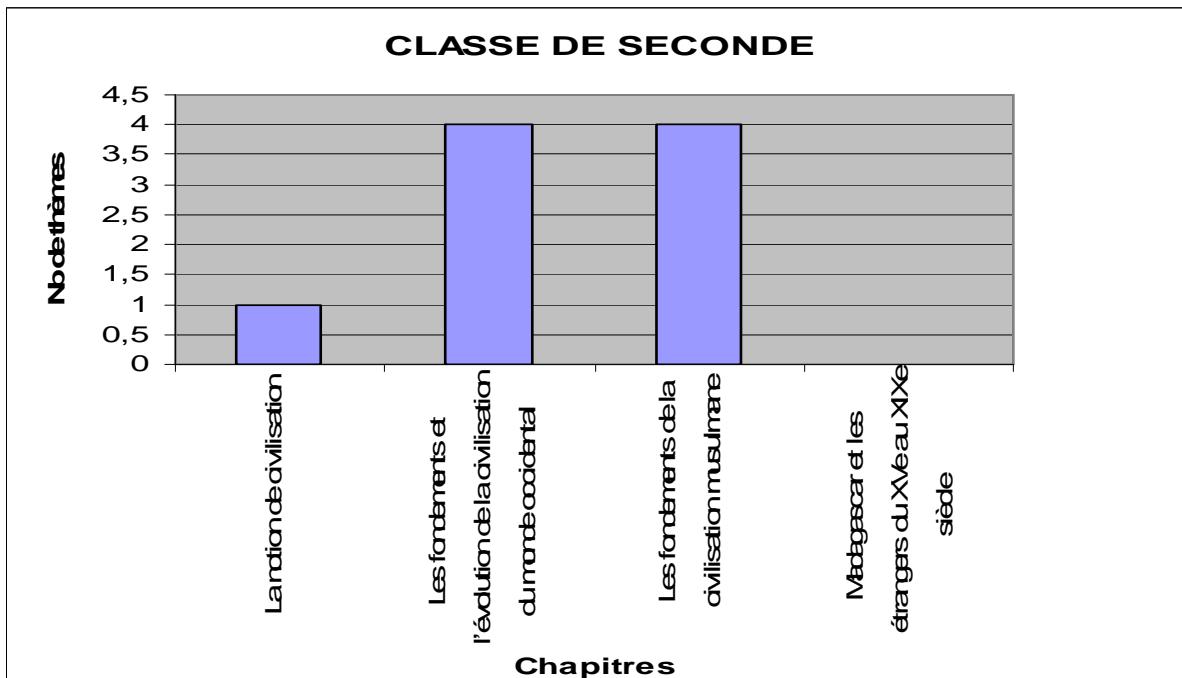
Au total, on y compte 9 thèmes :

- Les éléments constitutifs d'une civilisation ;
- Les apports gréco-romains
- La tradition chrétienne et médiévale
- La Renaissance et les Temps Modernes
- Les XVIIIe siècles : L'ère des Révolutions en Occident
- La religion musulmane
- Droit et institution politiques musulmans
- Les activités économiques musulmanes
- Les activités artistiques et intellectuelles musulmanes

Chapitres	Nb ⁶⁵	% ⁶⁶
La notion de civilisation	1	11,11
Les fondements et l'évolution de la civilisation du monde occidental	4	44,44
Les fondements de la civilisation musulmane	4	44,44
Madagascar et les étrangers du 15 ^e au 19 ^e siècle	0	0
Total	9	100

⁶⁵ Nombre de thèmes

⁶⁶ Thème en pourcentage



Commentaire :

En classe de seconde, nous avons quatre chapitres dont les thèmes touchant la notion d'identité nationale se répartissent comme suit :

- Le chapitre intitulé « La notion de civilisation » contient un thème : *Les éléments constitutifs d'une civilisation* ; soit 11,11% des thèmes traités. Les sous-thèmes considérant construire ou entretenir une identité donnée sont les suivants : un espace géographique ; une organisation politique et sociale ; des valeurs culturelles et religieuses.
- Les fondements et l'évolution de la civilisation du monde occidental renferment 4 thèmes, soit 44,44% des thèmes.
 - Les apports gréco-romains sont les premiers sous-thèmes. Ils étudient le domaine politique, le domaine économique et le domaine culturel et artistique.
 - La tradition chrétienne et médiévale est le sous-thème suivant, parlant du morcellement politique de l'Europe, du message social, de la structure de l'Eglise et ses influences sur la vie au Moyen-Age.
 - La Renaissance et les Temps Modernes montrent la Renaissance artistique et politique.
 - Les 18è siècles : L'ère des Révolutions en Occident souligne les révolutions politiques, la marche vers le parlementarisme et le suffrage universel
- Les fondements de la civilisation musulmane renferment 4 thèmes, c'est-à-dire tous les chapitres ; soit 44,44% des thèmes qui traitent la notion d'identité nationale en classe de seconde, dans lesquels, on analyse :
 - La religion
 - Droit et institution politiques
 - Les activités économiques
 - Les activités artistiques et intellectuelles
- Madagascar et les étrangers du 15è au 19è siècle est le chapitre concernant Madagascar. Malheureusement, on n'y trouve pas de thèmes construisant ou

Entretenant l'identité nationale, en se référant à la notion de base définie préalablement.

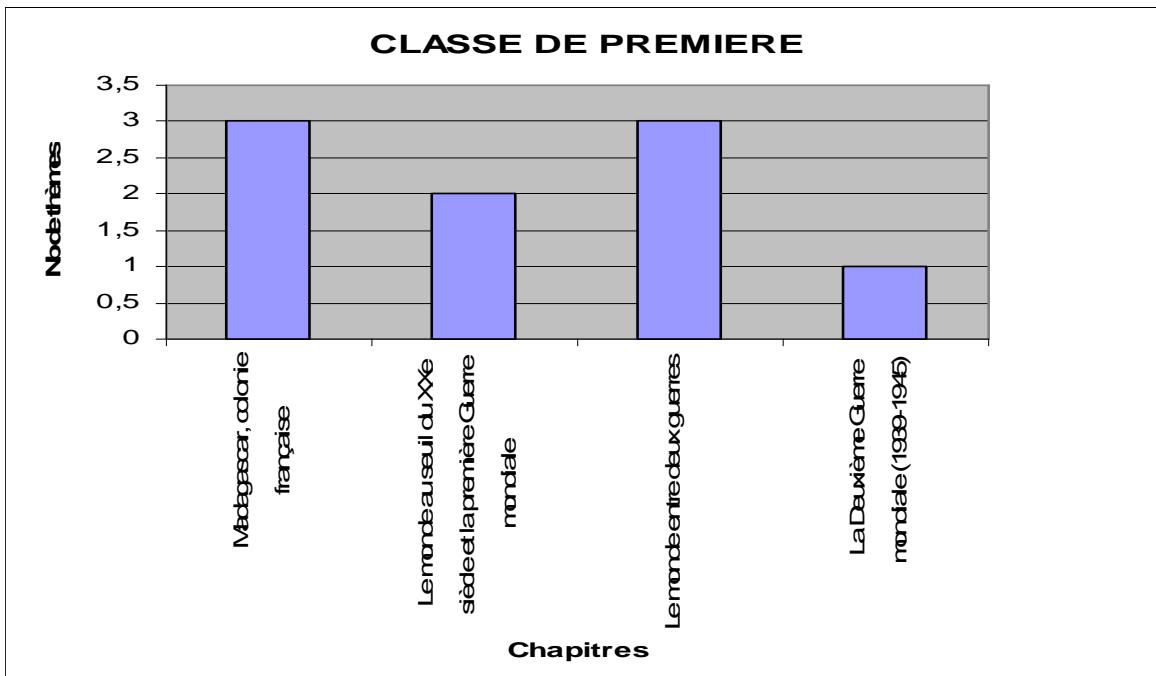
D'après l'étude du concept d'identité nationale, nous arrivons à déterminer quelques notions et exemples qui puissent définir, développer, enrichir une identité donnée. Ce sont ces éléments de base qu'on essaie d'identifier dans les différents programmes scolaires (Histoire) au Lycée. L'étude nous amène à la conclusion suivante quant à la classe de seconde : Les fondements et l'évolution de la civilisation du monde occidental et les fondements de la civilisation musulmane véhiculent plus ces notions (4 thèmes chacun). Pourtant l'étude de Madagascar et les étrangers du 15^e au 19^e siècle ne contient aucun thème qui puisse améliorer ou construire l'identité nationale à Madagascar car la plupart des études ne sont que des récitations des faits ou actions. Les comparaisons ne font que mettre en relief la supériorité des Européens, notamment française, le développement de l'Europe et son avance technique et technologique (...) En effet, la politique éducative actuelle à Madagascar actuelle véhicule toujours le néocolonialisme au mépris de l'unité nationale et la conscience collective.

2. CLASSE DE PREMIERE

Au total, on y compte 9 thèmes aussi, dont :

- La mise en place et l'organisation de l'administration coloniale
- L'économie de Madagascar sous la colonisation
- Les luttes contre l'ordre colonial
- Le monde au seuil du 20^e siècle
- La Première Guerre mondiale (1914-1918)
- La révolution russe et l'édification du socialisme en URSS
- La crise de 1929
- La montée du fascisme en Europe
- L'Europe sous la domination nazie

Chapitres	Nb	%
Madagascar, colonie française	3	33,33
Le monde au seuil du 20 ^e siècle et la première Guerre mondiale	2	22,22
Le monde entre-deux-guerres	3	33,33
La Deuxième Guerre mondiale (1939-1945)	1	11,11
Total	9	100



Commentaire :

- Quatre chapitres sont traités en classe de première qui se répartissent comme suit :
- Madagascar, colonie française est le premier chapitre. Il contient 3 thèmes entretenant l'identité nationale ; soit 33,33% des thèmes construisant ou entretenant l'identité nationale en classe de première. Pour Madagascar, les trois thèmes sont :
 - La mise en place et l'organisation de l'administration coloniale
 - L'économie de Madagascar sous la colonisation
 - Les luttes contre l'ordre colonial
 - Le monde au seuil du 20^e siècle et la première Guerre mondiale sont déjà deux thèmes mais aussi chapitres ; soit 22,22% de thèmes touchant à l'identité nationale en classe de première. On peut tirer l'analyse suivante :
 - Le monde au seuil du 20^e siècle souligne l'hégémonie européenne et les puissances coloniales à la fin du 19^e siècle et au début du 20^e siècle.
 - La Première Guerre mondiale (1914-1918), quant à elle, montre deux faits bien distincts :
 - Le déclin de l'Europe qui démontre le déclin de la civilisation européenne elle-même. Cette guerre est, avant tout, une guerre européenne. C'est pourquoi le bilan en Europe est très lourd et sur tous les plans :
 - les pertes humaines ;
 - le déclin démographique ;
 - le déclin économique
 - le déclin moral
 - L'ordre politique nouveau illustre ce déclin : chute des grands empires et le changement de la carte de l'Europe, mais confirme la montée des nouvelles puissances notamment la domination et la suprématie américaine.
 - Le monde entre-deux-guerres souligne 3 thèmes représentant 33,33% des thèmes étudiés. On y parle de :
 - La révolution russe et l'édification du socialisme en URSS
 - La crise de 1929
 - La montée du fascisme en Europe

- La Deuxième Guerre mondiale (1939-1945) est le dernier chapitre, pourtant il ne contient qu'un thème, soit 11,11% de thèmes touchant la notion d'identité nationale en classe de première. C'est l'Europe sous la domination nazie.

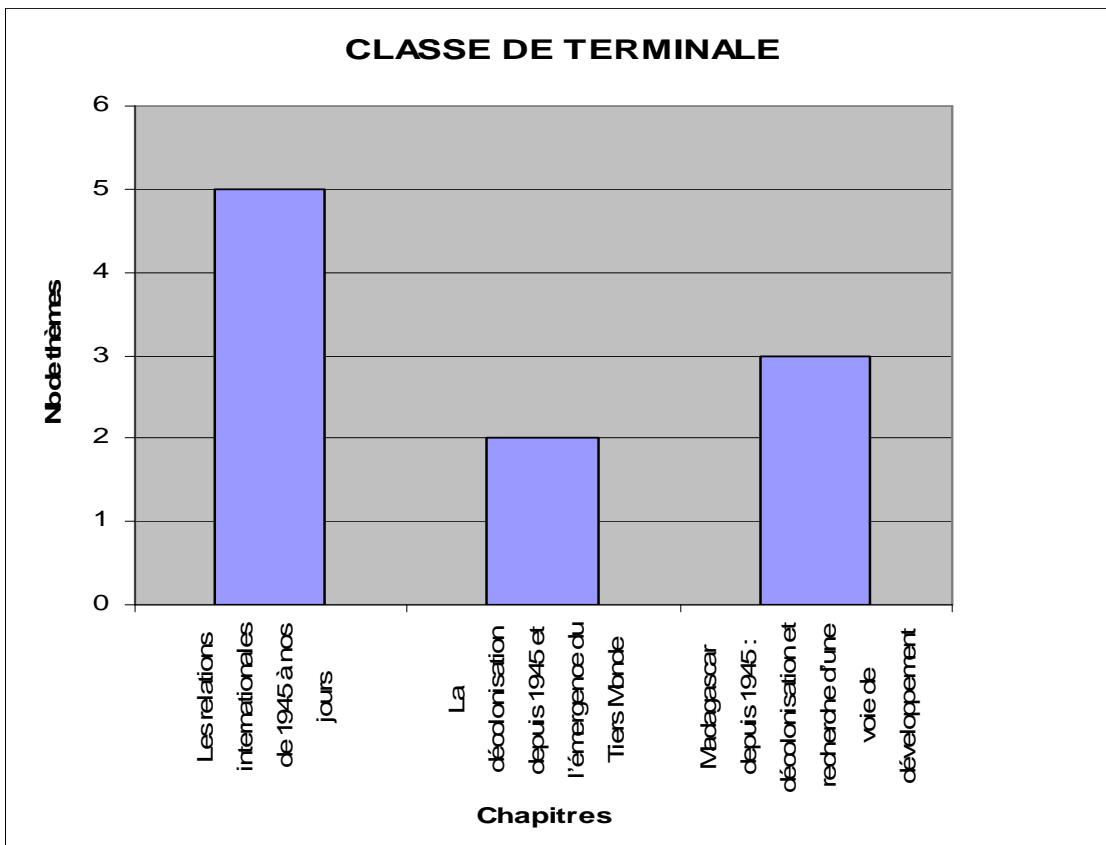
D'un simple coup d'oeil, on constate tout de suite que c'est dans le monde entre-deux-guerres et Madagascar, colonie française qu'on trouve le plus de notions et de facteurs déterminant l'identité nationale car ils contiennent chacun trois thèmes. Ceci nous semble évident car l'époque d'entre-deux-guerres et ses conséquences modifient profondément l'histoire mondiale et les relations internationales : cette période marque la Révolution socialiste, la montée du fascisme en Europe qui sont des phénomènes totalement nouveaux. Concernant Madagascar, colonie française, il est juste si nos élèves connaissent beaucoup plus cette phase de l'histoire de Madagascar car c'est un grand tournant pour Madagascar et les Malgaches. Toutefois, on constate que, comme dans l'histoire de Madagascar en classe de seconde, on se contente dans la plupart du temps de réciter les événements.

3. CLASSE DE TERMINALE

Au total, on y compte 10 thèmes :

- Bilan de la Deuxième Guerre mondiale
- La formation des blocs et l'évolution de la guerre froide (1947-1962)
- La détente (1962 1975)
- Un monde en crise (1975-1985)
- La nouvelle détente depuis 1985
- Les origines de la décolonisation
- L'apparition du Tiers-Monde sur la scène internationale
- La marche vers l'indépendance de Madagascar
- Les institutions des républiques successives
- L'économie malgache depuis 1945

Chapitres	Nb	%
Les relations internationales de 1945 à nos jours	5	50
La décolonisation depuis 1945 et l'émergence du Tiers-Monde	2	20
Madagascar depuis 1945 : décolonisation et recherche d'une voie de développement	3	30
Total	10	100



Commentaire :

Les trois chapitres étudiés en classe de terminale renferment dix thèmes touchant la notion d'identité nationale. Ils se répartissent comme suit :

- Les relations internationales de 1945 à nos jours contiennent 5 thèmes c'est-à-dire 50% de thèmes traités concernant la construction ou l'entretien d'une identité nationale. On y trouve :
 - Le bilan de la Deuxième Guerre Mondiale qui explique le déclin de l'Europe et la montée des nouvelles puissances ;
 - La formation des blocs et l'évolution de la guerre froide (1947-1962) ;
 - La détente 1962-1975 ;
 - Un monde en crise (1975-1985) ;
 - La nouvelle détente depuis 1985.
- La décolonisation depuis 1945 et l'émergence du Tiers-Monde véhiculent 2 thèmes, soit 20% de thèmes. Ce sont :
 - Les origines de la décolonisation
 - L'apparition du Tiers-Monde sur la scène internationale
- Madagascar depuis 1945 : décolonisation et recherche d'une voie de développement, contient 3 thèmes, soit 30% de thèmes traités touchant la notion d'identité nationale. On y expose :
 - La marche vers l'indépendance de Madagascar
 - Les institutions des républiques successives
 - L'économie malgache depuis 1945

En comparant le nombre de thèmes, on constate que le programme d'histoire en classe de terminale se soucie beaucoup plus des relations internationales de 1945 à nos jours (50%, à elles seules) que de Madagascar depuis 1945, de la décolonisation depuis 1945 et l'émergence du Tiers-Monde (50%, ensemble). Nous tenons à souligner toujours, que nos

professeurs au lycée, surtout, en terminale minimisent l'histoire de Madagascar étant donné qu'elle n'entre pas au baccalauréat (sujet). En effet, les uns distribuent quelques documents sans entrer dans les détails et les explications ; les autres ne soulignent que les traits généraux ; sans parler de ceux qui l'oublient complètement. Quant aux deux autres thèmes, à l'instar des relations internationales, chaque professeur essaie de les maîtriser et cherche à tout prix tout document les concernant.

Ainsi, les professeurs du lycée sont les premiers responsables. Ils ont l'obligation de mener nos jeunes à reconnaître et à construire l'identité de leur peuple, de leur pays, en commençant par bien enseigner leur histoire et de leur faire connaître leur pays, sans oublier celui du monde, de leur faire comprendre leur rôle à jouer dans quelques années, de les diriger à avoir l'esprit critique et d'analyse, l'esprit hypothético-déductif.

Chap 2- ETUDE DES PAYS

Un pays est un espace géographique délimité par des frontières, habité par une collectivité humaine et doté d'un État souverain. C'est une personne morale du droit international, définie par un territoire, une population et un État⁶⁷. Ainsi, en parlant du pays, on parle de toute une civilisation se manifestant dans son organisation politique, économique, socio-culturelle, artistique et de ses valeurs morales et religieuses, caractérisant l'originalité de son peuple et/ou l'identité des traditions sociales, culturelles et économiques de ses habitants. Parfois, il désigne un lieu abstrait ou irréel peuplé d'êtres ou de choses créés par la pensée, la mémoire ou l'imagination : *royaume, monde*. En effet, c'est important de voir les pays étudiés dans chaque classe car l'étude d'un pays est une étude d'une civilisation, donc en rapport étroit avec l'identité nationale.

I. LES PAYS (OU GROUPE DE PAYS) ETUDES DANS LE PROGRAMME

On essaie de tirer, par continent, les pays étudiés dans chaque classe. Que nous le voulions ou non, cette étude a des impacts, non seulement, au niveau de ceux qui étudient mais aussi au niveau des pays étudiés. Si on n'étudie que les pays européens dans les lycées, c'est évident que nos jeunes, en sortant du lycée, ne connaissent que l'Europe. Ainsi, quand on leur propose, par exemple, des bourses d'étude dans des universités renommées mais dans de continents non-européens, ils ne sont pas très enthousiastes ; par contre pour les bourses d'étude en Europe, ils font la queue même si ce ne sont que des universités peu reconnues mondialement.

« L'homme est un être sociable », mais tout dépend de ce qu'on sait déjà, de notre relation, de notre intégrité, de notre crédibilité, qui sont en étroite relation avec la reconnaissance des autres. D'autant plus, la communication est de plus en plus facile, de plus en plus ouverte et de plus en plus avancée à l'heure actuelle. Les échanges d'idées, de techniques, de technologies, de biens et personnes sont de plus en plus rapides en cette ère de globalisation et de mondialisation.

1. CLASSE DE SECONDE

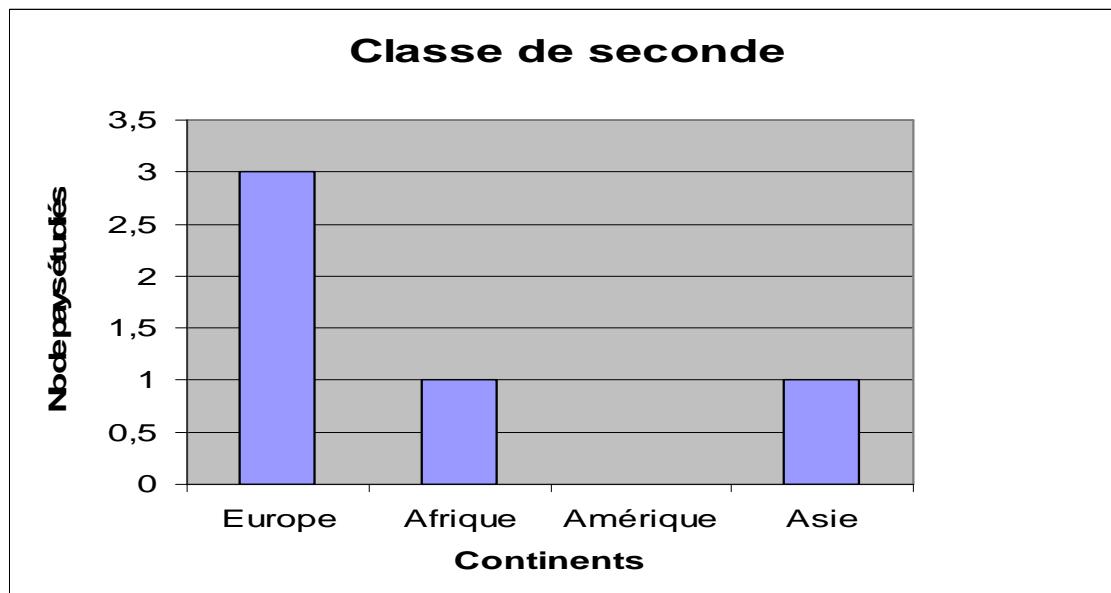
La répartition est la suivante :

- **Europe** : on étudie l'Europe : le continent en général ; puis, les foyers de civilisation du monde occidental : la Grèce et la Rome antique.
- **Afrique** : on ne parle que de Madagascar.

⁶⁷ Microsoft® Encarta® 2007 : définition du pays

- **Amérique** : on étudie aucun pays.
- **Asie** : on parle de l'Arabie, en étudiant la religion musulmane.

Continent	Nombre de pays ou groupe de pays
Europe	3
Afrique	1
Amérique	0
Asie	1



Commentaire :

Le tableau montre bien que la classe de seconde se tourne, plutôt, aux pays européens. Le nombre des pays étudiés par continent est très déséquilibré : 3 pour l'Europe, 1 pour l'Asie, 1 pour l'Afrique, et 0 pour l'Amérique. Quel est le sens de cette inégale répartition. L'explication est-elle, encore, parce que l'Europe (la France) est l'ancienne métropole. Si telle est la raison, n'est-ce pas, en quelque sorte, une autre forme de domination ou encore le néocolonialisme ; ou bien parce qu'on vit dans la mondialisation et on doit avoir un esprit plus ouvert. Si c'est cette deuxième raison, pourquoi on ne s'ouvre pas aux autres continents qui connaissent eux aussi des civilisations très brillantes. Encore plus, ce sont les pays asiatiques, d'Amérique latine qui connaissent, à l'heure actuelle, un essor économique très brillant.

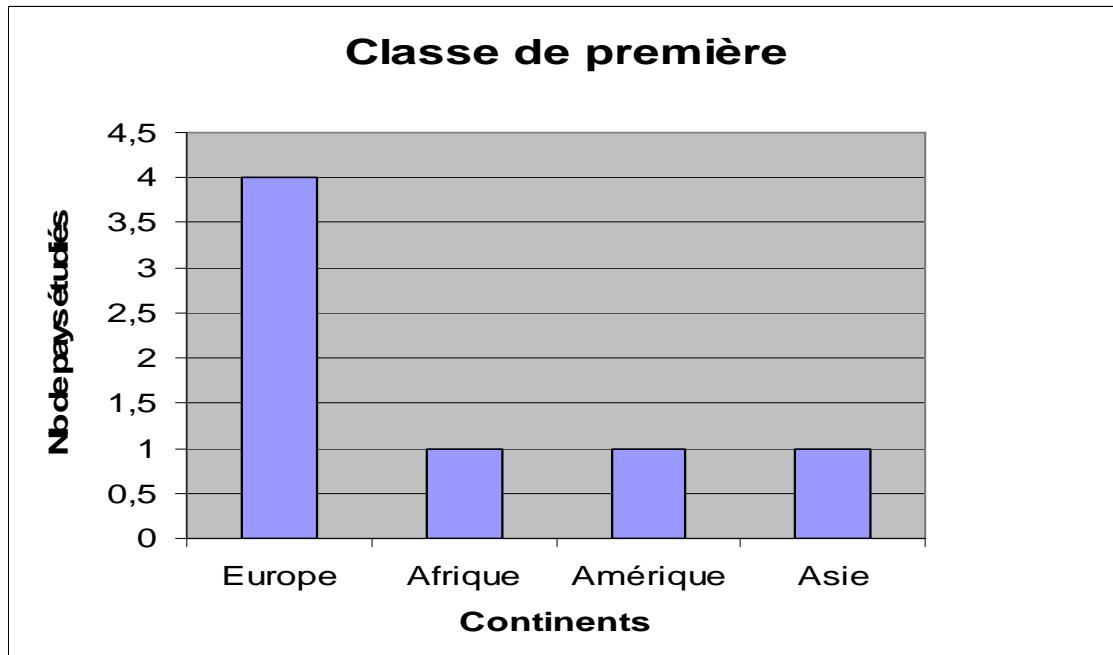
2. CLASSE DE PREMIERE

Regroupés par continent, les pays étudiés en classe de première sont les suivants :

- **Europe** : on parle encore de l'Europe en général ; mais une attention particulière est prêtée à l'Union Soviétique, l'Italie et l'Allemagne.
- **Afrique** : on n'étudie que Madagascar
- **Amérique** : les Etats-Unis, la première puissance mondiale, sont étudiés à l'occasion de la crise de 1929.
-

- **Asie** : le Japon est mentionné. Ce n'est pas une vraie étude comme les autres mais juste un exemple.

Continent	Nombre de pays ou groupe de pays
Europe	4
Afrique	1
Amérique	1
Asie	1



Commentaire :

L'étude d'Europe prédomine toujours : 4 ; quant aux continents restants, la répartition est équitable : 1 pour chacun. On constate, toujours, une volonté d'orienter encore plus les élèves (jeunes) malgaches à s'intéresser à l'Europe qu'à d'autres continents malgré le développement de l'esprit démocratique, de la mondialisation/globalisation, de la communication, et des échanges. Il est peut être temps de prendre un de ces nouveaux pays montants comme exemple ; ou d'étudier certains pays développés, quelques pays montants de la même manière et d'en tirer des leçons, de prendre ceux qui sont adaptés aux réalités malgaches et à Madagascar : procurer l'«héritage des acquisitions des siècles passés »⁶⁸. A chaque étude, il faut souligner les causes des essors des ces pays montant et d'inciter nos jeunes à faire comme eux, même beaucoup plus. Il faut toucher l'ambition de nos jeunes afin qu'ils réagissent. Il faut motiver la population, activer ou réactiver leur dynamisme qui les pousse à aller plus loin et à relever de nouveau le défi : une « manière de penser le devenir »⁶⁹

3. CLASSE DE TERMINALE

En terminale, même si l'étude tourne, en majeure partie, autour de la guerre froide entre l'URSS et les Etats-Unis, elle touche plusieurs pays périphériques. L'autre chapitre, concernant la décolonisation et l'émergence du Tiers-Monde, incite la

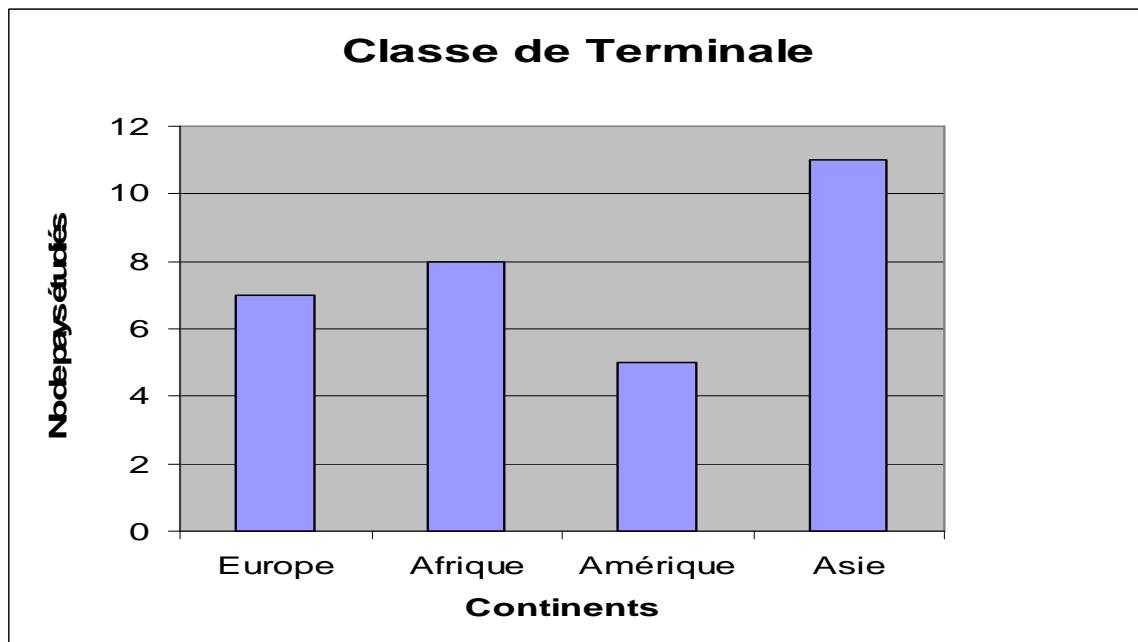
⁶⁸ TUTIAUX-GUILLOU, N. et MOUSSEAU, M.J., 1998, op. cit, p 8

⁶⁹ TUTIAUX-GUILLOU, N. et MOUSSEAU, M.J., 1998, op. cit, p 8

participation de plusieurs pays nouvellement indépendants. Ainsi, c'est logique si cette partie est beaucoup plus ouverte par rapport aux précédentes. La répartition par continent est la suivante :

- **Europe** : l'Europe, l'URSS (bloc communiste), l'Allemagne, l'Europe de l'Est, l'Union Européenne, l'ex-Yougoslavie, les métropoles
- **Afrique** : Madagascar, l'Angola, la Somalie, l'Afrique du Sud, les Etats satellites du bloc socialiste, l'Afrique du Nord, l'Afrique Noire, le Tiers-Monde
- **Amérique** : le Cuba, les Etats-Unis (bloc capitaliste), le Chili, l'Argentine, le Tiers-Monde
- **Asie** : le monde arabe, la Corée, le Japon, les NPI : Nouveaux Pays Industrialisés, l'Indochine, le Vietnam, le Proche-Orient, l'Afghanistan, l'Asie, l'Indonésie, le Tiers-Monde

Continent	Nombre de pays ou groupe de pays
Europe	7
Afrique	8
Amérique	5
Asie	11



Commentaire :

En se contentant du nombre des pays cités, on se trompe. Ces chiffres cachent la vraie réalité. Les pays étudiés ou cités en Asie sont 11, 8 pour l'Afrique, 7 pour l'Europe et 5 pour l'Amérique. On se trompe de chiffres car ce sont les relations entre les Etats-Unis et l'URSS depuis 1945, la triade et les NPI: Nouveaux Pays Industrialisés qui sont les plus étudiés. Les pays périphériques, la plupart des pays nouvellement indépendants ne sont que des exemples.

L'étude est plus ouverte car en terminale, on suppose l'élève comme mûr, capable d'assimiler ce qu'on lui donne, d'acquérir un esprit critique et d'assumer une certaine responsabilité. Après leur baccalauréat, les élèves (futurs étudiants) doivent choisir et suivre une formation qui leur convient le plus ; ou bien s'arrêter faute de moyens : financier,

infrastructure ... (près de 2/3 des bacheliers). Ainsi, on est désormais responsable de décision qu'on va prendre pour notre avenir. C'est là qu'on prenne une grande responsabilité et un grand engagement envers soi-même. En effet, on est sensé connaître le monde, même si ce n'est que l'initiation. Le problème c'est qu'on passe nos temps à citer et à identifier la supériorité du Nord : riche, développé, sans avoir suffisamment du temps pour analyser les sources de ses réussites et de savoir pourquoi nous : le Sud, en particulier Madagascar, n'avons pas cette capacité et cette opportunité. Pourquoi cette perpétuelle dépendance des pays pauvres tel Madagascar ? ; Pourtant on ne cesse d'affirmer que Madagascar est riche, seulement les Malgaches sont pauvres.

II. ETUDE DE MADAGASCAR DANS LES PROGRAMMES

L'étude de Madagascar dans les programmes en vigueur dans les lycées, l'analyse des thèmes concernant Madagascar et les périodes étudiées dans l'histoire de Madagascar dans chaque classe ont des répercussions sur la pensée et la culture des élèves, sur la façon dont l'élève va aimer Madagascar et qu'il soit fier de sa nation, de son pays et/ou de sa patrie, et aussi sur la façon de voir l'histoire, d'en tirer des leçons et/ou d'envisager des corrections suite aux erreurs commises.

On a déjà vu lors de l'étude des thèmes que 3 chapitres concernant Madagascar sont étudiés en secondaire second cycle (lycée) : 1 chapitre par classe. Ces chapitres sont constitués par 9 thèmes (100%) dont 3 thèmes (33%) par classe :

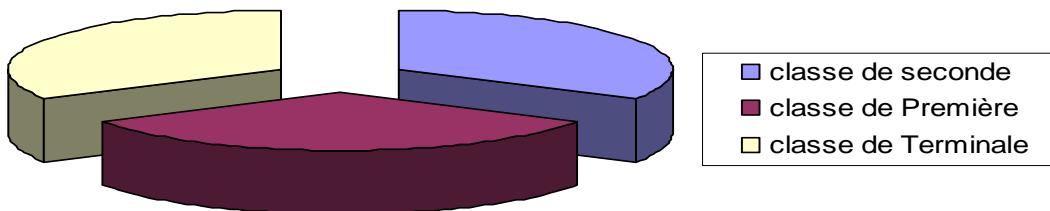
- Le chapitre traité en classe de seconde concerne *Madagascar et les étrangers du 15è au 19è siècle*. Il est constitué par trois thèmes dont :
 - Les tentatives d'implantation européenne du 15è au 18è siècle
 - La traite
 - Les relations de Madagascar avec les étrangers au 19è siècle
- *Madagascar, colonie française* pour la classe de première, qui se répartit comme suit :
 - La mise en place et l'organisation de l'administration coloniale
 - L'économie de Madagascar sous la colonisation
 - Les luttes contre l'ordre colonial
- *Madagascar depuis 1945 : décolonisation et recherche d'une voie de développement* est le chapitre traité en classe de terminale. Il est composé de trois thèmes dont :
 - La marche vers l'indépendance de Madagascar
 - Les institutions des républiques successives
 - L'économie malgache depuis 1945

	chapitres	Nb ⁷⁰	% ⁷¹
classe de seconde	Madagascar et les étrangers du 15è au 19è siècle	3	33%
classe de première	Madagascar, colonie française	3	33%
classe de terminale	Madagascar depuis 1945 : décolonisation et recherche d'une voie de développement	3	33%

⁷⁰ Nombre de thème dans le chapitre

⁷¹ Nombre de thème en pourcentage

ETUDE DE MADAGASCAR DANS LES PROGRAMMES



Commentaire :

La connaissance de l'histoire nous pousse à chercher et/ou à garder notre identité. Lorsqu'on ne sait pas d'où l'on vient, on ne saura jamais où l'on va. D'où l'intérêt particulier de l'étude de l'histoire de Madagascar dans les programmes.

On souligne, particulièrement, l'Histoire de Madagascar et des Malgaches qui vont, par la suite, s'unir et former une seule nation et un seul peuple, le Malgache. Tout en dépend. En connaissant bien notre histoire et notre pays, on devient fier de ce pays et tout ce qui lui concerne ; comme on dit : « il n'y a pas d'amour sans histoire ».

L'évolution de l'histoire de Madagascar détermine, en majeure partie, son identité : le fruit de l'évolution interne et l'influence externe (d'autres peuples ou d'autres civilisations). Cette histoire parle de Madagascar et son peuplement depuis la première installation humaine à Madagascar jusqu'aujourd'hui.

La répartition de chapitres, de thèmes paraît équitable car chaque classe traite un chapitre de trois thèmes concernant Madagascar. Le problème, ce sont les classes terminales. L'objectif se fixe, surtout, sur l'examen : l'obtention du diplôme de baccalauréat. La plupart des professeurs de ces classes n'arrivent pas à bien finir cette partie du programme. Il devient une habitude de la laisser ou de la traiter mais seulement les grandes lignes, sans entrer dans les détails. Tout le monde sait que l'histoire de Madagascar n'entre pas au baccalauréat. Donc, on n'y fait pas attention. Ce n'est pas étonnant si certains disent : *l'histoire de Madagascar n'est pas faite pour le baccalauréat. Elle est faite, surtout, pour le concours à l'université.*

L'effort doit, d'abord, venir des professeurs. Ils doivent être conscients de leurs responsabilités, de l'importance du rôle qu'ils ont à jouer, avant de porter la responsabilité à l'administration ou d'accuser les élèves aux autorités et au ministère de tutelle.

Quant au programme d'histoire des lycées, il est temps de le recontextualiser, le réviser parce que la technologie, la technique et la recherche modifient vite l'histoire. L'histoire évolue et tout s'est passé très vite. En fait, les curricula devraient être révisés régulièrement tous les 5 ou 10 ans.

CONCLUSION DE LA DEUXIEME PARTIE

Tout au long de son histoire, la politique éducative appliquée à Madagascar construit et entretient l'identité nationale. Si Madagascar et les Malgaches avaient leur identité ; elle s'effrite au 19^e et est perdue pendant la colonisation. A vrai dire, elle n'est pas perdue mais foulée. Une autre identité se superpose : l'identité européenne, notamment française. Effectivement, l'identité malgache est toujours là. Notre effort doit se concentrer sur l'éveil et l'entretien de cette identité cachée et enfermée. Et l'étude du programme d'histoire (des lycées) en vigueur justifie l'existence de cet entretien de l'identité nationale. Seulement, on doit faire attention à l'intrusion d'autres identités et d'autres civilisations à Madagascar, surtout en cette ère de mondialisation et de démocratisation. Il est de nos devoirs de renforcer l'unité nationale, la solidarité nationale et l'identité nationale à Madagascar. Le programme scolaire doit être adapté aux réalités malgaches et à Madagascar afin d'assurer de bons citoyens malgaches. Il est temps aussi de réviser, de remanier le programme actuel. Notre programme actuel est appliqué depuis 1995 alors que les curricula devraient être révisés régulièrement. L'étude du passé humain est l'objet d'étude de l'histoire pourtant les recherches historiques présentent de multiples difficultés dans leur réalisation mais cela n'empêche pas la modification très vite de l'histoire grâce aux progrès technique, technologique et la recherche. Ces aspects évolutifs des connaissances historiques et du système éducatif ont un impact notoire sur l'acquisition des connaissances de la part des élèves.

Malgré tout, les objectifs restent. A la sortie du lycée, l'élève doit être capable de :

- Comprendre le monde d'aujourd'hui dans sa diversité et dans son unité ;
- Identifier les relations de cause à effet de l'histoire ;
- Sélectionner les informations ;
- Distinguer fait et opinion en histoire ;
- S'informer pour développer l'esprit critique.

Rappelons toujours que, l'éducation et la formation sont deux éléments fondamentaux pour la lutte contre la pauvreté. Ainsi, l'Etat doit généraliser l'enseignement, notamment primaire, et améliorer la qualité en réhabilitant les infrastructures ; en redéployant le personnel enseignant en fonction des besoins réels déterminés en concertation avec les collectivités décentralisées ; en renforçant les mesures de motivation des enseignants ; en relevant le niveau du corps professoral ; et en améliorant la gestion des écoles. Ceci ne veut pas dire laisser de côté les adultes, on doit reprendre et/ou poursuivre la campagne d'alphabétisation pour adultes ; et on doit relancer les opérations d'animation rurale.

Troisième PARTIE

**LES ELEMENTS D'IDENTITE
NATIONALE A MADAGASCAR ET
CONTRIBUTION POUR L'ENTRETIEN
DE CETTE IDENTITE**

Voici ce qu'écrit Arich Lewy : Il est pratiquement impossible de dire si un programme d'enseignement est bien conçu avant d'avoir examiné les matières pédagogiques correspondant à ces spécifications. Un programme d'enseignement n'est vraiment bien conçu que s'il est possible de produire des matériels didactiques permettant d'atteindre les objectifs qu'il s'est fixé⁷². Le programme à lui seul ne résout que partiellement les problèmes de l'éducation. L'un des points les plus importants réside dans ce qu'on nomme ensemble pédagogique, c'est-à-dire l'ensemble des manuels, des livres, des auxiliaires audio-visuels ,des matériels et supports didactiques, tout en se référant toujours à la libre et facilitation d'accès à l'information. L'éducation et la formation à l'école ne dépendent pas seulement du programme bien monté. Elle dépend surtout des moyens et matériels utilisés pour son accomplissement, en ne minimisant la personne qui va exécuter le travail : l'enseignant. L'éducation est tout un mécanisme. Tous les éléments qui la constituent forment un tout. Si l'un d'eux n'est pas présent, on sent un handicap. Une bonne éducation scolaire est acquise grâce à sa propre trilogie qui se perfectionne et se respecte : le contenu/les matériels/les enseignants.

Si l'école assure l'éducation et la formation des enfants, il est à rappeler que toutes éducations ne sont pas forcément acquises au niveau des établissements scolaires. A part l'école, la famille, la société, les différentes institutions, et même l'Etat ont leur part de responsabilité dans l'éducation des enfants pour devenir des citoyens responsables. A partir de notre analyse dans cette **troisième partie** du travail, on peut savoir, ou au moins, prévoir le genre de citoyen que nous voulons former et créer à Madagascar. À travers l'étude de l'identité nationale à Madagascar, on peut savoir l'originalité, la ou les spécificité(s) des Malgaches et/ou du peuple malgache, en tirant les indicateurs d'identité nationale à Madagascar. Etant donné qu'on étudie le programme d'histoire des lycées, il est normal si nous apportons une analyse synthétique et un résultat des enquêtes/entretiens faites auprès des professeurs d'histoire - géographie de quelques lycées et des enseignants-chercheurs. A partir des données recueillies, on passe au commentaire. D'autant plus, il est possible d'apporter les points de vue des professeurs des lycées et des enseignants chercheurs enquêtés sur le contenu du programme actuel. On tient autant la contribution des autres entités, à l'instar du rôle de l'Etat et de chaque citoyen, dans la construction de l'identité nationale à Madagascar. On essaie également de proposer des suggestions pour le programme futur. Au cours de ce travail, on se réfère constamment aux réalités malgaches.

S'il est possible de dégager les indicateurs d'identité nationale à Madagascar, cela veut dire que des éléments d'identité nationale sont observables à Madagascar. La question qui se pose après est que si Madagascar a son identité nationale, quel est l'obstacle pour ne pas vouloir ou oser la montrer ?

- Est-ce l'ignorance ?
- Est-ce l'inconscience de sa valeur ?
- Est-ce l'absence de la volonté ?
- Est-ce l'incapacité de savoir le sens ?
- Est-ce la honte causée par la reconnaissance d'être inférieur que les autres ?
- Est-ce l'absence de sentiment de possession de vraie nation, de son identité ou la valeur de notre patrie ?
- Est-ce la recherche de ne pas être inférieur que les autres ?

⁷² Arich Lewy : « La planification du programme scolaire », UNESCO, Paris, 1978 ; cahier n°23. pp.52-53

Chap. I- LES ELEMENTS ESSENTIELS CONSTITUANT L'IDENTITE NATIONALE A MADAGASCAR

I. MADAGASCAR ET IDENTITE NATIONALE

1. RAPPORT ENTRE MADAGASCAR ET MALAGASY

L'identité est le rapport que présente entre deux ou plusieurs êtres ou choses qui ont une ressemblance plus ou moins parfaite.

On peut décortiquer comme suit la relation entre « Malagasy » et « Madagascar »⁷³ :

- ➔ *Malagasy* = signe icône de *Madagascar*
- ➔ *Madagascar* = signe icône de *Malagasy*

Signe icône veut dire que le signe représente et désigne sans faille l'objet signifié par ce signe. Ainsi,

- ➔ *Malagasy* est l'image reflétée de *Madagascar* dans un miroir
- ➔ *Madagascar* est l'image reflétée de *Malagasy* dans un miroir

On ne dit pas *semblable* parce que ce terme désigne quelqu'un ou quelque chose qui ressemble à quelqu'un ou à quelque chose d'autre. Mais on parle ici de deux choses ou de deux êtres qui sont de la même nature et de la même qualité. Par conséquent, *Malagasy* et *Madagascar* doivent être similaires comme si on prend deux figures géométriques, l'une est l'image de l'autre par similitude. Le verbe *sembler* veut dire présenter l'apparence de ..., donner l'impression d'être ou de faire quelque chose ; tandis que *similaire* se dit de choses qui peuvent, d'une certaine façon, être assimilées les unes aux autres c'est à dire *anologue*.

Ainsi, en parlant de *Madagascar* et de *Malagasy*, c'est le caractère identique que nous voulons dire car elle présente une ressemblance plus ou moins parfaite. Le nom *ressemblance* est proche mais ne traduit pas entièrement le terme car il parle seulement du rapport entre des personnes présentant des traits physiques, psychologiques communs ou du rapport entre des objets ayant certains éléments communs⁷⁴. La différence avec l'explication ci-dessus est qu'ici, c'est une comparaison et on parvient au verbe *ressembler* qui veut dire présenter une ressemblance avec. La relation et l'interaction d'identité entre deux circonstances ou deux choses conduisent à la similitude parce que finalement toutes caractéristiques qu'on trouve dans l'une sont présentes dans l'autre. C'est la relation que doit avoir *Madagascar* et *Malagasy* : plus le temps passe, plus la similitude doit être confirmée ; et non le contraire, plus le temps passe, plus les *Malagasy* ne reconnaissent plus leur identité.

2. MADAGASCAR ET IDENTITE NATIONALE

Si une nation est l'ensemble de plusieurs communautés qui vivent et s'épanouissent dans un vaste territoire donné⁷⁵. Elle est, donc, considérée comme une grande communauté ; or une communauté est l'ensemble de tout individu qui vit et s'épanouit dans une communauté de vie limitée par un territoire, un travail, une religion, des mœurs et coutumes, un mode de vie. Notre nation est le *Malagasy* (Malgache) et vit dans le territoire de *Madagasikara* (Madagascar). *Madagasikara* désigne une étendue territoriale qui limite l'environnement dans lequel vivent les *Malagasy*. *Madagasikara* a son climat, sa nature,

⁷³ Démonstration d'un enseignant-chercheur.

⁷⁴ M. F. MASSON et PEIRON : *Comment se construit l'identité nationale ?*, Fayard, 1992, p 238

⁷⁵ Réponse d'un professeur lors de l'entretien

toutes ses différentes matières et ressources naturelles, minières (sous sol), énergétique et marines. Les *Malagasy* ont leur langue avec laquelle ils expriment leur pensée, leur perception d'une chose, leur façon de voir et de comprendre le monde ; ils se communiquent. Cette langue structure leur pensée, leur esprit et leur sentiment qui les différencie des autres. Ils ont leur façon de gérer leur vie dans toutes ses formes. Ils ont leurs mœurs et coutumes dans plusieurs domaines. Ils ont leur religion, leur croyance, leur Dieu. Ils ont celles ou ceux qui leur font peur et qu'ils respectent. Ils ont ceux qu'ils pensent comme justice, équité, loyauté, droiture, vérité. Ils ont leurs buts et objectifs dans leur vie et vécu.

Tous ces éléments déterminent l'identité malgache, exprimée par leur unité cultuelle, culturelle, historique, conceptuelle, philosophique, linguistique. Les Malgaches avaient (et ont encore, surtout en milieu rural) leur propre organisation politique, socio-économique et culturelle. Tout cela est liée à la « conscience historique » et montre que les Malgaches ont encore leur identité nationale même si la majeure partie de cette identité est régionale et/ou ethnique.

L'identité nationale est vague. En un coup d'œil, c'est l'appartenance nationale. A Madagascar, les gens se fondent, surtout, sur la perception ethnique. Ils se reconnaissent beaucoup plus en ethnies: Tsimihety, Betsimisaraka, Merina, Betsileo, Sakalava, etc, qu'en nation (Malgache). Les critères sont simples, quand on parle de l'identité nationale : c'est l'ensemble des éléments qui différencient une nation à une autre. Ces éléments sont propres à la nation ou, au moins, on la reconnaît grâce à ces éléments ; et être connu mondialement. Ex : Identité française

L'identité nationale n'est pas encore bien ancrée dans l'esprit des gens. Au fond, ils reconnaissent, tous, qu'ils sont Malgaches. Ils sentent l'existence de cet esprit mais ils n'arrivent plus à définir la spécificité des Malgaches par rapport aux autres nations. C'est très difficile de déterminer ce qui nous différencie des autres. Certains l'ignorent même. On ne voit plus très bien les éléments qui unissent les Malgaches. L'unité nationale est très fragile et lorsque Madagascar est frappé par une crise, celle-ci touche le conflit ethnique qui n'est autre que l'une des conséquences de la politique de « diviser pour régner » pendant la colonisation. Le pire est que certain, pour des raisons politiques, en profitent pour pouvoir monter au pouvoir.

II. DES ELEMENTS ESSENTIELS CONSTITUANT L'IDENTITE NATIONALE

1. LES TROIS ELEMENTS ESSENTIELS

Les trois éléments essentiels constituant l'identité nationale sont : le pays, la langue, l'histoire commune.

Un **pays** est un territoire caractérisé par une unité, qui peut être politique, sociale, historique, culturelle ou économique. Il est délimité par des frontières. Les frontières ont une histoire. Le tracé actuel des frontières telles qu'on peut les voir sur une carte résulte d'une histoire. Il suffit d'ailleurs de regarder des cartes du monde datant de différentes périodes pour s'en rendre compte. Etant donné que Madagascar est une île, elle n'a pas connu la délimitation des frontières. Un pays est doté d'un État souverain ; ses habitants ont une nationalité. Le pays, dans lequel la nation vit, est très important. Les Malgaches ont *Madagascar* qui est une île-continent dans l'Océan Indien. Il a sa propre situation géographique et sa constitution physique.

On compte près de 7 000 langues différentes dans le monde ! 33 % d'entre elles se trouvent en Asie, 30 % en Afrique, 19 % en Océanie, 15 % en Amérique et 3 % en Europe.

Parmi elles, seulement 200 environ s'écrivent. Les langues ne sont pas toutes également réparties. Elles ne sont pas toutes parlées par beaucoup de gens : il existe même de très fortes disparités, puisque les spécialistes estiment que 95 % des habitants de la planète se partagent environ 75 langues. Signalons que les langues vivent et meurent, elles ne sont pas figées : elles naissent, se transforment, disparaissent. On appelle « langues vivantes » les langues parlées aujourd'hui dans le monde. Les langues qui ont disparu, comme le latin, le grec ancien, le sanskrit (ancienne langue de l'Inde) ou le sumérien (ancienne langue de la Mésopotamie) sont des « langues mortes ». La langue malgache est l'une des langues vivantes. La **langue** et l'appartenance d'une langue nationale sont importantes quand on parle de l'identité nationale. Elle est un signe d'unité nationale qui développe et fait vivre la solidarité nationale. Les Malgaches ont *le malgache* comme langue maternelle même s'ils sont composés de plusieurs ethnies, et presque chaque ethnie a parfois son dialecte. Effectivement, le meilleur facteur d'identité est une langue commune.

Si la langue commune est le meilleur facteur d'identité, l'**histoire commune** est la base d'une identité nationale. L'histoire est le récit des hommes du passé, elle décrit des événements qui ont réellement existé. L'histoire sert à connaître les civilisations passées : les événements qu'elles ont vécus, leur identité, leur culture, leur évolution, leurs découvertes. En connaissant l'histoire, l'homme se forge une mémoire plus étendue que la sienne propre. C'est ce que l'on appelle la mémoire du passé, la mémoire collective, la mémoire de l'humanité. Fort de cette seconde mémoire, l'homme peut être plus attentif à l'histoire qui se crée autour de lui. L'histoire sert aussi à prendre conscience des héritages communs. Les civilisations entrent en contact les unes avec les autres ; de ces relations naissent des échanges. Certaines civilisations ont laissé leur empreinte, un héritage pour les hommes qui leur ont succédé. L'héritage peut également être au cœur d'une même civilisation : les premiers Québécois sont des Français qui se sont installés dans le Nouveau Monde. Aujourd'hui, la trace la plus évidente de la culture commune entre ces deux peuples est la langue française.

Madagascar et les Malgaches ont suivi et vécu plusieurs phases d'histoire (périodes historiques) et plusieurs histoires : histoire politique, socio-économique, culturelle et histoire des idées. Tout au long de leur histoire, Madagascar et les Malgaches connaissent et nouent plusieurs relations selon le temps et l'époque dans lesquels ils vivent : la Protohistoire malgache (le début de l'histoire malgache et la Période clanique), la Période des royaumes malgaches, la Période du royaume malgache : le 19^e siècle malgache, la Période coloniale : le 20^e siècle malgache, la République malgache (les trois Républiques de Madagascar). L'histoire commune marque l'unité et renforce la solidarité nationale. Elle développe la mémoire collective⁷⁶.

2. LES AUTRES ELEMENTS

L'identité nationale se matérialise par les grands événements, les mouvements populaires, l'organisation politique, l'organisation socio-économique, la culture, les mœurs et coutumes, les valeurs (morale et religieuse).

L'Identité nationale se matérialise, par les **grands événements** tels l'Indépendance, l'événement de 1947 pour Madagascar. En 1896, Madagascar est intégrée à l'empire colonial français. La résistance anticoloniale se poursuit, conduite par une société secrète, la Vy, Vato, Sakelika (fer, pierre, ramification), qui est démantelée en 1916 mais demeure une

⁷⁶ Certains historiens et didacticiens la considèrent comme conscience historique.

référence dans la conscience nationale. La période d'après-guerre est marquée par la reprise de l'agitation nationaliste. En 1946, Madagascar obtient le statut de territoire français d'outre-mer et est dotée d'une assemblée élue, aux pouvoirs limités. En mars 1947, les nationalistes organisent un soulèvement armé dans la région orientale. La rébellion n'est réduite qu'au mois d'août, et la répression fait près de 50 000 morts.

Durant les années 1950, l'autonomie de l'île est renforcée. En 1958, la Constitution de la V^e République française est approuvée par 78 p. 100 de l'électorat malgache et Madagascar devient une république autonome dans le cadre de la Communauté française. Philibert Tsiranana, chef du Parti social-démocrate, en devient le président. Le pays accède à l'indépendance le 26 juin 1960 tout en conservant des relations privilégiées avec la France.

Les **mouvements populaires** que connaît Madagascar sont ceux de 1972, de 1991, de 2002 et de 2009.

Le mouvement de 1972 : Après une décennie de stabilité politique, l'île est ébranlée par de graves troubles politiques et sociaux, révélant l'usure du pouvoir. Tsiranana est néanmoins réélu pour la seconde fois en janvier 1972. Au printemps de la même année, une grève étudiante se transforme en grève générale. Le gouvernement donne l'ordre de tirer sur les manifestants. Tsiranana est contraint de laisser le pouvoir au chef de l'état-major, le général Gabriel Ramanantsoa

Le mouvement de 1991 : En 1991, après une série de grèves générales et de manifestations massives dans les rues de la capitale — violemment réprimées par les forces de l'ordre —, le président malgache amorce une démocratisation du régime, avec la mise en place d'un gouvernement de transition. Après l'adoption par référendum, en 1992, d'une nouvelle Constitution, l'élection présidentielle de 1993 voit l'arrivée au pouvoir du professeur en médecine Albert Zafy.

Le mouvement de 2002 : L'élection présidentielle de décembre 2001, qui oppose Didier Ratsiraka, président sortant, à Marc Ravalomanana, maire d'Antananarivo, marque le début d'une crise politique qui s'enlise pendant des mois. Des manifestations répétées de soutien à Marc Ravalomanana ont lieu. Des affrontements armés opposent les troupes du maire d'Antananarivo et celles du président sortant. Le 26 juin 2002, les États-Unis reconnaissent Marc Ravalomanana comme le président de Madagascar, suivis le 3 juillet par la France. Le 5 juillet 2002, la crise malgache prend fin (le départ de Didier Ratsiraka de l'île).

Le mouvement de 2009 : la crise a commencé dès le mois de janvier : le samedi 17 janvier, le maire de la capitale Andry Nirina Rajoelina inaugure à Ambohijatovo le « kianjan'ny demokrasia », les manifestations ne s'arrêtent pas à Ambohijatovo mais déclinent sur la place du 13 Mai. La sortie de la place du 13 Mai, le 25 janvier, provoque des dégâts monstrueux au niveau national : les stations RNM et TVM (Radio et Télévision Nationales Malagasy), la station MBS (Radio, Télévision du Président Ravalomanana Marc), les grandes surfaces Magro (appartenant au Président) de la capitale et puis de quelques régions de la grande île sont brûlées. La catastrophe s'est passée le 7 Février lorsque le Premier ministre Monja Roindéfio tente, avec les manifestants, d'accéder à Ambohitsirohitra palais présidentiel, et provoquant la mort de plus de 28 personnes (l'armée tire sur les manifestants). Andry Rajoelina devient Président de la HAT (Haute Autorité de la Transition). On cherche par la suite un gouvernement d'union nationale, accepté par les quatre mouvements : Ratsiraka Didier, Zafy Albert, Ravalomanana Marc et Rajoelina Andry Nirina. Des conférences se sont tenues pour résoudre la crise : à Maputo, à Antananarivo (Carlton), à Addis-Abeba. Andry Nirina Rajoelina est devenu Président de la Transition coprésidé par Fetison Rakoto Andrianirina et Emanuel Rakotovahiny, selon la Charte de la transition, signée le 07 Novembre 2009 à Addis-Abeba.

Son **organisation politique** : À l'époque contemporaine, la république revêt encore les deux acceptations dégagées plus haut. D'une part, de très nombreux États nés des vagues successives de créations d'État, depuis le XVIII^e siècle jusqu'à la décomposition du bloc soviétique, sont devenus républiques, signalant par là qu'ils accèdent à la dignité d'États souverains indépendamment du régime politique qu'ils adoptent. En témoigne la diversité des régimes africains, sud-américains ou est-européens se présentant comme des républiques. D'autre part, depuis la fin du XVIII^e siècle, la république a fourni le cadre dans lequel a progressé la démocratie libérale dans le monde occidental. République et démocratie libérale ne sauraient pas toujours être assimilées, même en Occident, dans la mesure où de nombreuses monarchies constitutionnelles y présentent le visage de la démocratie représentative pluraliste et libérale (Angleterre, Pays-Bas, Espagne, pays scandinaves...).

Le mot république vient du latin *res publica*, qui signifie « la chose commune », « la chose publique ». Dans cette forme d'organisation politique, le pouvoir est exercé par le peuple par l'intermédiaire des représentants qu'il élit. En ce sens, la république s'oppose à la monarchie, dans laquelle le pouvoir appartient à un roi ou un empereur. Mais, de même qu'une monarchie peut être démocratique, une république n'est pas forcément démocratique.

Madagascar a connu trois républiques et on vit actuellement la phase transitoire pour la quatrième République malgache. Les différentes crises (périodiques) qui se sont passées à Madagascar prouvent que Madagascar est encore en quête d'une vraie République démocratique. C'est ce qu'on espère avoir pour la quatrième République. Madagascar a autorisé en 1991 le multipartisme, qui est l'un des fondements de la démocratie mais ceci devient un problème car Madagascar connaît en ce moment environ 200 partis politiques. Il est fondamental que tous les points de vue puissent s'exprimer librement, et que plusieurs partis politiques d'opinions différentes puissent s'affronter, mais on constate toujours que le débat politique reste encore insuffisant pour ne pas dire absent à Madagascar. Ce débat doit s'effectuer par l'intermédiaire des médias (journaux, télévision,...). Il a surtout lieu à l'Assemblée nationale, où siègent les députés (les représentants élus par le peuple malgache). Là, les débats confrontent les partis de la majorité (ceux qui ont la majorité de députés et exercent le pouvoir) aux partis de l'opposition. On constate toujours le désintérêt des citoyens pour la vie politique : très peu des électeurs sont membres d'un parti politique à Madagascar. En outre, de plus en plus d'électeurs n'exercent pas leur droit de vote. Cette augmentation du taux d'abstention indique qu'une partie de plus en plus grande des citoyens se désintéresse de la vie politique.

Son **organisation socio-économique** : dans les pays développés, l'intervention de l'État est importante dans le domaine économique et social : l'État fixe la durée légale du travail et le montant du salaire minimum, distribue des allocations aux familles nombreuses, aux chômeurs, aux handicapés, aux étudiants, aux personnes âgées, aide les agriculteurs, ... ; c'est loin de la réalité à Madagascar. À Madagascar, c'est l'entreprise (privée) qui fixe la durée du travail et le salaire à sa guise : selon les commandes, le nombre des ouvriers, ... ; il n'y a pas d'allocation pour les hommes marginalisés, ... Le système socio-économique malgache reste encore dans la phase traditionnelle où chaque structure sociale (par âge et par sexe) détient sa tâche propre à elle, on essaie toujours de s'organisation en *fokon'olona*.

Sa **culture** : La culture est la somme de connaissances propres à élever l'individu moralement et intellectuellement. Quelquefois, on la met en parallèle avec l'éducation qui est une acquisition des connaissances. Cette culture est la plus grande question, en parlant de l'identité nationale, car chaque nation, naturellement, est fière de sa culture et refuse l'intrusion d'autres cultures. Cette culture même détermine, en majeure partie, l'identité d'une nation. Selon Edward Burnet Tylor, la culture est un tout complexe qui englobe les

connaissances, les croyances, l'art, la morale, la loi, la tradition et toutes autres dispositions et habitudes acquises par l'homme en tant que membre d'une société⁷⁷.

A l'heure actuelle (le contexte de la mondialisation), il est nécessaire de consacrer beaucoup plus de temps sur les phénomènes de métissage des cultures (« créolisation »). Grâce aux flux plus nombreux et plus intenses de personnes, de biens et de valeurs, les individus d'une société donnée ont accès à plusieurs autres espaces culturels. Notons qu'en empruntant des éléments au sein de ces autres cultures et les adoptant au sein de la nôtre, on participe déjà à la créolisation de cette dernière. Sa culture identifie beaucoup plus une nation mais il est très difficile actuellement de se contenter sur ce domaine pour déterminer l'identité nationale d'un pays. Le terme culture n'est pas, aussi, loin des sciences humaines. Elle est l'ensemble des traditions, des valeurs, des acquis intellectuels et des savoir-faire propres. Exemples : l'exhumation, la circoncision, le *Fitampo*, la croyance traditionnelle, le « sampy malagasy », le respect du tabou et des endroits sacrés, de personne âgée : le *Ray aman-dReny*, le discours moralisateur, l'habillement, ...

Ses **mœurs et coutumes** : on parle ici de la façon de vivre héritée du passé (particulière à un peuple ou à un groupe social) et la manière habituelle de se comporter : synonyme de tradition. La coutume est une source du droit. Elle est considérée par tous comme obligatoire, depuis toujours. En droit, le terme « coutume » désigne des usages, des traditions qui deviennent des règles de droit parce qu'elles sont suivies spontanément et transmises par l'ensemble de la société.

Ses **valeurs** : La valeur est l'ensemble de qualités (d'un objet, d'une réalisation ou d'une idée). Elle peut être l'ensemble de qualités suscitant l'estime (pour une personne), la force morale face au danger ou aux difficultés. En prenant comme exemple les valeurs de l'humanisme, ces valeurs sont :

- La redécouverte de l'Antiquité : l'humanisme est caractérisé par la découverte (ou la redécouverte) des écrivains de l'Antiquité gréco-romaine, comme Platon, Sénèque ou Cicéron. Ces auteurs servent désormais d'exemples de vie, d'écriture et de pensée. Les humanistes en tirent un modèle de perfection humaine vers lequel il faut tendre, sur les plans intellectuel, moral et artistique.
- La place de l'homme : l'humanisme fait de l'homme et de l'esprit humain les valeurs suprêmes. Les humanistes défendent l'idée que l'homme a une position centrale dans le monde (alors que, durant le Moyen Âge, c'était Dieu qui avait cette place). En ce sens, l'humanisme a constitué l'une des plus profondes mutations de l'histoire de l'Occident chrétien.
- L'attitude à l'égard de la religion : l'intérêt des humanistes pour la langue des Hébreux et les auteurs anciens, grecs et latins, suscite de vifs reproches de l'Église catholique qui les accuse de « paganisme », c'est-à-dire de manquer de foi. Pourtant, aux yeux des humanistes, il n'y a aucune contradiction entre les valeurs du monde gréco-romain et le message du Christ.

La grande valeur malgache est le fameux *fhavanana malagasy*.

L'identité est l'originalité

L'originalité est considérée comme la singularité et la spécificité d'une nation. Elles doivent être vues dans plusieurs domaines : politique, socio-économique, culturel, artistique, idéologique, philosophique, valeur. La constitution de la population malgache est unique car les Malgaches ne sont pas asiatiques, ni africains. Cette position aléatoire peut être un

⁷⁷ Microsoft® Encarta® 2007 : recherche sur la culture

avantage mais elle peut se présenter, aussi, comme inconvenient. C'est cette dernière qui tient la plus grande place. Ce mariage de deux races nous différencie mais diminue notre valeur car nous ne sommes pas purs. La composition de deux races jaune et noire prouve l'impureté de notre identité. Prenons le cas de la France. La liberté est l'une des singularités des Français, elle fait partie de leur valeur : son peuple n'est pas fatigué de chercher sa liberté ; c'est une célèbre terre d'accueil. La facilité d'exil politique la prouve aussi. La liberté est déterminée par un régime démocratique, le respect de la démocratie ou la voix de la majorité (du peuple). Tout ce qu'on vient de citer est reconnu mondialement. En effet, la liberté, fait partie de l'identité française, qui la différencie des autres.

Revenons à l'identité malgache. Elle n'est pas palpable. On ne la vit pas. On ne trouve pas vraiment des éléments, spécifiquement malgaches et nous différencient des autres. Technique et intellectuellement, jusqu'à présent, on ne voit pas très bien ni des techniques, ni des matériels ou outils créés par les Malgaches. Il n'y a pas encore des hommes célèbres malgaches qui reçoivent de prix Nobel (en science, physique ou chimie, de la paix, par exemple), même si certains tiennent une place importante au niveau mondial. En parlant des richesses du sous-sol malgache, on ne trouve pas des ressources minières spécifiquement à nous. Peut être la « ruse des étrangers », l'« exploitation illicite » ou l'« exploitation sauvage », en d'autres termes, l'abus fait par les étrangers aux richesses malgaches ; même ceux ci frappent la majorité des pays sous-développés. La flore et la faune sont l'un des éléments qui nous différencient des autres. On est connu mondialement au niveau de la recherche scientifique grâce à leur diversité et la présence de plusieurs espèces rares et endémiques. A cette occasion, nous devons en profiter pour nous différencier des autres et pour développer notre pays sur la recherche scientifique et sur le plan médical. Si nous voulons parler de la langue, presque toutes les nations existantes ont leur langue. Contrairement à d'autres, à l'instar de l'anglais, l'allemand, l'arabe ou le français, le malgache ne peut pas franchir l'aéroport d'Ivato. Mais tout de même, la langue malgache est unique.

Conclusion : L'identité nationale à Madagascar

Est-ce que nous avons vraiment notre particularité, notre singularité par rapport aux autres, actuellement ou auparavant ? Ou bien est-ce une fierté mal placée ? Le souci, c'est la régression de notre identité. Voyons le cas de l'île Maurice, où était Maurice à la fin du 18^e et au début du 19^e siècle (période des royaumes malgaches) et où en est-elle actuellement ? On n'arrête pas de dire que le « fihavavana » est une identité malagasy, pourtant presque toutes les nations le connaissent et le respectent ; évidemment, pas par le terme « fihavavana ». C'est pourquoi elles vivent en paix, loin de la guerre. On ne perd pas d'espoir, heureusement la famille est la valeur la plus importante pour l'adolescent malgache : 93,5 % des jeunes déclarent y attacher beaucoup d'importance⁷⁸. Elle traduit l'attachement affectif des jeunes pour la famille. Ainsi, elle est un facteur facilitant la transmission des valeurs. Le gouvernement actuel noue des relations et cherche de l'aide à travers le monde. C'est une forme de construction d'identité nationale qui ne fait qu'empirer notre cas : « chercher de l'aide » est, ici, « mendier ». Si telle est notre identité, c'est une identité négative alors que ce que tout le monde cherche, c'est une identité positive, une identité qui montre leur point positif.

⁷⁸ Daniel RAZANAKOLONA S., *Conscience historique et représentations sociales : Les enfants malgaches face à leur histoire*, mémoire bibliographique : Année 2006

Chap. II- LES IDENTITES A MADAGASCAR ET RESULTATS DES ENQUETES

I. LES IDENTITES A MADAGASCAR

1. THEORIES

En parlant de « l'identité ... à Madagascar », la confusion réside dans plusieurs concepts notamment l'identité nationale, l'identité nationale à Madagascar, l'identité malgache, l'identité des Malgaches. Les simples citoyens ignorent qu'une différence réside entre eux. Les dirigeants ne veulent pas mentionner cette différence. Les autres secteurs profitent de son utilisation proportionnellement à leur profit, à leur intérêt, et à ce qui leur convient le plus tels les partis politiques, certains des secteurs privés. D'autres cherchent à retrouver et affirmer de nouveau notre identité. Ils se retrouvent face à plusieurs obstacles à surmonter. Ils sont encore fragiles tout en essayant d'établir leur force et conquérir le soutien du public. C'est le cas de certaines associations membre de la Société Civile telles les associations luttant contre l'exploitation abusive des richesses nationales, associations œuvrant pour le développement de l'artisanat malgache, pour la sauvegarde des patrimoines malgaches, des sites touristiques. Les écrivains quant à eux, n'osent pas s'exprimer correctement, expliquer cette différence et apporter plus d'information sur ce sujet.

Les anthropologues marxistes, ainsi que les militantes féministes, quant à eux, soulignent que le concept de culture masque en réalité les clivages entre les classes, les genres et les différentes idéologies qui s'affrontent dans une société⁷⁹. La question se pose : comment ces valeurs contradictoires peuvent-elles s'articuler pour donner naissance à d'autres valeurs et à d'autres pratiques ? Notre analyse personnelle rejoint la conclusion suivante : l'identité nationale, l'identité nationale à Madagascar, l'identité malgache, l'identité des Malgaches sont complémentaires tout en conservant leur propre sens.

2. CONSTAT

Nous avons l'impression que l'« identité » a son propre schéma. Quand on prend l'exemple de Madagascar, nous avons le cas suivant : au-dessus de tout, sur la place suprême, nous avons l'identité nationale ; suivie de l'identité nationale à Madagascar ; ensuite, intervient l'identité malgache ; puis, l'identité des Malgaches ; sans oublier, en bas de l'échelle, chaque individu qui a sa propre identité.

- Identité nationale : **la théorie**. Chaque pays et/ou chaque nation a son identité, propre à lui. Chaque pays et/ou chaque nation doit avoir une histoire commune, sa culture qui le différencie des autres, une langue commune, son mode de vie, et d'autres spécificités tels la religion, les mœurs et coutumes, l'organisation politique, économique et sociale.
- Identité nationale à Madagascar : **la pratique** de la théorie sur un exemple concret (Madagascar). Comment Madagascar a vécu cette théorie ? L'identité nationale existe à Madagascar : sa culture, sa langue, son histoire commune, sa religion, son mode de vie, ses mœurs et coutumes, son organisation politique, économique et sociale le différencient des autres.
- Identité malgache : les caractéristiques, les spécificités des Malgaches (par rapport à d'autres civilisations). Citons quelques exemples : le *fihavanana*, le *vakodrazana*,

⁷⁹ <http://www.la-croix.com>

le respect des Ray aman-dReny, la langue malgache, l'habillement : le *malabary* et *lambahoany*, la croyance au *Zanahary* et le respect du *Razana*, l'exhumation, les « 18 ethnies » avec leurs mœurs et coutumes.

Identité des Malgaches : on parle d'une identité sociale, c'est le sentiment ressenti par un individu d'appartenir à tel groupe social, et qui le porte à adopter certains comportements spécifiques.

À Madagascar, on connaît plusieurs identités, selon le statut ou la classe sociale : classe riche, aisée, moyenne ou pauvre. Chaque société a sa propre identité et chaque individu qui la forme vit cette identité. Ainsi, on le prend comme membre de cette société. Les hommes riches expriment le mode de vie, la façon de penser de la société des riches. Les hommes pauvres expriment le mode de vie, la façon de penser de la société des pauvres. En effet, les caractères spécifiques d'une société couvrent tout individu qui la forme. Ces caractères deviennent, par la suite, des critères de jugement ; selon la région et/ou province, l'ethnie (plus de 18 ethnies) ou le groupe social ; selon son dialecte (nombreux) ; selon la religion : à part la religion des ancêtres (l'animisme), la FFKM : Fiombonan'ny Fiagonana Kristiana eto Madagasikara (la religion catholique, la FLM : Fiagonana Loterana Malagasy, la FJKM : Fiagonan'i Jesoa Kristy eto Madagasikara, l'église anglicane), l'islam, l'église adventiste, les églises orthodoxe, apocalypse, Jesosy mamonjy, témoin de Jéhovah, pentekotista mitambatra, etc.

- Identité individuelle : car chaque individu est unique, chacun a son caractère, sa spécificité, sa personnalité selon son éducation, la société et l'environnement dans lequel il vit. L'identité administrative en est l'exemple parfait.

II. IDENTITE REGIONALE PLUTOT QUE NATIONALE

1. LES IDENTITES REGIONALES

Le fondement des identités régionales (l'histoire)

Le Malgache (nation) est constitué par des ethnies (plus de 18). Pendant la période clanique, on assistait à des multitudes de clans/foko. La période des royaumes malgaches est marquée par l'apparition des cinq grands royaumes à Madagascar : Sakalava, Betsimisaraka, Sud Sud-Est, Betsileo et Merina. Le roi Andrianampoinimerina a eu l'idée d'unir des royaumes autour de celui d'Imerina. Le roi Radama I, son fils, a continué son œuvre et va devenir roi de Madagascar. Au temps du royaume malgache, c'était la dynastie royale merina qui dirigait Madagascar.

En effet, tout au long de son histoire : Madagascar et les Malgaches, les petites communautés malgaches (foko), les roitelets et les petits royaumes qui vont devenir de grands royaumes après les conquêtes alimentées par la traite des esclaves, connaissaient leur propre réglementation économique (la monnaie, le marché), leurs structures sociales, leur organisation étatique ou administrative, et même la situation des individus dans leurs groupes et l'organisation des groupes sociaux (le système des « castes » ...). Ainsi, avant 1896, chaque groupe, FOKO, a ses organisations politique, socio-économique, ses lois et ses coutumes. Chaque groupe aussi possède ou acquiert des caractères propres, une mentalité collective. Il importe de souligner qu'au début du 19^e siècle, les coutumes subissent l'attrait et la contamination des apports européens, le christianisme avec sa théologie et sa morale. Cette dernière soulève un autre bouleversement au sein de la société : l'apparition des traditionalistes et des modernistes.

Le HASINA, un exemple de cette diversité régionale

Le Hasina est, pour le commun des Malgaches, une notion religieuse. On le définit comme un pouvoir mystique qui circule entre les êtres ; et cette liaison mystique s'exerce sur le visible et l'invisible, entre les morts et les vivants, et même entre l'homme, les végétaux et le monde animal. Pour la pratique du Hasina, il se réalise lors de l'intronisation du nouveau roi et lors de l'offrande du Hasina au souverain. Le transfert du Hasina est maintenu et entretenu à chaque cérémonie officielle ; ainsi, durant le fandroana ou le fitampoha, le Hasina doit être offert en paroles et en piastres.

Pour le Malgache, tous les actes touchant la vie d'un individu doivent être authentifiés et sanctifiés par le Hasina, mais les rites et usages sont différents selon les régions : rejet d'enfant ou adoption d'enfant(s), circoncision, mariage, affranchissement, etc. D'une manière générale, les rites sont accompagnés, soit du feu, soit de la pierre sacrée (pour l'offrande), soit de la pièce d'argent, soit des prières ou bien des interdits. Ces accompagnements varient d'une région à une autre mais varient aussi selon la cérémonie à célébrer ; mais ils ont tous le pouvoir d'augmenter le Hasina.

La notion de Hasina a une envergure nationale mais prend ses formes locales à l'instar de fanasinan' Andriana en Imerina, de tsangan-tsaina de Njaoty en pays Antakarana, de tsaboraha en pays Betsimisaraka. Lors de l'intronisation royale :

- Chez les Sakalava, le souverain tient les reliques de ses ancêtres, les Dady. Ce qui atteste qu'il est bien le continuateur de sa dynastie.
- Chez les Merina, son élévation sur une pierre sacrée lui communique la puissance de ses ancêtres. Le souverain s'identifie à la pierre sacrée : il devient dur, solide et immortel.

La puissance royale est accentuée par certains rites et usages :

- Le rite du bain. Par ce rite, le roi est réimprégné de sa puissance. C'est le fandroana ou le fitampoha
- Devant le roi ou en sa présence, les sujets doivent adopter certaines attitudes.

Exemples :

- Chez les Sakalava, on ne peut pas rester debout devant le roi ;
- Chez les Merina, on doit se découvrir et saluer le souverain.

2. LA NOTION DE TSENA, UNE IDENTITE MERINA

Le *Fihaoanana*

A partir de la fin du 17^e siècle et pendant tout le 18^e siècle, la traite sévissait à Madagascar. Les ports de traite les plus fréquentés étaient : Morondava, Masselage (île d'Antsoharibory près de Majunga), Mahajanga et plus tard Tamatave. Les Antalaotra faisant office de collecteurs, sillonnaient toute l'île pour s'approvisionner sur les marchés intérieurs, les FIHAONANA. C'est au fihaoanana qu'on achetait les armes, qu'on vendait les prisonniers. Ce commerce provoquait à l'intérieur de l'île des troubles permanents. La loi du plus fort était de règle en ces temps où il n'y avait pas de fanjakana. Dans les fihaoanana, il se vendait plus de butins de guerre que de produits du travail. Il s'agissait là d'une forme d'économie prédatrice et non productrice, qui apporte l'insécurité, la pauvreté, la famine et la désolation.

Andrianampoinimerina et la création de TSENA

Si c'était Andriamasinavalona qui avait unifié l'Imerina vers la deuxième moitié du 17^e siècle ; il partage son royaume de son vivant entre ses quatre fils vers 1710 et c'est Andrianampoinimerina qui arrive de nouveau à réunir toute la région de l'Imerina vers 1794. L'unité de l'Imerina et l'autorité du souverain auxquelles s'ajoute la volonté du peuple

à vivre dans un monde nouveau, contribuent à établir la paix intérieure en Imerina. Les grands travaux d'aménagement dans la plaine du Betsimitatatra, le renforcement et la construction des digues, la riziculture intensive, contribuent à une croissance considérable de la production, ce qui permet l'accumulation et stimule les échanges. Les TSENA étaient pressentis pour devenir le code institutionnel de ces échanges.

Les fihaonana (géographiquement trop éloignés des zones peuplées, rappelant des mauvaises habitudes et des mauvais souvenirs des temps passés) sont remplacés par les tsena. La création des tsena est d'abord une réponse au désir de la population de commercer, vendre ce qu'elle produit et acheter ce dont elle a besoin. Cette création est une mesure incitative à la production. Le tsena est également une institution destinée à devenir un instrument efficace dans la monétarisation croissante de l'économie. Le tsena est perçu comme une émanation du pouvoir, un lieu de définition du rapport pouvoir-population. C'est au marché où le pouvoir s'exprime et se fait entendre par les kabary prononcés par les vadintany. Le tsena est un acte de socialisation des rapports des habitants de l'Imerina entre eux. C'est l'endroit où riches ou pauvre, nobles ou hova, mainty ou fotsy sont unis par le commerce.

Tels sont les objectifs d'Andrianampoinimerina en créant les tsena. Le tsena reflète une philosophie de l'échange qui est bien malgache. Acte de la vie économique, il ne laisse pas de côté le fihavanana : « Aleo very tsikalakalam-bola toy izay very tsikalakalam-PIHAVANANA »

Conclusion : L'identité nationale se doit d'être ouverte

Bien entendu, l'identité nationale se doit d'être ouverte. Elle se modifie avec l'apport bénéfique de populations venues d'ailleurs. Mais il faut tout de même s'interroger sur la façon dont elle va évoluer, à chaque flux migratoire. Quand on prend l'exemple de la France, elle est le pays qui compte le plus de couples mixtes entre Européens et non Européens. Cela prouve bien la puissance assimilatrice des valeurs nationales. Mais comment voulez-vous que le nouvel entrant adhère à l'identité nationale française si celle-ci ne soit pas la bienvenue en France ? Il est indispensable de revenir aux fondements juridiques de l'identité nationale. Il existe des critères objectifs pour déterminer qui en relève et qui n'en relève pas. Il faut dire que « toute identité authentique est plurielle et non unique»⁸⁰

III. LES RESULTATS DES ENQUETES

1. POINTS DE VUE DES ENSEIGNANTS-CHERCHEURS ET DES PROFESSEURS D'HISTOIRE-GEOGRAPHIE (questionnaire)

Il s'agit ici du résumé des enquêtes effectuées auprès des enseignants-chercheurs et des enseignants d'histoire-géographie de quelques lycées : privés et publics. Ces personnes enquêtées sont 20 au total (100%). On demande leur opinion sur l'identité nationale à Madagascar. On va parler, en particulier, des statistiques obtenues lors des questions⁸¹ :

- N° 2 : *-Est-ce que Madagascar a son identité nationale ?*
- N° 4 : *-Donc, d'après vous, l'identité nationale à Madagascar est : -Déjà construite ? ; -A construire ? ; -En pleine construction ? ; -À reconstruire ?*
- N° 5 : *-Est-ce que les programmes scolaires ont leurs apports pour cette construction ?*

⁸⁰ Estime le professeur de la Sorbonne Gérard François Dumont : recherche sur l'identité dans Microsoft® Encarta® 2007.

⁸¹ Quantifiables

Le résultat est le suivant :

- Pour la question N°2, 20% des personnes enquêtées ont répondu « Oui », d'une façon catégorique. 55%, ont répondu « oui mais ... » c'est-à-dire qu'ils veulent répondre « oui » tout en mettant en réserve quelques explications ou précisions. 25%, sont inexpressifs c'est-à-dire ils n'osent pas répondre, ni « oui », ni « non ». Ce qui mérite d'être retenu c'est que personne ne répond « Non » ; c'est-à-dire n'affirme que Madagascar n'a pas son identité. Seulement, la majorité des enquêtées n'arrivent pas à préciser ou ne sont pas claires sur les exemples offerts.
- Pour la question N°4, 45% (la majorité) des enquêtées ont affirmé que l'identité nationale à Madagascar est à reconstruire. Une reconstruction veut dire construire de nouveau, redresser : après une destruction. On veut réédifier et pourquoi pas, apporter quelques rectifications et rénovation. 35% parlent d'une identité nationale en pleine construction. 20% soulignent que l'identité nationale à Madagascar est à construire. Mais personne n'a mentionné que l'identité nationale à Madagascar est déjà construite. Ainsi, l'identité nationale n'est pas construite d'un jour à l'autre. La conscientisation de tous les citoyens malgaches et la volonté politique sont les deux éléments clés ou la base de cette construction.
- Quant à la question N°5, 95% des enseignants enquêtés ont répondu que les programmes scolaires ont leurs apports pour cette construction ; 5%, c'est-à-dire un seul enseignant ne donne pas son avis ; et aucune personne n'a réfuté, en disant « non » aux apports des programmes scolaires pour la construction de l'identité nationale à Madagascar.

2. POINTS DE VUE DES PROFESSEURS D'HISTOIRE-GEOGRAPHIE DES LYCEES (programme)

SUR LE CONTENU DU PROGRAMME

Le contenu par rapport au volume horaire : beaucoup d'enseignants s'en plaignent, considérant que le temps imparti au contenu du programme en général, la matière d'histoire/géographie en particulier, ne s'avère pas suffisant. Ainsi, la plupart des enseignants proposent soit l'allègement, soit l'adaptation du contenu pour éviter la mise en œuvre d'un programme limitatif, surtout dans le cadre des examens officiels.

ALLEGEMENT DU CONTENU DU PROGRAMME

Le programme doit être allégé, en veillant à supprimer certains thèmes car il n'est pas tellement nécessaire de changer tout le contenu. Faute de temps, les professeurs n'arrivent pas à terminer le programme scolaire. Ils abandonnent certains exercices pratiques malgré l'importance de ces derniers dans l'enseignement de l'histoire et/ou ne font que survoler le contenu du cours. Nous pensons que lorsque le programme serait allégé, les élèves s'intéresseraient mieux à leur tour aux cours et auront des séances consacrées à la pratique d'exercices d'histoire, car avec un programme surchargé, le professeur ne chercherait qu'à dispenser un listing de leçons présenté sous forme de cours magistral.

ADAPTATION DU PROGRAMME

On doit adapter le programme scolaire aux réalités malgaches et conformes aux besoins de la société, car l'éducation scolaire doit correspondre aux mentalités et réalités du pays pour faciliter, d'abord, l'apprentissage des cours par des enfants malgaches et, ensuite, les connaissances acquises lesquelles seraient bénéfiques pour tous en raison de leur

pertinence. Certains enseignants ont souhaité des programmes axés sur les problèmes des ruraux et tenant compte du niveau réel des connaissances des élèves.

3. POINTS DE VUE DES ENSEIGNANTS-CHERCHEURS (rapport entre programmes et identité nationale)

Dans les programmes scolaires, on y trouve beaucoup de lacunes pour ne citer que les faits suivants :

- Beaucoup d'aspects de l'histoire de Madagascar ne sont pas dans le programme.
- L'histoire des zones périphériques ne fait pas partie du programme.
- À l'école, bon nombre d'enseignants ne traitent pas bien les chapitres concernant Madagascar.

A ce propos, trois hypothèses sont possibles :

- Soit, ils les traitent parce que c'est notre travail : ils font partie du programme et on doit finir le programme. Ils considèrent le programme comme un grand devoir, un joug même. *Faisons notre travail avec amour* ;
- Soit, on est très attaché aux anciennes traditions : on prône tout ce qui est de l'extérieur et on néglige le nôtre. On est hypnotisé par la « beauté » des pays développés et on ne voit plus la nôtre. *Il faut se détacher du néocolonialisme* ;
- Soit, nos enseignants, eux-mêmes, n'osent pas révéler et raconter à nos jeunes notre propre histoire, et ils passent leur temps à raconter celle des autres. Oser parler de notre histoire car elle explique beaucoup de chose.

Comment voulez-vous que l'identité nationale se développe et/ou survit alors que les Malgaches ne connaissent même pas leur histoire.

En parlant des apports des programmes scolaires pour la construction de l'identité nationale, il y en a mais à long terme. Encore faut-il trouver un nouveau programme scolaire pour cette construction nationale : construction de la nation, du pays.

Le programme scolaire en vigueur est un programme élaboré en 1995. On est en 2009 et on ne voit pas un progrès palpable. On constate au contraire l'inadaptation du programme aux réalités actuelles. Donc, il est plus que nécessaire de réviser le programme scolaire actuel. Ce nouveau programme doit contribuer à la construction de l'identité nationale à Madagascar pour un développement durable sur tous les plans, pour que nous vivions heureux dans notre pays. Tous les Malgaches, notamment les générations futures, doivent connaître notre histoire, notre culture et notre richesse pour qu'ils puissent en bénéficier : les protéger et les exploiter et non pas les étrangers qui en jouissent.

REMARQUES

- Changer une structure nécessite une profonde étude, sur tous les plans (socio-économique, politique, et culturelle).
- N'oublions pas que parlant de l'éducation, de la politique éducative, c'est l'avenir de notre nation, notre pays et les générations futures qui sont en jeux.
- On constate un cloisonnement des enfants malgaches dans le domaine éducatif. La masse souffre de l'expérimentation : établissement public et certains privés. Une infime partie de classe moyenne parvient à envoyer ses enfants dans des meilleurs établissements. La classe aisée préfère envoyer ses enfants dans les établissements étrangers à Madagascar et envoie par la suite ses enfants à l'étranger, après avoir eu le baccalauréat.

Chap. III- CONTRIBUTION POUR L'ENTRETIEN DE L'IDENTITE NATIONALE

I. LE MONDE EDUCATIF

1. LA CONTRIBUTION DU PROGRAMME D'HISTOIRE

La contribution est la part (« la part de brique ») de chacun dans la réalisation d'une chose. L'impôt est à payer dans le budget général de l'Etat pour la construction des infrastructures et/ou la réalisation des projets visant l'intérêt public. Effectivement, on veut avoir la participation citoyenne : notre participation et notre responsabilité. Que tout citoyen soit conscient de cette responsabilité. A quoi sert, alors, cette part de brique ? Elle est utilisée, soit pour consolider, soit pour construire ou bâtir quelque chose. En se referant à l'intitulé de cette étude, on arrive à dégager deux choses : soit l'identité nationale à Madagascar est à consolider ; soit, elle est à construire ou à bâtir.

L'enseignement vise deux points qui se complètent :

- Il y a d'un coté l'éducation, qui veut former ou forger un homme parce que l'homme ne l'est pas mais on le devient. Cet homme, qu'on veut avoir, est un bon citoyen, responsable et autonome.
- On a de l'autre coté, un enseignement composé de plusieurs objectifs et finalités qui forment par la suite le contenu. Ce contenu est l'élément à enseigner et constitue, par la suite, les connaissances. Les enseignants peuvent le transmettre et/ou les élèves peuvent l'acquérir grâce aux divers moyens et canaux, qui se sont matérialisés, dans la plupart de cas, par la langue, les gestes et mouvements de professeurs et, surtout, par les outils didactiques.

Ces finalités et objectifs sont rédigés dans le programme. A l'intérieur de ce programme, l'histoire est l'une des disciplines enseignées qui, quant à elle, possède aussi des objectifs : généraux ou spécifiques qui visent et essaient de répondre les objectifs du lycée et la finalité éducative et/ou l'éducation en général.

Ce qui nous intéresse, ici, c'est le niveau III ou le lycée ; et au sein d'un lycée, nous avons des classes de seconde, de première et de terminale. Ces classes, au-delà des objectifs du lycée, ont aussi leurs objectifs qui se divergent par la suite dans les objectifs de chaque matière enseignée. Effectivement, il est important de savoir le rôle joué par les programmes d'histoire pour avoir un bon citoyen, et pour pouvoir construire l'identité nationale. Ce qui est sûr c'est que l'histoire et/ou l'histoire scolaire parvient à changer la vision des élèves, de tout citoyen même, à protéger son identité et viser une identité commune : « les connaissances historiques nourriraient des identités collectives et permettraient l'action raisonnée dans la société »⁸². C'est ainsi que nous pouvons dire que l'histoire est une discipline très délicate. (Conférence en annexe, schéma 1). A coté de cette histoire transmise à l'école, se retrouve également la part du non scolaire, la relation que chacun noue avec diverses entités familiales, communautaires, culturelles, nationales ; comme disait D S RAZANAKOLONA: « les cours d'histoire ne sont pas les seules sources d'apprentissage historique »⁸³. D'autres sources sont importantes à l'instar de la famille, les médias, les coutumes et traditions, les circonstances diverses.

⁸² TUTIAUX-GUILLOU, N. et MOUSSEAU, M.J., 1998, op. cit, p 7

⁸³ Daniel RAZANAKOLONA S., Année 2006, op. cit.

2. APPOINT DE L'ETUDE DE L'HISTOIRE

La connaissance de l'histoire de Madagascar et l'approfondissement de l'étude de l'histoire de Madagascar importent à la découverte ou à la réinstauration de l'identité nationale à Madagascar. Tous les Malgaches ont le droit et le devoir de connaître leur pays. Cette connaissance conduit les Malgaches à s'intéresser beaucoup plus à leur pays. Ce droit et devoir améliorent et confirment la volonté de construire ou de maintenir notre identité. Chercher l'identité nationale par la voie des programmes d'histoire ne veut pas dire que les élèves malgaches ne doivent étudier que l'histoire (et la géographie) de Madagascar. Prenons un exemple : si au lycée, 20% du programme d'histoire étudie l'histoire de Madagascar et 80% étudie les histoires étrangères, ce n'est pas là le problème. On ne va pas chercher le contraire (20%, Etranger et 80%, Madagascar), c'est du chauvinisme. L'essentiel c'est de pouvoir ancrer dans l'esprit des élèves comment on doit faire pour s'en sortir, pour que l'enseignement soit vraiment utile : chercher appliquer la leçon tirée et la réalité à Madagascar, essayer de trouver une explication à travers l'histoire.

Concernant, par exemple, la crise de 1929. Elle a commencé aux Etats-Unis et, au début, c'était une crise de surproduction. A Madagascar, au début du troisième millénaire, est-ce notre problème ? Non, notre problème à nous, en ce moment, est une crise de sous alimentation et de mal nutrition. Donc, notre problème et ce que nous devons faire, c'est de pratiquer ce que faisaient les Etats-Unis au début du 20^e siècle (avant la crise) pour résoudre notre problème d'aujourd'hui. Telle est l'utilité de l'histoire : en tirer une leçon. En effet, au lieu de changer les 20% en 80%, l'essentiel est de savoir utiliser ces 20% à notre avantage et de les appliquer par rapport aux réalités. Le plus intéressant est de faire une étude comparative. Dans ces 80%, on étudie l'histoire de plusieurs pays tels l'Amérique (les Etats-Unis), l'Europe (l'Union Européenne), le Japon, les NPI, quelques civilisations : on y voit les étapes de leur histoire, les différents stades de leur développement, leur vécu, les techniques et méthodes qu'ils ont utilisées, leurs recherches. Ce que nous devons faire c'est d'en tirer une leçon et de l'appliquer à Madagascar par rapport aux réalités malgaches. D'autant plus, les programmes scolaires à Madagascar ont leurs objectifs spécifiques, leurs objectifs généraux et une finalité (finalité de l'éducation). L'essentiel est que les leçons tirées se convergent vers les objectifs et finalité éducative qui nous ramènent par la suite vers notre propre identité afin de pouvoir construire et entretenir, à la fin, l'identité nationale à Madagascar.

3. ROLE DE L'ENSEIGNEMENT

Le terme enseignement désigne généralement le fait d'instruire des individus dans un sujet, une matière ou une discipline⁸⁴. L'enseignement est la transmission des connaissances par une aide à la compréhension et à l'assimilation. C'est une institution englobant l'ensemble des activités et des organismes participant à l'éducation scolaire⁸⁵. On considère aussi la leçon tirée d'une expérience comme un enseignement. L'enseignement est l'action, la manière d'enseigner ; l'organisation de l'instruction⁸⁶.

Enseigner, c'est transmettre un savoir théorique ou pratique. En parlant de la « transmission du savoir » au sein de l'enseignement, cela veut dire qu'il s'agit de quelque chose qu'on peut manipuler et transposer. On est en face de deux personnes ou catégories de personnes dont le niveau intellectuel est différent. Celle qui a le niveau plus élevé veut transmettre ce qu'il sait et ce qu'il connaît à l'autre. On parle ici d'un apprentissage : la seconde (apprenant) apprend

⁸⁴ JEFERSON L.V. et BANY N.A., *Conduite et animation de classe*, Paris, Bordas, 1974, p. 10.

⁸⁵ Dicos Encarta : définition de l'enseignement

⁸⁶ Dictionnaire HACHETTE encyclopédique

quelque chose de la première (enseignant). C'est une instruction, une formation intellectuelle. On forge l'intelligence de l'apprenant et l'action est volontaire.

Au niveau des établissements scolaires, c'est par le biais de l'enseignement qu'on peut avoir un bon citoyen, grâce à l'éducation et à l'instruction offertes. Toutes les disciplines, notamment l'histoire, doivent accomplir la double mission de l'enseignement :

- Dans un premier temps, il doit prôner l'identité nationale,
- Mais aussi, doit transmettre aux élèves le savoir-savoir, le savoir-faire, le savoir-être, sans oublier le savoir-transmettre, et le savoir-communicuer ;

Pour que le citoyen malgache soit un bon citoyen, responsable et autonome, pour que le résultat soit ainsi tangible, il nous faut certaines règles, conduites et certains principes à respecter.

L'Identité Nationale est tout ce qui nous différencie des autres ; c'est en quelque sorte la valeur. Elle peut être positive, mais aussi peut être négative. Elle est négative, par exemple, quand elle désigne la pauvreté de la population, l'instabilité politique ou la guerre ; mais positive quand elle mentionne son progrès, son développement, la paix sociale. C'est là qu'apparaît la division du monde en deux : le Nord, développé, riche et nanti ; tandis que le Sud, appelé en voie de développement, pauvre, très endetté, dépendant de l'aide du Nord. Nous avons, ici, deux identités très contrastées (le contraste Nord-Sud). Sans oublier qu'à l'intérieur de chaque groupe, il y a plusieurs sous-groupes. Prenons le cas du Sud. Au sein de ce groupe appelé le Sud, il y a au moins trois sous-groupes : nous avons d'abord, les NPI ou les nouveaux pays industrialisés (les dragons de l'Asie du Sud-Est et quelques pays d'Amérique latine et d'Asie) ; puis les autres pays en voie de développement ; et enfin les pays arriérés.

Le but de tout enseignement est d'acquérir un savoir-être car l'homme est un être sociable, doué de raison. Deux canaux sont possibles pour y arriver. Si on prend deux personnes qui ont tous les deux le savoir-savoir mais choisissent deux voies différentes, les deux possibilités sont les suivantes :

La première, après avoir eu son diplôme, cherche un travail. Puis, il gagne beaucoup d'argent. Sa vie tourne autour de l'achat, il utilise l'argent pour son bien-être. Il manque d'expérience (le savoir-faire). Il dépend toujours des autres et manque d'initiative (manque/absence de savoir-être et de savoir-vivre). Tandis que la seconde, après avoir eu son diplôme, travaille indépendamment ; et après quelques difficultés de démarrage, lui aussi, il gagne beaucoup d'argent. L'expérience et le défi forment son savoir-faire ; et le savoir-faire forge par la suite son savoir-être et son savoir-vivre. Le résultat est le même parce que tous les deux, ils parviennent à atteindre le but : le savoir-être ; mais le parcours et l'impact de ce parcours dans la société et dans l'économie du pays sont différents.

La première qui cherche un travail et fait son achat grâce à l'argent qu'il gagne n'a pas bien fait. C'est l'argent qu'il dépense pour l'achat qui nous pose un problème. La plupart des produits achetés sont des produits importés. Produit importé veut dire argent qui sort c'est-à-dire une perte pour notre pays. Tandis que la seconde, qui préfère travailler indépendamment malgré les obstacles, choisit la bonne voie. Travailler indépendamment veut dire s'investir, avoir l'esprit d'entreprise et d'initiative, donc de recherche. Ces caractères sont très importants car ce n'est pas seulement la personne concernée qui en profite mais tout son entourage. S'investir veut dire recherche de main-d'œuvre et de matière première. Généralement, la main-d'œuvre et la matière première sont des produits locaux. En s'investissant, notre société bouge car sa population travaille, et l'économie tourne. Ainsi, l'argent ne sort pas de notre territoire mais tourne dans tout Madagascar. Tout ceci forge notre savoir-faire qui va joindre par la suite le savoir-être.

Maintenir ou entretenir l'identité nationale ne veut pas dire ignorer, ou ne veut pas savoir le progrès. On ne peut pas ignorer toutes relations avec les autres, surtout en ce moment de mondialisation et de globalisation, l'essentiel est de savoir les assimiler pour ne pas détruire la nôtre. L'enseignement à Madagascar doit toujours se référer au profil d'élève qu'il veut avoir, penser au futur citoyen malgache. Il doit voir de près l'interdépendance, la liaison, la complémentarité de toutes les matières à enseigner pour une meilleure Identité Nationale. La finalité éducative et les différents objectifs doivent être liés. Il doit y avoir une lecture transversale qui prône l'identité malgache et/ou l'identité nationale. (Conférence en annexe, schéma 2)

II. ROLE DE L'ETAT ET DE CHAQUE CITOYEN

1. L'ETAT

La différence entre l'Etat et la nation

Il est à souligner qu'il y a une différence entre Etat et nation. Le terme « État » désigne à la fois l'autorité qui s'exerce sur un territoire national, et ce territoire même, délimité par des frontières ; tandis que le terme « nation » désigne un groupe humain qui possède une unité culturelle, linguistique, historique et qui a conscience de son unité. Il est à noter qu'une nation peut exister sans État. Enfin, la nation est une notion complexe, porteuse de liberté, mais chargée de représentations symboliques, plus ou moins imaginaires, qui peuvent légitimer les conduites les plus extrêmes⁸⁷. C'est fort probable que la séquence va de la nation à la revendication nationale pour aboutir finalement au nationalisme. Chaque nation doit avoir son identité, et cette identité ne doit pas être singulière mais elle doit se manifester dans plusieurs domaines.

Une Nation est une grande communauté humaine, le plus souvent installée sur un même territoire, organisée constitutionnellement en Etat et qui possède une unité historique, linguistique, culturelle, socio-économique plus ou moins forte, une souveraineté nationale⁸⁸. Une fierté d'appartenir à cette communauté est toujours sentie, c'est ce qu'on appelle « sentiment national ». Elle est sans cesse alimentée par l'affirmation régulière de la volonté de vivre ensemble. C'est qui est dit dans l'article premier de la Constitution malgache est un exemple concret, soulignant que le Peuple Malgache constitue une Nation organisée en Etat souverain et laïc⁸⁹. Pour pouvoir se communiquer, ce peuple utilise le *malagasy*, la langue nationale, à part les dialectes locaux. Cette relation et interaction entre citoyen, nation et Etat sont très importantes étant donné qu'ils sont à la fois acteurs et champs dans lesquels l'identité nationale naît et se développe.

Le rôle de l'Etat

L'Etat malgache, à l'aide de sa politique éducative (l'orientation générale de l'éducation à Madagascar), a le devoir de mettre en valeur notre identité nationale. Notre identité doit être vue à travers la finalité éducative et les objectifs généraux de l'enseignement à Madagascar. Toutes les matières et disciplines enseignées à l'école doivent respecter, renforcer notre identité, et se référer toujours à cette identité nationale. L'Etat a le devoir d'inculquer chez nos élèves qu'ils sont Malgaches et ils doivent être fier d'être malgache. Que nos élèves aient cette fierté, et finalement ils osent se montrer et montrer tout ce qu'ils ont. Que le complexe d'être malgache s'éloigne de leur esprit. Qu'ils se montrent en Malgaches osant agir, se mesurer aux autres, et prêts à relever le défi. L'Etat doit aider

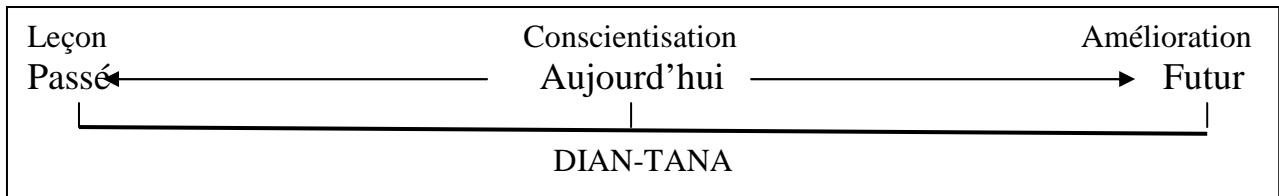
⁸⁷ Microsoft® Encarta® 2007 : définition de la nation

⁸⁸ Microsoft Corporation, 2008 : définition de la nation.

⁸⁹ Projet de révision de la constitution : décret n° 98-027 du 15 Janvier 1998.

ceux qui rehaussent l'identité malgache dans tous les domaines : artistique, sportif, culturel, économique.

A l'école, la discipline Histoire est l'une des matières-clés qui joue un rôle important dans le maintien ou la recherche de notre identité. En effet, l'Etat doit encourager toutes recherches sur Madagascar, fournir beaucoup d'outils pédagogiques et motiver beaucoup plus nos enseignants. La connaissance de l'histoire est importante car elle est spécifique : en étudiant et en cherchant la vérité du passé, elle nous sert comme leçon qui incite notre conscience de bien vivre notre présent, et de bien vouloir améliorer notre vie future (dian-tana = la (dé)marche du caméléon). C'est l'« articulation passé/présent/futur »⁹⁰.



L'Etat doit adapter le programme par rapport aux réalités et contexte à Madagascar, tout en apportant régulièrement des amendements.

Rappelons le chapitre concernant la Crise de 1929. Nous savons très bien que les années 20 sont des « années folles », années de la prospérité ; mais marquées par des crises à ses dernières années. La crise persiste et devient mondiale aux années 30. La cause de cette crise était une surproduction, aux Etats-Unis ; pourtant notre problème, à Madagascar en ce moment, est un problème de sous alimentation, d'insuffisance et de carence alimentaire. Ce que nous devons faire, c'est de savoir ce que faisaient les Américains au début du 20^e siècle ; ce qu'ils faisaient pour arriver à ce stade ? Ainsi, notre étude (programme) doit se baser à la comparaison et/ou à une étude comparative et non d'appliquer bêtement ce qu'ils font en ce moment. N'oublions pas qu'ils sont des pays développés, industrialisés, techniquement avancés, qui se basent aux recherche-développement ; tandis que Madagascar : pays sous-développé, moins avancé, arriéré, dépendant de financement, de l'investissement étranger, de sa technique.

Les théories (les objectifs) sont bien établies mais le problème se pose au niveau de la réalisation du travail et l'exécution des tâches définies dans les théories parce que le problème au niveau des infrastructures et de la formation des enseignants-éducateurs demeure toujours. Pour développer et améliorer la qualité éducative, la première chose à faire c'est d'offrir de bonnes formations à nos professeurs et de les motiver à bien faire leur travail et de se concentrer à l'enseignement et à l'éducation des élèves. Les infrastructures et les outils pédagogiques passent en second plan. Nous suggérons, d'abord, les meilleures formations des professeurs, suivies de la bonne motivation. Après la motivation, la détermination et l'acquisition des connaissances requises, on parvient toujours à accomplir notre travail, malgré les obstacles et difficultés au cours de route. On est prêt à relever le défi.

2. CITOYEN

La notion de citoyen

On étudie, particulièrement, la notion de « citoyen » car ce sont les citoyens qui forment la nation. Ces citoyens, se regroupant en nation, ont leur identité et/ou identité nationale ; et c'est l'identité de la nation, appelée *malgache*, qu'on va essayer de voir ici, à

⁹⁰ RAZANAKOLONA (D. S.), Année 2006, op. cit.

travers le programme d'histoire. Politiquement, est appelé « citoyen », toute personne majeure qui dispose du droit de vote et possède les droits et les devoirs liés à sa nationalité⁹¹. Un citoyen est alors un individu qui constitue ou apporte une contribution active à la vie publique nationale et à sa bonne marche.

Ainsi,

ÊTRE CITOYEN, C'EST AVOIR DES DROITS POLITIQUES

La notion de citoyenneté remonte à l'antiquité greco-romaine. Mais le statut de citoyen est né en France avec la Révolution française et plus précisément avec la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789. Après la Révolution de 1789, qui a renversé la monarchie, les Français sont devenus des citoyens. La souveraineté est passée du roi à l'ensemble des citoyens : le pouvoir politique appartient désormais à tous les citoyens et chaque citoyen est détenteur d'une parcelle de souveraineté. Cette souveraineté s'exerce par le droit de vote et d'éligibilité.

ÊTRE CITOYEN, C'EST AVOIR DES DROITS MAIS AUSSI DES DEVOIRS

Les droits du citoyen découlent de sa participation à la vie politique. Parce qu'un citoyen possède le droit de vote et qu'il peut être élu, il contribue à l'élaboration des lois. En contrepartie, il a l'obligation de se plier à ces mêmes lois, qui expriment la volonté collective (celle de la majorité) et non les intérêts de chacun en particulier. Chaque citoyen a des droits et des obligations envers le pouvoir central ou les autorités et la communauté ou la population toute entière. Les droits du citoyen sont donc indissociables des obligations envers l'État et envers les autres⁹².

ÊTRE CITOYEN EST UN ÉTAT D'ESPRIT⁹³

La notion de citoyenneté s'étend bien au-delà de la participation à la vie politique et l'obéissance à la loi. Un citoyen se doit à tout moment de se sentir pleinement responsable du bon fonctionnement de la société dans laquelle il vit. C'est pourquoi la notion de citoyenneté est indissociable de celle de civisme.

Le devoir de chaque citoyen

Du point de vue social et civique, l'éducation est un droit pour le citoyen et un devoir pour l'Etat. Elle représente une étape nécessaire au développement de la société et à l'éradication de la pauvreté. Du point de vue économique, l'éducation est un investissement : aujourd'hui elle représente une dépense qui servira à produire demain un supplément de richesse et de bien-être.

Un bon citoyen doit accorder aux membres de la société le sens de la responsabilité et la capacité de (d') :

- protéger l'environnement,
- respecter et faire fructifier le patrimoine culturel, linguistique et spirituel de la communauté ;
- promouvoir l'éducation d'autrui ;
- défendre la cause de la justice sociale ;
- être et de se montrer tolérants envers les systèmes sociaux, politiques ou religieux différents du leur ;

⁹¹ Dicos Encarta : synonyme de citoyen

⁹² Hobbes (Thomas), *le Citoyen*, Paris, Garnier-Flammarion, 1982.

⁹³ Microsoft® Encarta® 2007 : recherche sur le citoyen

- veiller à ce que soient sauvegardés les droits de l'homme ;
- œuvrer pour la sauvegarde de la souveraineté, de la cohésion nationale, de la paix et de la solidarité nationales.

Rapellons que :

L'homme est le centre du monde. Il vit dans un territoire qui appartient à un pays donné. Il est ou il devient citoyen de ce pays. Ainsi, chaque citoyen a son pays d'origine. L'homme est un être différent et/ou supérieur aux autres car il est doué de raison ; c'est ainsi que chaque citoyen mène une vie active, intégrée dans le développement social, économique et culturel de son pays grâce à son éducation et sa formation. Chaque citoyen interprète le monde où il vit à sa manière car chacun a sa propre réalité. Il a sa propre compréhension de ce monde (ou du monde). Il a sa façon de voir et de vivre ce monde. Il a sa perception et son acquisition de la vie. Grâce à l'éducation et à la formation reçues, il est capable de libérer l'initiative, favoriser la créativité, cultiver le goût de l'effort et de développer l'esprit d'entreprise, l'esprit de compétition, le sens de la communication, la recherche de l'excellence.

Il porte l'identité de son pays qu'il le veule ou non. Généralement, la population ou la communauté habitant ce pays est appelée nation ; et cette nation représente, elle aussi, l'identité de ce pays. Cette nation doit avoir sa langue, son histoire. Elle a sa culture qui la différencie des autres. Elle a sa propre façon de gérer ses affaires internes, son gouvernement. Elle est sensée avoir sa propre valeur et sa propre philosophie. Elle a ses us, mœurs et coutumes. Pour vivre, elle a ses activités, ses ressources et son économie. Elle doit nouer des relations avec les autres. Elle ne peut pas s'isoler des autres ou se replier sur elle-même. (Cf. en annexe, schéma 3)

III. SUGGESTIONS POUR LE PROGRAMME FUTUR

Le programme doit veiller au complémentarisme entre citoyen et nation

Ce complémentarisme implique plusieurs choses déterminant l'identité nationale. Tous les citoyens forment la nation ; et être citoyen, c'est avoir des droits politiques ; être citoyen, c'est avoir des droits mais aussi des devoirs ; être citoyen, c'est un état d'esprit. L'identification de l'identité nationale est perçue à travers l'accomplissement des citoyens, non seulement de leurs devoirs et obligations envers l'Etat et la nation, mais surtout du respect de leurs droits.

Le programme doit préparer un citoyen responsable et autonome.

Un bon citoyen est un individu qui apporte une contribution active à la vie publique nationale et à sa bonne marche. Chaque citoyen a sa part de responsabilité pour la bonne marche d'une société donnée. Chacun, à l'instar des dirigeants, est responsable de la pauvreté de sa nation, de l'insécurité, de la guerre ou de différents conflits qui règnent au sein de son pays. Chaque citoyen doit contribuer au développement de son pays, à la sécurité et à la paix sociale, à l'épanouissement de la génération future, au maintien ou la recherche de sa propre identité ou de l'identité nationale. Ce qu'il ne faut pas oublier c'est que l'avenir de notre nation dépend fortement de nos actes, et que l'histoire nous jugera.

Nous, enseignants-éducateurs, nous jouons un rôle fondamental et incontournable car c'est nous qui sommes en contact permanent avec les élèves (nos jeunes) en dehors de la famille. C'est nous qui les éduquons en inculquant le savoir, le savoir-faire et le savoir-être. On doit être un vrai modèle aux yeux de nos élèves. Formons bien le futur citoyen malgache. Des études montrent, en plus, que les élèves écoutent plus leurs professeurs que leurs parents.

La situation actuelle dans laquelle vivent les Malgaches, est la suivante :

- La pauvreté, aggravée par la hausse des prix : l'inflation ronge et conduit la masse à la misère.
- L'insécurité fait peur à tous les Malgaches, par conséquent, on ne se sent plus libre et en sécurité. On s'inquiète toujours partout où l'on est et quoi qu'on fasse.
- Le fossé et/ou l'écart qui sépare les riches et les pauvres ne cesse de s'élargir et de s'approfondir.
- La corruption est chronique, à grande échelle, et rend, en effet, la lutte inefficace.
- L'analphabétisme, malgré les efforts, touche encore presque la moitié des Malgaches surtout en milieu rural.
- La carence alimentaire domine. La mal-nutrition, la sous-alimentation persistent toujours. Par conséquent, diverses sortes de maladies apparaissent et les mendiants, les bandits, ceux qui cherchent leur nourriture dans les bacs à ordures ne cessent d'augmenter.

Espérons que ce ne sont que des identités passagères, et que tout cela change et s'améliore d'ici peu.

Le programme doit entretenir le rapport entre Etat et nation

Le terme « État » ne désigne pas uniquement l'autorité qui s'exerce sur un territoire national. Il désigne aussi ce territoire même, délimité par des frontières. Chaque État établit des règles de la nationalité, en fonction de son histoire, de sa tradition et de ses liens avec d'autres États.

Une nation, est une communauté humaine caractérisée par la conscience de son identité historique ou culturelle, et souvent par l'unité linguistique et religieuse. C'est un groupe ethnique formé de communautés établies sur un territoire déterminé. On peut dire que c'est une communauté définie comme entité politique, réunie sur un territoire, et organisée constitutionnellement en Etat. D'où le rapport étroit entre Etat et Nation.

Le problème c'est que, quelquefois, on sent un fossé qui sépare l'Etat ou le gouvernement et le peuple ; ces deux entités ne parlent pas d'un même langage.

Le programme doit maintenir et développer la culture nationale

La culture représente un tout complexe qui englobe les connaissances, les croyances, l'art, la morale, la loi, la tradition et toutes autres dispositions et habitudes acquises par l'homme en tant que membre d'une société. C'est une analyse des confrontations et des articulations entre les différentes valeurs et pratiques qui sont propres aux différents individus et groupes au sein d'une même société. De cette manière, il s'agit de comprendre comment ces valeurs contradictoires peuvent parfois s'articuler pour donner naissance à d'autres valeurs et d'autres pratiques. Dans le contexte de la mondialisation, il est nécessaire de se concentrer sur les phénomènes de métissage des cultures (« créolisation »). Grâce aux flux plus nombreux et plus intenses de personnes, de biens et de valeurs, les individus d'une société donnée ont accès à plusieurs autres espaces culturels.

Le programme d'histoire doit apporter sa contribution pour la construction de l'identité

L'histoire, l'éveil de l'esprit nationaliste sont les armes les plus efficaces utilisées par Benito MUSSOLINI lors de l'encadrement de la population italienne : formation et encadrement des Italiens dès son plus jeune âge dans les « Fils de la Louve » et « Balilla ». Hitler faisait la même chose, il expliquait sa doctrine par l'histoire lorsqu'il voulait conquérir les « espaces vitaux » et purifier sa race. En manipulant l'histoire, l'exploitation et la colonisation deviennent plus faciles. C'est l'histoire qui incite, encore plus, l'esprit nationaliste chez les peuples colonisés. C'est l'histoire qui justifie les différentes formes de « néocolonialisme ». La contribution de l'histoire et/ou le programme d'histoire sont impératifs lorsqu'on veut construire, entretenir, reconstruire ou reconquérir l'identité nationale. Il faut éveiller chez nos jeunes l'esprit

nationaliste, patriotique en leur faisant connaître et expliquer leur passé, l'histoire afin qu'ils soient jaloux de leur identité, de leur culture, de l'unité nationale ; réagissent aux abus, domination politique, culturelle et exploitations économiques.

Le programme a besoin d'être remanié régulièrement

Des efforts doivent toujours être effectués pour l'amélioration de la qualité de l'enseignement à Madagascar. L'Etat et/ou le ministère de tutelle ne doit pas cesser de perfectionner l'appareil de conception et d'élaboration des programmes scolaires afin d'assurer leur pertinence et leur cohérence. L'essor très rapide de la technologie, de la technique et de la recherche modifie vite l'histoire. L'histoire évolue et tout s'est passé très vite. C'est ainsi que le remaniement en matière de curriculum est nécessaire, régulièrement tous les 5 ou 10 ans. Un organe dénommé Office national des programmes est créé au sein du (des) ministère(s) chargé(s) de l'éducation et de la formation pour l'élaboration des programmes ayant un caractère national, et la mise à jour des contenus de chaque enseignement relevant de ces programmes.

Le programme doit être adapté aux réalités

On note de plus en plus la distance entre la matière enseignée et la réalité socio-culturelle des enfants, écart qui rendait impossible une relation entre le présent des élèves et le passé enfermé dans les programmes⁹⁴. En effet, on doit adapter les programmes scolaires aux réalités malgaches et conformes aux besoins de la société. L'éducation scolaire doit correspondre aux mentalités et réalités du pays pour faciliter l'apprentissage des cours par des enfants malgaches et les connaissances acquises (pertinence). Le programme doit rimer avec la mentalité malgache. Il doit considérer la culture, les mœurs et coutumes malgaches. On doit faire une analyse comparative et à chaque chapitre, on doit se référer à Madagascar en se basant aux possibilités d'adaptation aux réalités malgaches. Dans le domaine éducatif, le Gouvernement doit penser à la réalisation et à la mise en place d'une formation professionnalisante facilitant l'accès à l'emploi et contribuant à l'amélioration des performances des entreprises. Ces efforts doivent être adaptés à la demande tout en renforçant le rôle du secteur privé. Parallèlement, le Gouvernement poursuit le redressement de l'enseignement supérieur.

⁹⁴ CITRON (S), *Enseigner l'histoire aujourd'hui, la mémoire perdue et retrouvée*, Paris, Editions ouvrières, 1984, p.84.

CONCLUSION DE LA TROISIEME PARTIE

Chercher l'identité nationale à Madagascar à partir des programmes d'histoire est l'objet de cette étude. Pour que l'identité nationale soit bien instaurée, l'attribution de l'Etat et de l'enseignement en général, par le biais de la politique générale de l'éducation nationale : l'orientation générale du système d'éducation et de formation à Madagascar, paraît primordiale. Cette éducation et cette formation favorisent l'épanouissement physique, intellectuel, moral et artistique de la personnalité de l'individu. Ainsi, cet individu acquiert son identité au niveau de la société. Cette identité détermine sa valeur et sa place au niveau de cette société. Pour que ce soit une vraie identité, on doit la vivre, on doit la montrer, on doit être fier et témoin de notre identité. Ainsi, elle devient notre mode de vie. Mettons en exergue que l'identité n'est pas quelque chose de passagère, ni éphémère, elle est un caractère permanent et fondamental. Pourtant, on ne fait que forger notre identité.

Tous les Etats s'accordent à donner à l'histoire une place importante pour développer la mémoire collective, l'identité, l'éducation civique, les capacités intellectuelles et les valeurs morales. En l'associant à l'éducation scolaire, le but de l'enseignement est de former un citoyen responsable, autonome, conscient de ses droits et de ses devoirs. L'éducation et la formation à Madagascar doivent préparer l'individu à une vie active, intégrée dans le développement social, économique et culturel du pays. En ce sens, elles doivent notamment :

- libérer l'initiative,
- favoriser la créativité,
- cultiver le goût de l'effort,
- développer l'esprit d'entreprise, le souci d'effectivité, l'esprit de compétition, le sens de la communication, la recherche de l'excellence.

Signalons que les identités des Malgaches dépendent de leur statut ou de leur classe sociale, de leur groupe social, de leur religion mais aussi de leur région et/ou de leur ethnie. Cette dernière explique le fait que les Malgaches se réfèrent à l'identité régionale plutôt que nationale.

Le sujet consiste à vérifier *la contribution du programme d'histoire des lycées dans la construction de l'identité nationale à Madagascar*. Mais l'étude nous montre bien qu'il ne s'agit pas d'une construction d'identité nationale ; il s'agit, plutôt, d'un entretien. Cependant, il reste beaucoup à faire pour que le programme scolaire (en améliorant le contenu, les matériels et les conditions des enseignants) soit en mesure de satisfaire les besoins locaux, notamment la recherche de l'identité nationale à Madagascar, la solidarité et l'unité nationale. On doit procéder alors à un réajustement de l'enseignement aux réalités nationales. Il est de nos devoirs de chercher l'adéquation entre l'enseignement et le travail ou les activités adaptées dans telle ou telle région. Au moment où il est adapté aux réalités malgaches et rime avec la mentalité malgache, là, nous pouvons dire qu'il répond à nos besoins.

Même si l'éducation n'est pas forcément une éducation acquise au niveau des établissements scolaires, il importe d'apporter quelques suggestions pour améliorer le programme futur, telles :

- Le programme doit préparer un citoyen responsable et autonome ;
- Le programme doit veiller au complémentarisme entre citoyen et nation ;
- Le programme doit entretenir le rapport entre Etat et nation ;
- Le programme doit maintenir et développer la culture nationale ;
- Le programme doit apporter sa contribution pour la construction de l'identité ;
- Le programme a besoin d'être remanié régulièrement ;
- Le programme doit être adapté aux réalités.

CONCLUSION GENERALE

L'éducation est non seulement pour le savoir-savoir (un homme cultivé) mais surtout pour le savoir-être -un homme qui sait vivre, vivre en groupe, avec les autres et dans la société ; capable de s'adapter à tout moment-. La finalité de l'éducation est de former l'homme responsable et autonome ; la formation et la recherche d'un bon citoyen. Malheureusement, ceci ne tombe pas du ciel, il faut se préparer à le chercher, à l'acquérir ; s'efforcer pour avoir cette autonomie et montrant digne d'être un bon citoyen en prenant sa responsabilité. C'est grâce à son éducation que l'homme y parvient. C'est à travers ce caractère qu'on peut identifier l'identité de cette personne ou de la nation où il vit.

L'éducation scolaire y joue un rôle important. L'enseignement, par le biais des programmes, aide les élèves à adopter et à développer cette identité : personnelle ou nationale. C'est l'enseignant qui est l'acteur incontournable dans ce système d'enseignement. A l'école, les élèves doivent apprendre pour l'acquisition, non seulement du savoir-savoir, mais aussi du savoir-faire et du savoir-être. L'éducation et la formation doivent conférer aux membres de la société malgache le sens de leur responsabilité et la capacité :

- de protéger l'environnement, de respecter et faire fructifier, le patrimoine culturel, linguistique et spirituel de la communauté,
- de promouvoir l'éducation d'autrui,
- de défendre la cause de la justice sociale,
- d'être et de se montrer tolérants envers les systèmes sociaux, politiques ou religieux différents du leur, mais en veillant à ce que soient sauvegardés les droits de la personne et les valeurs humanistes communément admises,
- d'œuvrer pour la sauvegarde de la souveraineté et de la cohésion nationales, la paix et la solidarité internationales dans un monde caractérisé par l'interdépendance.

N'oublions pas que « enseigner », c'est enseigner les élèves à avoir l'esprit d'analyse, l'esprit critique et l'esprit hypothético-déductif. Dirigeons toujours nos élèves à les acquérir. Enseigner ne doit pas être un choix hasardeux. Ce métier requiert d'énormes responsabilités, il assure l'avenir de plusieurs générations. Effectivement, enseigner est un métier sacré qui nécessite de la vocation.

Parmi les disciplines enseignées, l'histoire attire particulièrement notre attention quant à la question d'identité nationale. La spécificité de l'histoire est qu'elle étudie le passé, pour expliquer le présent, en tirer de leçon et améliorer l'avenir. En connaissant l'histoire, l'élève est capable de faire une frise chronologique, de se situer dans le temps. Les programmes d'histoire permettent la compréhension du monde contemporain, par l'étude de moments historiques qui ont participé à sa construction et par celle de l'action actuelle des sociétés sur leurs territoires. La recherche permanente du sens, l'exercice du raisonnement et de l'esprit critique contribuent à la formation des élèves. Ils leur donnent une vision dynamique et distanciée du monde. Ils doivent permettre de développer l'esprit critique, la tolérance et la reconnaissance de l'autre.

L'éducation est un droit pour le citoyen et un devoir pour l'Etat. C'est une étape nécessaire au développement de la société et à l'éradication de la pauvreté. Elle représente une dépense qui servira à produire demain un supplément de richesse et de bien-être. L'éducation a comme finalité universelle, celle de révéler à l'élève l'être qu'il est appelé à devenir. Le tout devrait donner un agent social heureux, épanoui, capable de perfectionner la société. Donc, l'objectif est de consolider l'unité nationale en développant chez les jeunes un sentiment d'attachement au passé.

 TABLE DES MATIERES

<i>REMERCIEMENTS</i>	<i>1</i>
INTRODUCTION	2
Première partie : ASPECT CONCEPTUEL ET POLITIQUE EDUCATIVE	
Chap. I- ASPECT CONCEPTUEL	7
I. L'IDENTITE	7
1. L'IDENTITE	
2. PERSONNELLE	7
3. SPECIFICITES	DE
	L'IDENTITE
 10
II. L'IDENTITE NATIONALE	11
Chap. II- L'IDENTITE NATIONALE ET POLITIQUE EDUCATIVE	13
I. L'INTERETDEL'HISTOIRE SCOLAIRE	13
II. L'EDUCATION A MADAGASCAR	14
1. L'EDUCATIONAVANTL'INDEPENDANCE	15
2. L'EDUCATIONAPRESL'INDEPENDANCE	18
III. LES PROGRAMMES ET L'ESPRIT DU PROGRAMME	22
1. LESPROGRAMMESSCOLAIRESENHISTOIRE	22
2. L'ESPRITDUPROGRAMMEENVIGUEUR	22
CONCLUSION DE LA PREMIERE PARTIE	29
Deuxième partie : ETUDE DU PROGRAMME D'HISTOIRE EN VIGUEUR	
DANS LES LYCEES	
Chap 1- LES HEURES CONSACREES ET LES NOTIONS D'IDENTITE NATIONALE DANS CHAQUE CHAPITRE	31
I. DUREE CONSACREE AUX CHAPITRES	31
1. CLASSE DE SECONDE	31
2. CLASSE DE PREMIERE	37
3. CLASSE DE TERMINALE	43
II. NOTION D'IDENTITE NATIONALE PAR CHAPITRE	49
1. CLASSE DE SECONDE	49
2. CLASSE DE PREMIERE	51
3. CLASSE DE TERMINALE	53
Chap 2- ETUDE DES PAYS	55
I. LES PAYS (OU GROUPE DE PAYS) ETUDES DANS LE PROGRAMME	55
1. CLASSE DE SECONDE	55
2. CLASSE DE PREMIERE	56
3. CLASSE DE TERMINALE	57

II. ETUDES DE MADAGASCAR DANS LES PROGRAMMES	59
CONCLUSION DE LA DEUXIEME PARTIE	61
Troisième partie : LES ELEMENTS D'IDENTITE NATIONALE A MADAGASCAR ET CONTRIBUITION POUR L'ENTRETIEN DE CETTE IDENTITE	
Chap. I- LES ELEMENTS ESSENTIELS CONSTITUANT L'IDENTITE NATIONALE A MADAGASCAR	63
I. MADAGASCAR ET IDENTITE NATIONALE	63
1. RAPPORT ENTRE MADAGASCAR ET MALAGASY	63
2. MADAGASCAR ET IDENTITE NATIONALE	63
II. DES ELEMENTS ESSENTIELS CONSTITUANT L'IDENTITE NATIONALE	64
1. LES TROIS ELEMENTS ESSENTIELS	64
2. LES AUTRES ELEMENTS	65
Chap. II- LES IDENTITES A MADAGASCAR ET RESULTATS DES ENQUETES	70
I. LES IDENTITES A MADAGASCAR	70
1. THEORIES	70
2. CONSTAT	70
II. IDENTITE REGIONALE PLUTOT QUE NATIONALE	71
1. LES IDENTITES REGIONALES	71
2. LA NOTION DE TSENA, UNE IDENTITE MERINA	72
III. LES RESULTATS DES ENQUETES	73
1. POINTS DE VUE DES ENSEIGNANTS-CHERCHEURS ET DES PROFESSEURS D'HISTOIRE-GEOGRAPHIE (questionnaire)	73
2. POINTS DE VUE DES PROFESSEURS D'HISTOIRE-GEOGRAPHIE DES LYCEES (programme)	74
3. POINTS DE VUE DES ENSEIGNANTS-CHERCHEURS (rapport entre programmes et identité nationale)	75
Chap. III- CONTRIBUTION POUR L'ENTRETIEN DE L'IDENTITE NATIONALE ...	76
I. LE MONDE EDUCATIF	76
1. LA CONTRIBUTION DU PROGRAMME D'HISTOIRE	76
2. APPORT DE L'ETUDE DE L'HISTOIRE	77
3. ROLE DE L'ENSEIGNEMENT	77
II. ROLE DE L'ETAT ET DE CHAQUE CITOYEN	79
1. L'ETAT	79
2. CITOYEN	80
III. SUGGESTIONS POUR LE PROGRAMME FUTUR	82
CONCLUSION DE LA TROISIEME PARTIE	85
CONCLUSION GENERALE	86

✚ LISTE DE TABLEAUX ET GRAPHIQUES

DUREE CONSACREE AUX CHAPITRES	
CLASSE DE SECONDE : Tableau	30
Graphique	30
CLASSE DE PREMIERE : Tableau	36
Graphique	37
CLASSE DE TERMINALE : Tableau	42
Graphique	43
NOTIONS D'IDENTITE NATIONALE PAR CHAPITRE	
CLASSE DE SECONDE : Tableau	48
Graphique	49
CLASSE DE PREMIERE : Tableau	50
Graphique	51
CLASSE DE TERMINALE : Tableau	52
Graphique	53
LES PAYS (OU GROUPE DE PAYS) ETUDES DANS LE PROGRAMME	
CLASSE DE SECONDE : Tableau	54
Graphique	55
CLASSE DE PREMIERE : Tableau	55
Graphique	56
CLASSE DE TERMINALE : Tableau	57
Graphique	57
ETUDES DE MADAGASCAR DANS LES PROGRAMMES	
Tableau	58
Graphique	58

✚ LES ABREVIATIONS

CAEM : Conseil d'Assistance Economique Européenne
CECA : Communauté Economique de Charbon et d'Acier
CEE: Communauté Economique Européenne
CEG : Collège d'Enseignement Général
EF : Education Fondamentale
EF1/ EF2 : Education fondamentale du premier / du second cycle
EPP : Ecole Primaire Publique
FMI: Fonds Monétaire International
GATT: Accord Général sur les Tarifs et le Commerce
LMD : Licence Master Doctorat
MENRS : Ministère de l'Education Nationale et de la Recherche Scientifique
MINSEB : Ministère de l'Enseignement Secondaire et de l'Education de Base
MDRM : Mouvement Démocratique pour le Rénovation Malgache
NEP : Nouvelle Politique Economique
NPI : Nouveaux Pays Industrialisés
ONU : Organisation des Nations-Unies
OTAN : Organisation de Traité de l'Atlantique Nord
RDM : République Démocratique Malgache
SDN : Société des Nations
UE : Union Européenne
URSS : Union des Républiques Socialistes Sovietiques
USA : Etats-Unis d'Amérique

❖ ANNEXE I

Orientation générale du système d'Education et de Formation à Madagascar (loi n° 94-033 du 13 Mars 1995)

TITRE PREMIER

Principes fondamentaux :

Section 1 : Droit à l'éducation et à la formation, finalités.

ARTICLE PREMIER : Conformément aux droits et devoirs économiques sociaux et culturels énoncés dans la Constitution et dans la fidélité aux engagements internationaux du peuple malgache, la République de Madagascar reconnaît à toutes personnes enfants, adolescents ou adultes – le droit à l'éducation et à la formation.

ARTICLE 2 L'Education et la Formation à Madagascar visent à favoriser l'épanouissement physique, intellectuel, artistique et moral de la personnalité de l'individu, dans la pleine jouissance de sa liberté.

L'Education et la Formation doivent prioritairement conférer aux membres de la société malgache le sens de leur responsabilité et de la capacité :

-de protéger l'environnement et notamment de respecter et faire fructifier, sans crispation passéeiste le patrimoine culturel, linguistique et spirituel de la communauté ;

-de promouvoir l'éducation d'autrui ;

-de défendre la cause de la justice sociale ;

-d'être et de se montrer tolérant envers les systèmes sociaux politiques ou religieux différents du leur MAIS EN VEILLANT à CE QUE SOIENT sauvegardés les droits de la personne et les valeurs humanistes communément admises ;

-ainsi que d'œuvrer pour la sauvegarde de souveraineté et de la cohésion nationale, la paix et la solidarité internationales dans un monde caractérisé par l'interdépendance.

ARTICLE-3 : L'Education et la formation à Madagascar doivent préparer l'individu à une vie active intégrée dans le développement social économique et culturel du pays En ce sens, elles doivent notamment/

-Libérer l'initiative.

-Favoriser la créativité.

-Cultiver le goût de l'effort.

-Développer l'esprit d'entreprise, le souci d'efficacité, l'esprit de compétition, le sens de la communication (...)

ARTICLE-4 : L'éducation et la formation doivent être protégées contre tout risque de dérives, notamment entre leur confiscation par un groupe social, politique, religieux ou autre

Sélection 5 : langue d'enseignement :

ARTICLE 16. le statut de langue nationale conféré à la langue malgache par la constitution doit se traduire en action d'éducation et de formation sur l'ensemble du territoire de Madagascar.

La mise en oeuvre de la politique linguistique nationale telle que définie par la constitution et/ou les conventions internationales intégrées par la république de Madagascar dans son droit positif doit tenir compte des acquis de la recherche finalisée.

ARTICLE 17 : corollaire du droit à l'identité et du droit à l'expression et condition sine qua non de son enracinement dans son environnement humain, tant familial que social et national, le droit au développement de sa langue nationale en langue de modernité, par le biais du système d'éducation et de formation est un des droits inaliénable de toute personne humaine tout au long de sa vie.

ARTICLE 18 : La nécessité de gérer l'apprentissage et la coexistence harmonieuse de plusieurs langues est à la base de l'enseignement et de l'apprentissage des langues. La place de chaque langue étrangère sera délimitée par rapport et à partir de la langue maternelle de façon à instaurer une complémentarité fonctionnelle aussi efficace que possible. La politique linguistique nationale doit en priorité tendre à la satisfaction des besoins correspondant aux trois fonctions primordiales de l'apprentissage linguistique :

-fonction d'épanouissement de la personnalité et du développement intellectuel ;

-fonction d'outil d'accès aux divers ordres de connaissance indispensable à l'insertion dans la vie nationale et le monde moderne ;

-fonction d'ouverture impliquant l'acquisition des langues d'envergure internationale et/ou régionale pour le choix desquels il sera tenu compte de l'aire géoculturelle et de la situation géopolitique ainsi que des objectifs socioéconomiques de Madagascar.

ARTICLE 103 : La restructuration du système d'éducation et de formation est un aspect de la restructuration globale des différents secteurs de la vie de la nation.

A cet effet, et pour corriger notamment certaines déséquilibres régionaux actuels, des mesures d'accompagnement multisectorielles seront prises pour appuyer et soutenir le développement de l'éducation et de la formation.

ARTICLE 104 : Des décrets seront, en tant que besoin, pris en application de la présente loi.

ARTICLE 105 : Toutes dispositions contraires à la présente loi sont et demeurent abrogées notamment l'ordonnance 76-023 du 02 juillet 1976 et la loi 78-040 du 17 Juillet 1978.

ARTICLE 106 : La présente loi sera publiée au journal officiel de la République de Madagascar. Elle sera exécutée comme loi de l'Etat.

Promulguée à Antananarivo, le 13 Mars 1995

Pr. Albert ZAFY

❖ ANNEXE II

DECISION N°1001-90/MINISEB relative à l'usage des langues dans les établissements scolaires niveaux I, II et III

LE MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT SCOLAIRE ET DE L'EDUCATION DE BASE, Vu la Constitution ;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER Dans le cadre général de l'amélioration de la qualité de l'enseignement, la présente décision précise l'usage des langues dans tous les établissements scolaires des niveaux I, II et III dans tout le territoire de la République Démocratique de Madagascar. Elle concerne aussi bien les langues d'enseignement que les langues à enseigner en tant que discipline

TITRE I

LANGUES D'ENSEIGNEMENT

ARTICLE 2 : À partir de la rentrée 1990-1991, les langues d'enseignement à utiliser sont :

-Pour le niveau I : Le Malgache, sauf pour l'enseignement du français qui se fera dans cette langue.

-Pour les niveaux II et III : Le Malgache pour l'enseignement du Malgache, de la morale et de l'instruction civique, de l'histoire et de la géographie de Madagascar.

*Le français pour l'enseignement du Français, des matières scientifiques, de l'histoire et de la géographie des autres pays, de la philosophie.

*Les langues étudiées pour l'enseignement des langues étrangères (anglais, allemand, espagnol, russe)

TITRE II

LANGUE A ENSEIGNER EN TANT QUE DISCIPLINE :

ARTICLE 3 : Le Malgache : l'enseignement du malgache est obligatoire à tous les niveaux et ce à partir de la T 2

-Le Français sera enseigné à partir de la T 2

-L'Anglais à partir de la T 6 et les autres langues étrangères (allemand, espagnol, russe) à partir de la T 10 selon le choix des élèves, dans les établissements scolaires du niveau III pourvus d'enseignants de ces langues.

ARTICLE 4 : Toutes dispositions antérieures contraires à la présente décision sont et demeurent abrogées

ARTICLE 5 : La présente décision sera enregistrée, publiée et communiquée partout où besoin sera.

Antananarivo, le 01 Octobre 1990

LE MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

ET DE L'EDUCATION DE BASE

Aristide VELOMPANAHY

❖ ANNEXE III

Arrêté n° 103-95/MEN fixant les programmes scolaires des Lycées et des Collèges d'Enseignement Général de Madagascar.

LE MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE, Vu la Construction du 18 Septembre 1992 ;

ARTICLE PREMIER : Les programmes d'enseignement des Lycées et des Collèges d'Enseignement Général sont fixés et seront appliqués à compter de l'année scolaire 1995-1996 suivant les dispositions portées en annexe du présent arrêté.

ARTICLE 2 : Toutes dispositions contraires à celles mentionnées dans le présent arrêté sont et demeurent abrogées.

ARTICLE 3 : Le Secrétaire Général du ministère de l'Education Nationale, le Directeur de l'Enseignement Secondaire et les Directeurs Provinciaux de l'Education Nationale sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré et publié partout où besoin sera.

Antananarivo, le 07 Juin 1995

LE MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE

Fulgence FANONY

=====

PROFIL DE SORTIE DU LYCEE :

A la sortie du lycée, l'élève doit être capable d(e)

-expliquer et interpréter scientifiquement les phénomènes naturels et physicochimiques ;

-mener une réflexion poussée ;

-expliquer les mécanismes des grands phénomènes sociaux et politiques ainsi que les rouages fondamentaux de l'économie ;

-comprendre et apprécier la culture malgache et celle des autres nations ;

-émettre et défendre ses opinions oralement comme à l'écrit en malgache, en français, et en anglais ;

-respecter les principes fondamentaux de la démocratie et les droits universellement reconnus de la personne ;

-s'affirmer comme responsable au sein de la communauté, ayant acquis une maturité sur le plan du raisonnement ;

-agir avec autonomie ;

-faire preuve de créativité et d'utiliser d'une manière rationnelle les connaissances acquises selon le milieu dans lequel il évolue ;

-situier la place de MADAGASCAR dans le concert des Nations sur tous les plans (économiques, politiques, culturels)

-participer effectivement et efficacement à la résolution des problèmes quotidiens de la communauté et de son environnement pour un développement durable ;

❖ ANNEXE IV

Schéma 1 :

UNE CONTRIBUTION

LES RELATIONS ENTRE L'ENSEIGNEMENT ET LE PROGRAMME

LA CONTRIBUTION

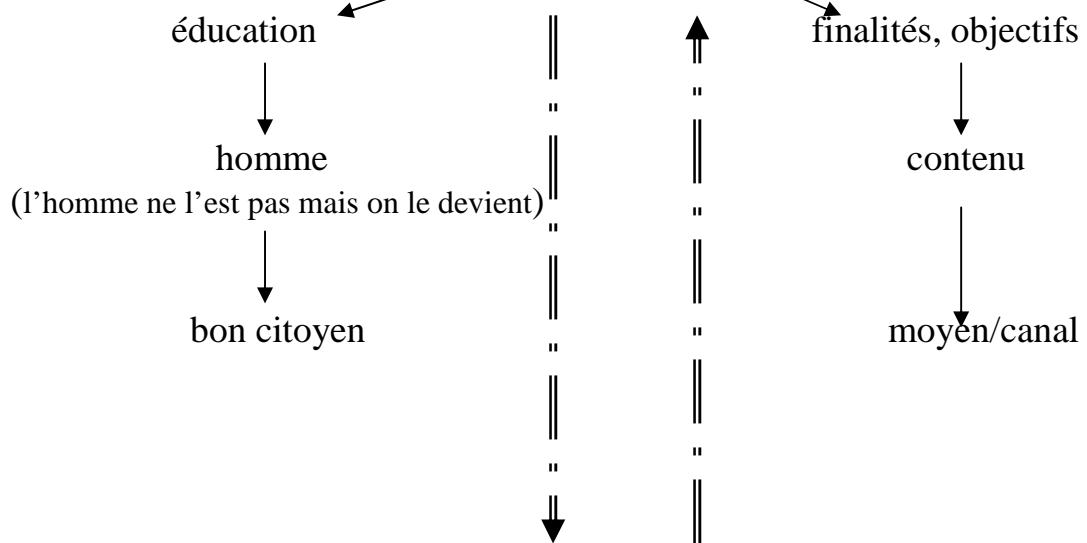
Part de brique

Consolider

ou

Construire/Bâtir

ENSEIGNEMENT



PROGRAMMES/CURRICULA

↓
Programmes d'histoire

↓
Lycées

↓
Terminales, Premières, Secondes

||
"||
||

LES OBJECTIFS DES PROGRAMMES D'HISTOIRE DANS LES LYCEES

Schéma 2 :

LES RELATIONS ENTRE LES OBJECTIFS DES PROGRAMMES

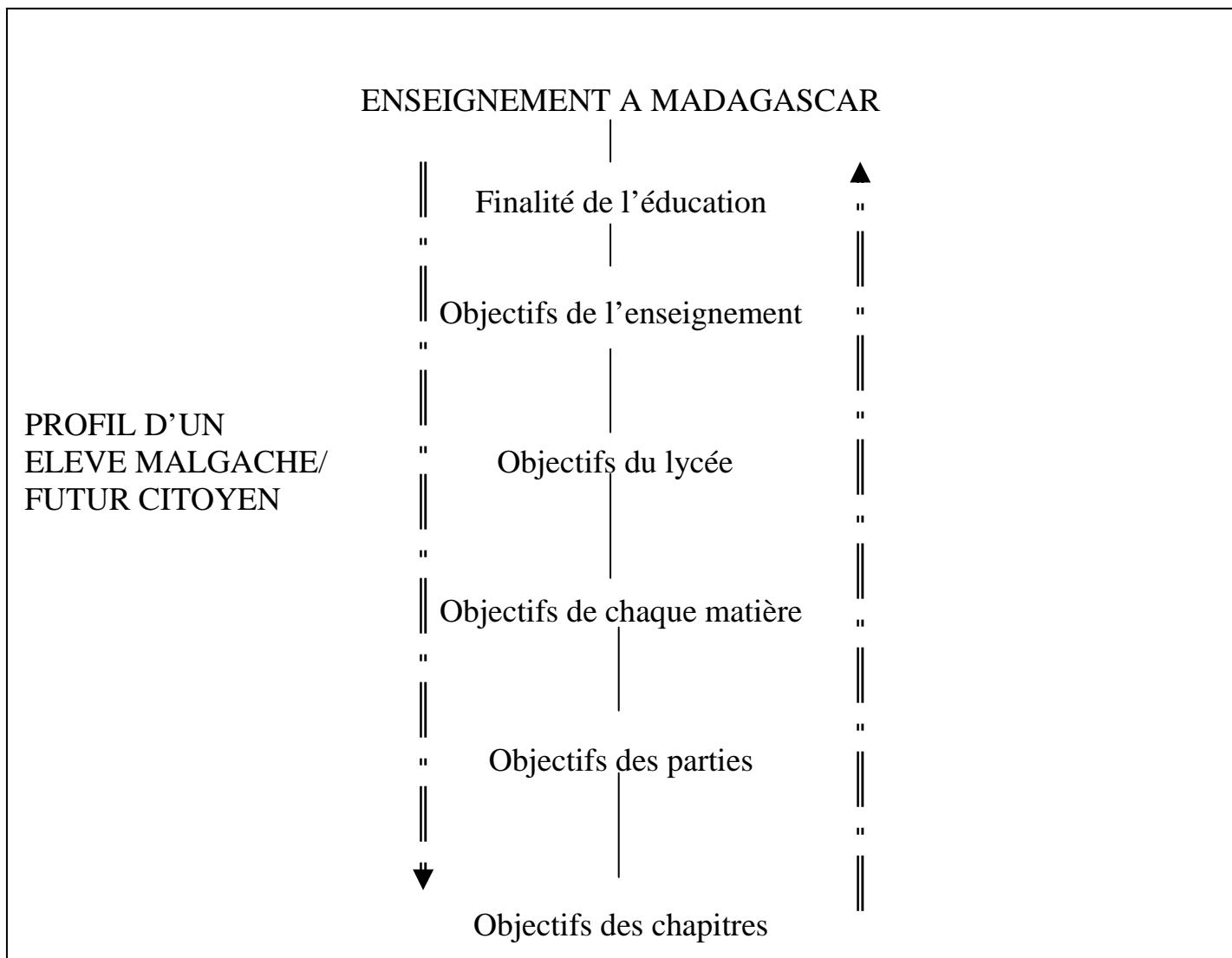
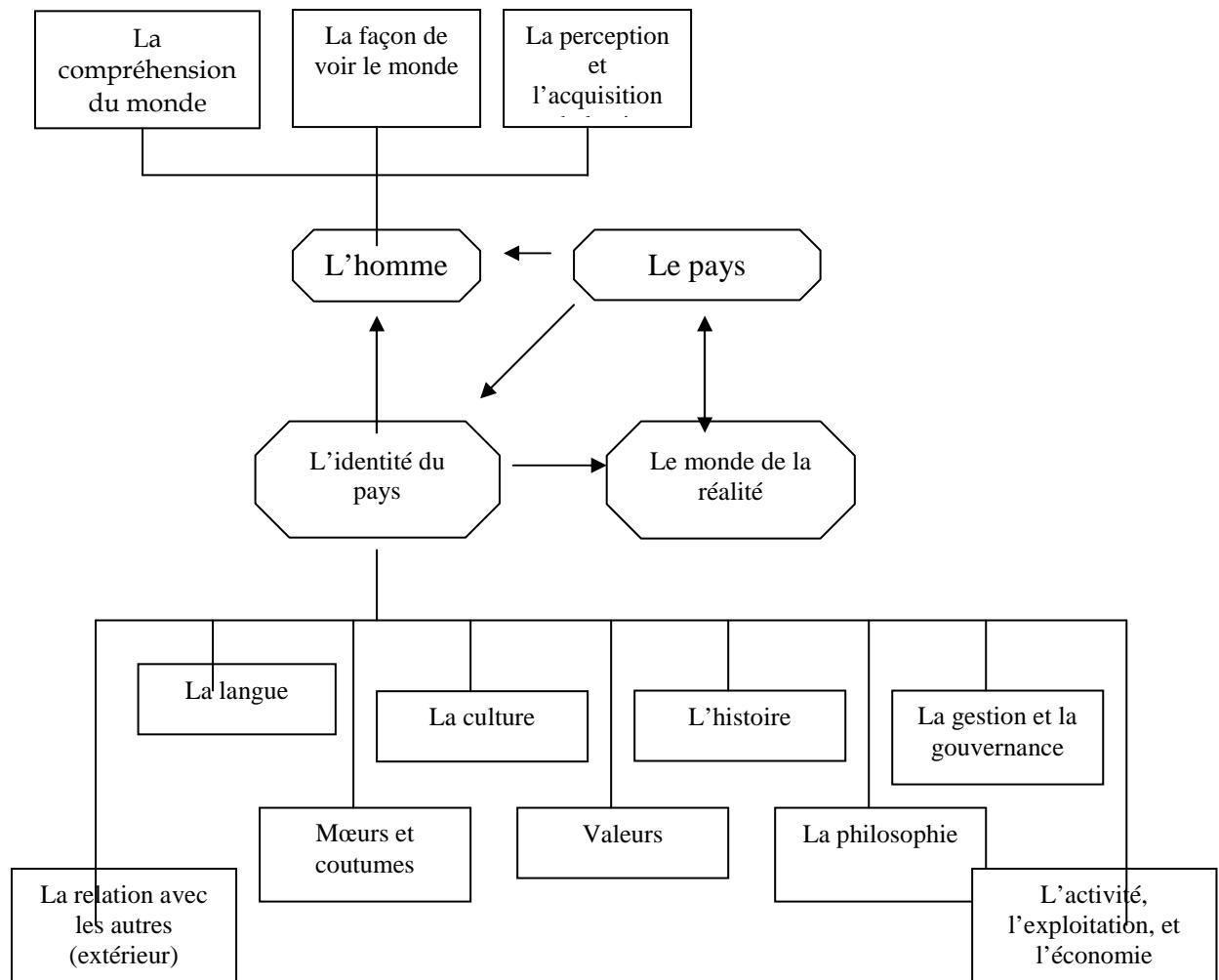


Schéma 3 :
L'HOMME ET SON MONDE



QUESTIONNAIRE DESTINÉ AUX ENSEIGNANTS-CHERCHEURS ET AUX
ENSEIGNANTS D'HISTOIRE-GÉOGRAPHIE DES LYCÉES

Enseignants-chercheurs : 9/ Enseignants d'Histoire-Géographie : 11

Nom :

Titre/Fonction :

Etablissement :

1-Votre opinion sur ce qu'on entend par « identité nationale »

2-Est-ce que Madagascar a son identité nationale ?

-Oui ^{20%} (55%, *oui mais ... ; 25%, inexpressifs*) -Non

3-En quoi se manifeste cette identité nationale ?

4-Donc, d'après vous, l'identité nationale à Madagascar est :

-Déjà construite ?	-A construire ? ^{20%}
-En pleine construction ? ^{35%}	-À reconstruire ? ^{45%}

5-Est-ce que les programmes scolaires ont leurs apports pour cette construction ?

-Oui ^{95%} (5%, <i>inexpressifs</i>)	-Non
Si, « Oui », comment ?	

6-Les lacunes des programmes scolaires, à l'instar de ceux du Lycée, d'après vous ?

7-Suggestions sur le contenu du programme

8-Votre opinion sur la rallonge de la durée du primaire ?

9-Votre opinion sur l'utilisation du malgache durant les 5 premières années d'études

LISTE BIBLIOGRAPHIQUE

❖ MEMOIRES DE C.A.P.E.N.

1. ANDRIANTSOAVINA Niritiana : *Les programmes d'Histoire et de Géographie des Lycées malgaches, de 1960 à nos jours: Etude historique et analytique*, 1985

2. BE Jean : *Essai de reflexion sur l'enseignement de l'Histoire et de Géographie en classe de Terminale, à travers les concours d'entrée à l'EN3*, 1985
3. ENIAVISOA : *Une institution de formateurs de la Première République: Ecole Normale des Instituteurs et Institutrices de Mahamasina (1959-1974)*, 1986
4. RAHARISON Jean Victor Niva : *Initiation aux méthodes d'investigations des connaissances historiques sur l'histoire de Madagascar, dans le niveau III de l'enseignement secondaire, l'exemple de Faritany d'Antananarivo (1979-1989)*, 1990
5. RAKOTOMALALA A.J.E. : *Histoire et Géographie: enseignement et idéologie à travers les manuels scolaires du XIXè Siècle*, 1987
6. RAMANGAZAFIARIVONY Feno Harisoa : *Contribution à l'étude du système éducatif malgache: le projet Lycée pôle d'Andohalo et son impact sur la réhabilitation de l'enseignement dans les secondaires*, 1987
7. RANDRIAMIANDRISOA : *Conception et élaboration de documents pédagogiques pour l'enseignement de l'Histoire aux Lycées: La renaissance et le Classicisme*, 1995
8. RANDRIANASOLO Seth André : *L'enseignement de l'Histoire et de la Géographie dans les écoles indigènes de Madagascar à travers les programmes et les manuels scolaires 1916-1939*, 1985
9. RANOROSOA Claire Charline : *Obstacles à l'enseignement de l'Histoire: Cas du Lycée Nanisana*, 2005
10. RAZAFIMANDIMBILAZA Julien : *L'enseignement colonial à Madagascar à travers le profil d'un professeur assistant "indigène" 1916-1960*, 1985
11. RAZAFINJATOVO Lucien : *Conception et élaboration de documents pédagogiques pour l'enseignement de l'Histoire en T10 et T11: La civilisation traditionnelle malgache aux XVIIIè et XIXè Siècle (T.II)*, 1989, Antananarivo
12. RAZANATSALAMA Sahondra Sylvie : *L'enseignement de l'Histoire en français dans les Lycées à Madagascar: Le cas du Lycée Moderne Ampefiloha et du Lycée Razafindrabe Victorien Moramanga*, 2003
13. ROBIJAONA Raoelifyd : *Contribution à l'évaluation de l'enseignement de l'Histoire, l'exemple du Faritany d'Antananarivo (1978-1988)*, 1989

❖ OUVRAGES GENERAUX

1. AMIN MAALOUF, *Les Identités meurtrières*, Grasset, 1998
2. BENOT (Y), *Indépendances africaines. Idéologies et réalités*, Tome I, éd François Maspero, Paris, 1975
3. BOITEAU (P), *Contribution à l'histoire de la nation malgache*, Edition Sociales, Paris, 1982
4. BOUDOU (A), *Les jésuites à Madagascar au XIXè siècle*, t 1.
5. P. Bourdieu, *Méditations pascaliennes*, Paris, Editions du Seuil, 1997.
6. P. Bourdieu, *La distinction. Critique sociale du jugement*, Paris, Les Editions de Minuit, 1979.
7. CITRON (S), *Enseigner l'histoire aujourd'hui, la mémoire perdue et retrouvée*, Editions ouvrières, Paris, 1984.
8. DESCHAMPS (H) : *Histoire de Madagascar*, Berger-Levrault, Paris, 1960
9. DUBOIS Robert, *L'identité malgache: La tradition des ancêtres*, Karthala, Paris, 2002.
10. D-R. Dufour, *L'art de réduire les têtes. Sur la nouvelle servitude de l'homme libéré à l'ère du capitalisme total*, Paris, Editions Denoël, 2003.
11. E. Durkheim, *Le suicide*, Paris, PUF, 1930.
12. HADRY (Georges) : *Histoire de la colonisation française*, coll. Les manuels coloniaux, Librairie LAROSE, Paris, 1928

13. Hobbes (Thomas), *Le Citoyen*, Paris, Garnier-Flammarion, 1982.
14. LABATUT (F), *Madagascar: Etude historique*, Ed. Nathan, Paris, 1969
15. LE PELLEC, J et Marcos-ALVAREZ, V. *Enseigner l'histoire : un métier qui s'apprend*, CNDP, Hachette Edition Paris, 1995.
16. K. Mannheim, *Le problème des générations*, Paris, Editions Nathan, 1990.
17. D. Martuccelli, *Forgé par l'épreuve. L'individu dans la France contemporaine*, Paris, Armand Colin, 2006.
18. K. Marx et F. Engels, *L'idéologie allemande*, Paris, Editions sociales, 1968.
19. M. F. MASSON et PEIRON : *Comment se construit l'identité nationale ?*, Fayard, 1992, 368 p.
20. J-C. Milner, *Les noms indistincts*, Paris, Editions du Seuil, 1983.
21. MILZA Pierre, *Etats et identité européenne*, Hatier, 479 p
22. MEISTER (A), *L'Afrique peut-elle partir?*, éd du Seuil, Collection esprit frontière ouverte, Paris, 1950
23. OLLIVIER (B), *Communiquer pour enseigner*, Hachette, Paris, 1985
24. B. Pascal, *Pensées* -fragment 622-, Paris, Editions du Seuil, 1963.
25. RALAIMIHOATRA (E), *Histoire de Madagascar*, 3è Edition, Tananarive, 1976
26. REMI (R), *Vazaha et Malgache en dialogue*, Imp Catholique, Ambozontany Fianarantsoa, 1966
27. RABARY (pasteur), *Ny daty malaza*, livre 1.
28. RABEARAMANANA (L), *La presse d'opinion à Madagascar de 1947 - 1956*, Librairie mixte, Antananarivo, 1980
29. RANDRIAMIADANARIVO (J), *Sikajin'i Dadabe*, Librairie Mixte, Edisiona 2007, 168p.
30. RENEL Charles, *La coutume des ancêtres*, Ed. Littéraires et artistiques, 3è éd. Paris
31. RAMAROSAONA Zaïveline, *Coutumes d'hier et d'aujourd'hui*, Impr. Nationale, Tananarive, 1961
32. SPACENSKY, *Madagascar, 50 ans de vie politique, de Ralaimongo à Tsiranana*, Nouvelles ed Latine, Paris, 1970
33. THIOUT (Michel), *Madagascar et l'âme Malgache*, Presse des Imprimeries de Bobigny, Paris, 1961
34. TSIRANANA (Ph), *Le cahier bleu. Pensées et souvenirs*, Imp nationale, Antananarivo, 1971
35. TROCHON (J), *L'insurrection Malagasy de 1947*, éd. Ambozontany, Fianarantsoa, 1986
36. V. et G. DE LANDSHEERE, *Définir les objectifs de l'éducation*, PUF, Paris, 1983
37. Le Père de la VAISSIERE, *Histoire de Madagascar, ses habitants et ses missionnaires*, Paris, 1925, 384 p.
38. VERIN (P), *Madagascar*, Karthala, Paris 1994.

❖ OUVRAGES SPECIFIQUES

39. Anne-Marie THRESSE, *La construction des identités nationales: Europe XVIII^e siècle-XIX^e siècle*, seuil, coll « l'univers historique », Paris, 1999, 320 p.
40. BEREZIKY (J.O.), *Inculcations idéologiques dans l'enseignement de l'histoire de Madagascar*, Communication faite lors du 6è Colloque Internationale d'Histoire Malagasy (Antananarivo 31 juillet-05 août 1989).
41. *Boky Mena*
42. CHAPUS (G.S.), *Quatre vingts années d'influences européennes en Imerina*, BAM 1925.
43. JULIEN Gustave, *Les Malgaches: leur valeur morale et intellectuelle*, Ste française d'ethnographie, Paris, 1927 (Extrait de la "Revue d'ethnographie et des traditions populaires" n° 31-32, 1927)
44. LATSAKA (Abraham), *Politiques scolaires et stratégies concurrentielles à Madagascar de 1810 à 1910*.
45. MENAC, *Education socialiste et révolution*, Rentrée scolaire 1976.
46. RABENORO (A), *Les relations extérieures de Madagascar de 1960 - 1972*, Thèse pour le Doctorat d'Etat en Science politique, Université Aix Marseille

47. RADAODY – RALAROSY (Dr), *De la nouvelle orientation de l'enseignement indigène à Madagascar*, BAM, n° XXX, MENC, Stage UNICEF, stage pour une matière intégrée du 7 au 14 août 1974.
48. Emmanuel RANDRIANARISON, *LMD : Enjeux et contraintes pour l'enseignement supérieur malgache*, R.O.I. Dossier.
49. RATRIMOARIVONY Rakotoarinosy M. I., *Histoire et nature de l'enseignement à Madagascar de 1896 à 1960* : Thèse, Paris: Université Paris. Sorbonne, 1986
50. RAZANAKOLONA Daniel S, *Conscience historique et représentations sociales : Les enfants malgaches face à leur histoire*, mémoire bibliographique de DEA : Année 2006
51. RAZANAKOLONA Daniel S, *Les jeunes et l'histoire : Identités, Valeurs, Conscience historique (Le cas des jeunes scolarisés d'Antananarivo et ses environs)*, mémoire tutoré de DEA : Année 2006
52. TUTIAUX-GUILLOU, N. et MOUSSEAU, M.J., *Les jeunes et l'histoire. Identités, valeurs, conscience historique*, Documents et travaux de recherche, 1998, 376 p.

❖ **TEXTES, REVUES ET PRESSES**

1. A. LEWY, « La Planification du programme scolaire », UNESCO, Cahier 23 ; Paris, 1973
2. ARDM-4/d-201, « Etude sur l'enseignement des indigènes à Madagascar 1930 », cf. 027
3. ARDM- 2/D-202, « Rapport sur l'évolution de l'enseignement à Madagascar du 1^{er}Octobre 1896 au 1^{er} Février 1897 », cf. 102 et 118
4. ARDM- 1/D- 202, « Programmes d'histoire et Géographie à l'Ecole Normale Le Myre de Vilars en 1900 »
5. BME, arrêté du 14 octobre 1933 portant réorganisation de l'enseignement officiel des indigènes dans la colonie de Madagascar et dépendance, n° 7 à 10, juillet-octobre 1933
6. MINESEB, arrêté n°4303 du 6 Octobre 1986 JORDM du 6/10/87
7. AUDIGIER F. « Les jeunes, la conscience historique et l'enseignement de l'histoire », in TUTIAUX-GUILLOU, N. et MOUSSEAU, M.J. *Les jeunes et l'histoire, identités, valeurs, conscience historique. Documents et travaux de recherche en éducation*, N° 30, INRP, 1998.
8. A. Caillé, « Alter-démocratie, alter-économie. Chantiers de l'espérance », in Revue du M.A.U.S.S., n°26, Second semestre 2005, La Découverte.
9. CHAPUS (G.S.) : « La méthode de Galliéni en matière d'enseignement », in Bulletin Economique, n° 1, 1930, Pitot & Cie Tananarive
10. Commission nationale de la République Democratique de Madagascar pour l'UNESCO, "Programmes scolaires et normes d'enseignement et de formation applicable ... dans les écoles, secondaires et normales ... de Madagascar", Antananarivo: UNESCO 1976
11. Constitution du 18 Septembre 1992
12. MINESEB, décision n°1001-90 du 1er/10/90 relative à l'usage des langues dans les écoles primaires et secondaires.
13. MEN décret n°103-95 du 7 Juillet 1995
14. BME « Ecoles Supérieures indigènes, 1909-1923 », Programmes des Ecoles Supérieures de Tananarive, sous-dossier n° 2
15. ESOAVELOMANFROSO (F.V.) : « Politique des races et enseignement colonial jusqu'en 1940 », 1975.
16. ESOAVELOMANDROSO (F.V.) : « Langue, culture et colonisation à Madagascar : malgache et français dans l'enseignement officiel », n° 3- 4, 1976

17. ARDM. G- 139, « Rapports sur les établissements scolaires de la cote Est, Tamatave, Fianarantsoa, Antsirabe. 1934 », inspection de la FOM, 1933-1934, f.28 et 85
18. L. LEGRAND, « La politique de l'éducation », PUF, PARIS, 1988
19. ARDM, "L'Enseignement à Madagascar", dans le Revue française d'études politiques africaines n° 52, avril 1970 pp. 57-76
20. Journal officiel, « Convention sur l'aide et la coopération entre la République française et la République malgache dans le domaine de l'enseignement et de la culture », du 23 juillet 1960, p. 1290
21. ARDM, « La langue malgache », in Rapport sur l'enseignement à Madagascar, aux Comores et en Afrique, G. 140, f. 010
22. LAVILLE C. « La perspective empirique en éducation historique. Mise en perspective et orientations actuelles », in Perspectives documentaires en éducation, N° 53, 2001
23. LAUTIER N., « Les enjeux de l'apprentissage de l'histoire », in Perspectives documentaires en éducation, N° 53, 2001
24. L'Express de MADAGASCAR, du 9 juillet 2008, N° 4050, p. 3
25. Loi n° 94-33 du 13 mars 1995, portant Orientation générale du système d'éducation et de formation à Madagascar, « Journal Officiel de la République de Madagascar », n°23 79 du 21 Août 1995, pages 1684 à 1699. Dépôt légal N° 48/96 Novembre 1996, Imprimé par JEAG, 120, Rue Rainandriamampandry, 101 Antananarivo.
26. MAHIRATRA: Le Lucide (Journal) Antananarivo, "La politique nationale de formation et d'éducation", Gazety "Mahiratra", 1987
27. MAHIRATRA: Le Lucide (Journal) Antananarivo, "Des conditions concrètes de l'amélioration du système national de formation", Gazety "Mahiratra", 1987
28. Ministère de l'Education Nationale et des Affaires Culturelles, "Madagascar, Enseignement secondaire (Direction): Programme et horaire", Enseignement Secondaire 1973. Antananarivo, 1973
29. Projet de loi N° 041/2005 du 23 novembre 2005 modifiant certaines dispositions de la loi n° 2004-004 du 26 juillet 2004 portant Orientation générale du Système d'Education, d'Enseignement et de Formation à Madagascar
30. Projet de loi N° 019/2006 du 23 juin 2006 Autorisant la ratification de l'Accord de crédit conclu entre la République de Madagascar et l'Association Internationale de Développement relatif au Troisième Crédit d'Appui à la Réduction de la Pauvreté
31. Projet de révision de la constitution : décret n° 98-027 du 15 Janvier 1998.
32. ARDM 2/D-202, "Rapport sur l'évaluation de l'enseignement à Madagascar 1er Oct ; 1896 au 1er Fev. 1897", cf. 108
33. REPUBLIQUE DE MADAGASCAR : Document Cadre de Politique Economique (D.C.P.E.) 1996-1999
34. ARDM. 5/D/201, « Réorganisation de l'enseignement indigène », 1933-1934, f. 002
35. ARDM, rapports généraux sur l'enseignement à Madagascar « Rapport annuel-1916 »
36. UNDD, "Union Nationale pour le Développement et la Démocratie: Madagascar, un peuple, une nation, un avenir", Antananarivo, 2001



SITES ET AUTRES

1. <http://www.la-croix.com>
2. <http://Wikipedia.org/whi/identité>.
3. <http://Google>
4. Microsoft® Encarta® 2007
5. Microsoft® Encarta® Junior 2007
6. Microsoft Corporation, 2008.
7. Dictionnaire HACHETTE encyclopédique
8. <http://hot.cursus.edu/rubrique.asp?no:731>
9. <http://www.adeanet.org/programs/pstr99>
10. <http://www.madagascar-tribune.com>
11. <http://www.education.gouv.fr/bo/2000/hs6/histgeo.htm> - vaguemestre@education.gouv.fr
12. <http://www.inrp.fr/éditions/électronique/lade/dictionnaire-ferdinand-buisson>

Auteur : Jean Xavier RAKOTONDRAJAONA

Titre : *La contribution du programme d'histoire des lycées dans la construction de l'identité nationale à Madagascar.*

Nombre de pages : 102

Nombre de tableaux : 10

Nombre de graphiques : 10

Nombre des annexes : 04

Résumé :

La question d'identité est une question cruciale pour tout individu. Construire son identité, ou entretenir son identité, ou bien encore sauver son identité, telle est la préoccupation de chaque nation. L'enseignement tient une place très importante dans la construction ou la reconstruction, ou bien, le maintien de cette identité. On s'intéresse à l'identité nationale parce que presque tous les pays du monde entier n'arrivent plus à sentir leurs vraies identités. En cette ère de mondialisation du début du 21^e siècle, presque tous les pays et toutes les nations du monde entier, notamment les pays sous-développés, ont perdu leurs repères. D'où l'attention particulière à l'étude de la construction de l'identité nationale à Madagascar à partir de l'analyse des programmes d'histoire dans les lycées. Effectivement, nous avons l'occasion d'identifier le rôle joué par le programme d'histoire des lycées dans la construction de l'identité nationale à Madagascar. On constate que l'étude du programme d'histoire en vigueur dans les lycées justifie l'existence de l'entretien de l'identité nationale à Madagascar.

Mots-clés :

identité, identité nationale, , éducation, programme d'histoire des lycées, politique éducative, éléments d'identité nationale à Madagascar, citoyen, pays, nation, langue nationale, histoire commune, grands événements, mouvements Populaires, étude et analyse des programmes scolaires, unité nationale, épanouissement, développement durable et harmonieux, problèmes de l'éducation, politique générale de l'éducation nationale, besoins locaux, réajustement, adéquation entre enseignement et travail, responsabilité, esprit critique.

Directeur de recherche : Benjamina (R) RAMANANTSOA

Maître de conférences

Adresse : Lot: IVY 235 A Ilanivato Ampasika TANA 101

Contact : 033 23 040 16 / ijxsmm@yahoo.fr